



INSTITUT DE STATISTIQUES ET D'ETUDES
ECONOMIQUES DU BURUNDI



DIRECTION GENERALE

ANNUAIRE STATISTIQUE DU BURUNDI
2019



N° 84

BUJUMBURA, DECEMBRE 2020

ISTEEBU, Zone Rohero, Quartier INSS, Avenue de l'Aviation, N°06, B.P. 1156 BUJUMBURA,
Tél. : (+257) 22 21 67 34 / 22 22 21 49 / 22 22 67 29, 22 21 67 35, FAX : (+257) 22 22 26 35,
E-Mail : isteebubdi@gmail.com, isteebu@isteebu.bi, Site Web : www.isteebu.bi, Twitter: [@IsteebuB](https://twitter.com/IsteebuB)

Devise: «En marche avec des statistiques fiables au service du développement»



A nos lecteurs.



Rassemblées en 22 chapitres, les informations détaillées les plus significatives et les plus récentes du système statistique burundais vous sont présentées dans cet Annuaire Statistique du Burundi.

De nombreux tableaux de ce 84^{ème} numéro ont été corrigés suivant l'acquisition de données définitives. Ces différents changements n'ont pas fait l'objet de commentaires mais le lecteur les remarquera en consultant les éditions antérieures.

Toutes vos observations et suggestions sont les bienvenues pour l'amélioration des annuaires statistiques du Burundi.



Remerciements.



L'Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi tient à remercier les Administrations, les Services publics et les Organisations professionnelles qui apportent régulièrement leur concours à la préparation de l'Annuaire Statistique du Burundi.





Directeur Général de publication	: Nicolas NDAYISHIMIYE
Directeur de département	: Jeanine NIYUKURI
Chef de service	: Modeste NDAYISENGA
Traitement et analyse des données	: Pascal SEMYOTSO, YAMUREMYE Bosco
Collecte et traitement des données	: Joseph HAVYARIMANA, Léonie NIBAFASHA, Rachel MUHORAKEYE, Angeline NIKOBITUNGWA.



Avant – propos.

L'Annuaire Statistique du Burundi est une publication annuelle qui présente la synthèse de l'information chiffrée disponible sous une forme pratique à l'utilisateur. C'est un outil de travail pratique, centralisant les principales données existantes, mais dispersées dans de nombreuses publications spécialisées ou dans des ouvrages difficilement accessibles comme les rapports annuels des ministères et autres services de l'Etat. Bref, c'est une compilation de données.

En dépit des difficultés liées souvent à une collaboration insuffisante entre l'ISTEEBU et les différentes administrations et organismes producteurs de données statistiques, la qualité de cette publication s'est progressivement améliorée grâce aux efforts inlassables entrepris ces dernières années par l'Institut au niveau de la collecte et du traitement des données. Ces efforts se sont traduits notamment par une précision accrue, une plus large diversification et une rapide disponibilité des chiffres publiés.

Le souci de rendre riche et complète le document de l'annuaire statistique du Burundi a permis d'intégrer 5 nouveaux chapitres. A partir de l'édition 2016, l'annuaire statistique du Burundi contient 22 chapitres, soit 5 chapitres de plus par rapport aux éditions antérieures. Les nouveaux secteurs sont : la diplomatie, la justice, la sécurité publique, habitat et conditions de vie et lois et textes du Burundi. En plus de ces nouveautés, plusieurs chapitres ont subi un certain nombre de retouches et de nouveaux tableaux ont été ajoutés pour les enrichir.

Pour présenter ces données, il a été jugé plus instructif des séries d'au moins dix ans pour

permettre à l'utilisateur d'étudier les évolutions des différents indicateurs socio-économiques en ne consultant qu'un seul document.

L'annuaire statistique 2019 essaie d'enrichir les commentaires de certains chapitres tandis que pour d'autres les tableaux sont fournis ex-abruto.

Rassemblées en 22 chapitres, les informations détaillées les plus significatives et les plus récentes du système statistique burundais vous sont présentées dans ce 84^{ème} numéro de l'Annuaire Statistique du Burundi. Nous invitons également le public lecteur de cette publication à nous faire parvenir toutes les suggestions ou critiques pouvant contribuer à l'amélioration des éditions futures.

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ISTEEBU,

Nicolas NDAYISHIMIYE

TABLE DES MATIERES.

	<i>Pages</i>
Avant – propos	i
Sigles et abréviations	ii-iv
Liste des tableaux	4
Chapitre I. Population	10
Chapitre II. Habitat et conditions de vie	75
Chapitre III. Environnement	82
Chapitre IV. Santé	97
Chapitre V. Protection sociale	113
Chapitre VI. Emploi	123
Chapitre VII. Enseignement	134
Chapitre VIII. Tourisme et hôtellerie	140
Chapitre IX. Production	143
Chapitre X. Transport et télécommunication	152
Chapitre XI. Eau, énergie et mines	165
Chapitre XII. Prix et indices des prix	177
Chapitre XIII. Commerce extérieur	195
Chapitre XIV. Balance des paiements	224
Chapitre XV. Finances publiques	228
Chapitre XVI. Monnaie et crédit	243
Chapitre XVII. Comptes économiques	246
Chapitre XVIII. Banques et Assurances commerciales	255
Chapitre XIX. Justice	261
Chapitre XX. Sécurité publique	266
Chapitre XXI. Diplomatie	281
Chapitre XXII. Lois et textes gouvernementaux	286

SIGLES ET ABREVIATIONS.

(p)	: Donnée provisoire
(C)	: Crédit
(D)	: Débit
A.G.C.D	: Administration Générale de la Coopération au Développement
Accouch.	: Accoucheuses
AFGRAD	: African Graduate Program
BCC	: Burundi Coffee Company
BICOR	: Burundi Insurance Corporation
BIF	: Fonds Burundais
BPE	: Bureau de la Planification de l'Education
BRB	: Banque de la République du Burundi
BUHRD	: Burundi Humain Reseach Developpement
CADEBU	: Caisse d'Epargne du Burundi
CAF	: Coûts, Assurances, Frets
CEE	: Communautés Economiques Européennes
CEI	: Communautés des Etats Indépendants
CELAB	: Centre d'Etudes et des Langues de Bujumbura
CGM	: Commissariat Général de la Migration
CIM	: Classification Internationale par Type d'Industrie
CNI	: Centre Nationale de l'Informatique
COGERCO	: Compagnie de Gérance de Coton
CONFESJES	: Conférence des Ministres de la Jeunesse et de Sports ayant en commun l'usage du Français
DGHER	: Direction Générale de l'Hydraulique et des Energies Rurales
DGR	: Direction Générale des Routes
DSNIS	: Direction du Système National d'Information Sanitaire
EBC	: Exportateurs Burundais de Café
EDCM	: Enquête sur les Dépenses de la Consommation des Ménages de Bujumbura
ENAPO	: Ecole Nationale de Police
EPB	: Exploitation du Port de Bujumbura
Ets	: Etablissements
F.A.C	: Fonds d'Aide pour la Coopération
F.A.O	: Food and Agriculture Organisation
F.P	: Fonction Publique
FAB	: Franco à Bord
FACAGRO	: Faculté d'Agronomie
FBCF	: Formation Brute de Capital Fixe
FBU	: Francs Burundais
FED	: Fonds Européen pour le Développement
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free on Bord
FSA	: Facultés des Sciences Appliquées
FSEA	: Facultés des Sciences Economiques et Administratives
Gvt	: Gouvernement
I.P	: Institut Pédagogique
I.P.A	: Institut Pédagogique Appliquée

I.T.S	: Institut Technique Supérieur
IARD	: Incendie, Accidents, Risques, Divers
IEPS	: Institut de l'Education Physique et Sport
INSS	: Institut Nationale de Sécurité Sociale
ISA	: Institut Supérieur d'Agriculture
ISCAM	: Institut Supérieur des Cadres Militaires
ISCO	: Institut Supérieur de Commerce
ISF	: Indice Synthétique de Fécondité
ISGE	: Institut Supérieur de Gestion des Entreprises
ISTAU	: Institut Supérieur Technique de l'Aménagement et de l'Urbanisme
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
ITS	: Institut Technique Supérieur
LSH	: Lettres et Sciences Humaines
MFB	: Million de Francs Burundais
MST	: Maladies Sexuellement Transmissibles
NA	: Non applicable
NCCD	: Nomenclature du Conseil de Coopération Douanière
NDB	: Nomenclature de Bruxelles
OCIBU	: Office du Café du Burundi
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
OMT	: Organisation Mondiale du Tourisme
ONATEL	: Office National des Télécommunications
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
ONT	: Office National de Tourisme
OTB	: Office du Thé du Burundi
PASA	: Programme d'Appui et de Suivi Agricole
PIB	: Produit Intérieur Brute
PNLS	: Programme Nationale de Lutte contre le Sida
PNP	: Programme Nationale de Population
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PSE	: Psychologie et Sciences de l'Education
R.C	: Responsabilité Civile
RC	: Rentes Communales
Récurr.	: Récurrente
REGIDESO	: Régies de Distribution de l'Eau et de l'Électricité
Resp.	: Respiratoire
RN	: Rentes Nationales
RNP	: Régie Nationale des Postes
RP	: Rentes Provinciales
RSA	: Régie de Services Aéronautiques
S.H	: Système Harmonisé
Sces	: Services
SCN 93	: Système de Comptabilité des Nations Unies, Révision 1993
SFSR	: Small Farming System Research
SIDA	: Syndrome d'Immuno-déficience Acquise
SOCABU	: Société Commerciale d'Assurances du Burundi
SODECO	: Société de Déparçage et de Conditionnement
SOGEAR	: Société Générale d'Assurances et de Réassurances

SOGESTAL'S	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SRD	: Société Régionale de Développement
STB	: Service du Transport du Burundi
TBM	: Taux Brut de Mortalité
TBR	: Taux Brut de Reproduction
TELEX	: Télécommunication Extérieure
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
UCAR	: Union Commerciale d'Assurances et de Réassurances
UNESCO	: Organisation des Nations Unies pour la Science et la Culture
URSS	: Union des Républiques Socialistes Soviétiques
USA	: United States of America.
-	: Données non disponibles

LISTE DES TABLEAUX.**Pages****I. POPULATION.**

Tableau 1.01. Principaux indicateurs démographiques et socio-économiques du Burundi.	15
Tableau 1.02. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1979, 1990 et 2008	17
Tableau 1.03. Population de 10 ans ou plus par sexe, âge et niveau d'instruction au recensement de 2008.	18
Tableau 1.04. Population résidente active occupée par sexe, âge et grands groupes professionnels au recensement de 2008.	19
Tableau 1.05. Actifs occupés au lieu de travail par sexe et situation dans la profession par branche d'activité économique au recensement de 2008.	20
Tableau 1.06. Situation d'activité de la population au recensement de 2008.	21
Tableau 1.07. Population des provinces et communes en 2008.	22
Tableau 1.08. Population résidente de 10 ans et plus selon l'état matrimonial et le sexe.	25
Tableau 1.09. Population résidente selon la religion et le sexe.	25
Tableau 1.10. Population burundaise par province	26
Tableau 1.11. Population burundaise par commune	27
Tableau 1.12. Population par âge et par sexe dans les communes en 2017	36
Tableau 1.13. Population par âge et par sexe dans les communes en 2018	49
Tableau 1.14. Population par âge et par sexe dans les communes en 2019	62

14

II. HABITAT ET CONDITIONS DE VIE

Tableau 2.01. Nombre des ménages possédant certains biens de consommation durables par milieu de résidence	77
Tableau 2.02. Nombre de ménages propriétaires des logements par province	77
Tableau 2.03. Nombre de ménages locataires des logements par province	78
Tableau 2.04. Nombre de ménages logés gratuitement par province	78
Tableau 2.05. Nombre de logements avec WC moderne par province	79
Tableau 2.06. Nombre de logements avec murs en dur par province	79
Tableau 2.07. Nombre de logements avec toit moderne par province	80
Tableau 2.08. Nombre de logements avec sol carrelé ou cimenté par province	80
Tableau 2.09. Nombre de ménages avec eau potable de boisson par province	81
Tableau 2.10. Nombre de ménages possédant l'électricité pour éclairage par province	81

III. ENVIRONNEMENT.

Tableau 3.01. Indicateurs environnementaux.	86
Tableau 3.02. Température moyenne annuelle par province (en °C).	86
Tableau 3.03. Température minimum annuelle par province.	87
Tableau 3.04. Température maximum annuelle par province.	87
Tableau 3.05. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Bujumbura - Aéroport.	88
Tableau 3.06. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Imbo - Sems.	88
Tableau 3.07. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Bururi - Vyanda.	89
Tableau 3.08. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Karuzi.	89
Tableau 3.09. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Gitega - Aéroport.	89
Tableau 3.10. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Makamba.	90
Tableau 3.11. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Muriza.	90
Tableau 3.12. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Cankuzo.	90
Tableau 3.13. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Musasa.	91
Tableau 3.14. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Rwegura.	91
Tableau 3.15. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Nyamuswaga.	92
Tableau 3.16. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Kirundo.	92
Tableau 3.17. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Muyinga.	92
Tableau 3.18. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Gisozi.	93
Tableau 3.19. Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Mparambo.	93
Tableau 3.20. Développement des frontières.	93
Tableau 3.21. Superficie des espaces naturels protégés en ha.	94
Tableau 3.22. Répartition des superficies de certains écosystèmes naturels.	94
Tableau 3.23. Répartition des superficies des aires protégées.	95
Tableau 3.24. Répartition de la flore vasculaire du Burundi selon les familles.	95
Tableau 3.25. Répartition de la flore vasculaire du Burundi selon les genres.	95
Tableau 3.26. Répartition de la flore vasculaire du Burundi selon les espèces.	95
Tableau 3.27. Répartition de la faune du Burundi selon les familles.	96
Tableau 3.28. Répartition de la faune du Burundi selon les genres.	96
Tableau 3.29. Répartition de la faune du Burundi selon les espèces.	96

**LISTE DES TABLEAUX.
IV. SANTE ET NUTRITION.**

Pages

Tableau 4.01. Les principales causes de morbidité dans les centres de santé chez les enfants de moins de 5 ans.	101
Tableau 4.02. Les principales causes de morbidité dans les centres de santé chez les personnes de 5 ans et plus.	102
Tableau 4.03. Evolution des infrastructures sanitaires.	102
Tableau 4.04. Infrastructures sanitaires disponibles par province.	104
Tableau 4.05. Effectifs des professions de santé.	106
Tableau 4.06. Effectif de médecins soignants par province.	106
Tableau 4.07. Activités curatives dans les centres de santé et hôpitaux par province.	107
Tableau 4.08. Morbidité dans les hôpitaux par les provinces	108
Tableau 4.09. Les principales causes de mortalité dans les hôpitaux chez les enfants de moins de 5 ans.	108
Tableau 4.10. Les principales causes de mortalité dans les hôpitaux chez les personnes âgées de 5 ans et +	109
Tableau 4.11. Femmes ayant reçu le vaccin antitétanique	109
Tableau 4.12. Couverture vaccinale chez les enfants de moins de 1 an.	109
Tableau 4.13. Evolution de la surveillance prénatale.	110
Tableau 4.14. Hébergements et accouchements.	110
Tableau 4.15. Accouchements suivis dans les centres de santé	110
Tableau 4.16. Suivis des naissances dans les centres de santé par province.	111
Tableau 4.17. Les données de surveillance de la TBC	112
Tableau 4.18. Morbidités hospitalières dues au SIDA.	112
Tableau 4.19. Evolution du nombre d'avortements.	112
Tableau 4.20. Evolution de la structure de l'indice du CAP en % (1).	112

V. PROTECTION SOCIALE.

Tableau 5. 01A. Effectifs des personnes bénéficiant des pensions par catégorie servis par l'INSS	116
Tableau 5. 01B. Effectifs des personnes bénéficiant des pensions par catégorie servis par l'ONPR	116
Tableau 5. 02A. Evolution des cas de risque professionnels à l'INSS.	116
Tableau 5. 02B. Evolution des cas de risque professionnels à l'ONPR	116
Tableau 5. 03A. Effectifs des bénéficiaires des prestations en risques professionnelles à l'INSS	116
Tableau 5. 03B. Effectifs des bénéficiaires des prestations en risques professionnelles à l'ONPR	116
Tableau 5.04A. Evolution du nombre d'assurés à l'INSS	117
Tableau 5.04B. Evolution du nombre d'assurés à l'ONPR	117
Tableau 5.05. Répartition des travailleurs actifs par âge et sexe.	117
Tableau 5.06A. Evolution des charges techniques de la branche des pensions à l'INSS	118
Tableau 5.06B. Evolution des charges techniques de la branche des pensions à l'ONPR	118
Tableau 5.07A. Montant des prestations servies par l'INSS	118
Tableau 5.07B. Montant des prestations servies par l'ONPR	118
Tableau 5.08A. Evolution des recettes en cotisations et des dépenses en prestations pour la branche des pensions à l'INSS.	119
Tableau 5.08B. Evolution des recettes en cotisations et des dépenses en prestations pour la branche des pensions à l'ONPR.	119
Tableau 5.09.A. Evolution des accidents de travail et des maladies professionnelles déclarés à l'INSS	119
Tableau 5.09.B. Evolution des accidents de travail et des maladies professionnelles déclarés à l'ONPR	119
Tableau 5.10.A. Evolution des bénéficiaires des rentes à l'INSS	120
Tableau 5.10.B. Evolution des bénéficiaires des rentes à l'ONPR	120
Tableau 5.11A. Coût des soins à l'INSS.	120
Tableau 5.11B. Coût des soins à l'ONPR.	120
Tableau 5.12A. Evolution des recettes en cotisation et des dépenses en prestations pour la branche des risques professionnelles à l'INSS.	120
Tableau 5.12B. Evolution des recettes en cotisation et des dépenses en prestations pour la branche des risques professionnelles à l'ONPR.	120
Tableau 5.13A. Evolution des montants annuels des recettes à l'INSS.	121
Tableau 5.13B. Evolution des montants annuels des recettes à l'ONPR.	121
Tableau 5.14A. Evolution des montants annuels des dépenses à l'INSS.	121
Tableau 5.14B. Evolution des montants annuels des dépenses à l'ONPR.	121
Tableau 5.15. Effectifs des Affiliés par catégorie à l'ONPR	121
Tableau 5.16. Montant des cotisations par catégorie (en milliers)	121
Tableau 5.17. Répartition des assurés par traitement d'activité à l'ONPR (salaire de base)	122
Tableau 5.18. Effectif et cotisation des affiliés à la Mutuelle de la Fonction Publique.	122
Tableau 5.19. Participation des femmes à l'Assemblée Nationale.	122

LISTE DES TABLEAUX.	Pages
VI. EMPLOI.	
Tableau 6. 01. Population active occupée selon le statut dans l'emploi.	129
Tableau 6. 02. Répartition des employeurs en activité par branche d'activité économique (au 31 décembre).	129
Tableau 6. 03. Répartition des employeurs en activité par province (au 31 décembre).	129
Tableau 6. 04. Répartition des entreprises selon le nombre de travailleurs actifs (au 31 décembre).	130
Tableau 6. 05. Répartition par ministère des effectifs de la Fonction Publique (au 31 décembre)	131
Tableau 6.06. Revenu salarial par institution étatique (mio FBU).	132
Tableau 6.07. Nombre d'employeurs par secteur	132
Tableau 6.08. Répartition du personnel sous-statuts par Grade	133
VII. ENSEIGNEMENT.	
Tableau 7.01. Principaux indicateurs sur l'enseignement préscolaire	136
Tableau 7.02. Principaux indicateurs de l'enseignement fondamental	136
Tableau 7.03. Répartition des écoles fondamentales par province	136
Tableau 7.04. Répartition du personnel enseignant du fondamental par province.	137
Tableau 7.05. Répartition des effectifs des élèves du fondamental par province.	137
Tableau 7.06. Effectifs d'élèves de l'enseignement post-fondamental par statut	138
Tableau 7.07. Principaux indicateurs de l'enseignement post-fondamental	139
Tableau 7.08. Principaux indicateurs de la formation professionnelle	139
Tableau 7.09. Evolution des données de l'enseignement supérieur	139
Tableau 7.10. Evolution des données de l'enseignement supérieur public	139
Tableau 7.11. Evolution des établissements d'enseignement supérieur	139
Tableau 7.12. Effectif des étudiants de l'enseignement supérieur par type d'établissement	
VIII. TOURISME ET HOTELLERIE.	
TABLEAU 8.01. Hotels du Burundi, leur capacité d'accueil et prix moyen d'une chambre	142
TABLEAU 8.02. Tourisme récepteur	142
TABLEAU 8.03. Arrivées par mode de transport.	142
IX. PRODUCTION.	
Tableau 9.01. Production des cultures vivrières en tonnes	146
Tableau 9.02. Apports de cafés cerises aux sociétés de lavage(tonnes)	147
Tableau 9.03. Production du café vert par campagne (en tonnes)	148
Tableau 9.04. Production de café vert par qualité et par campagne (en tonnes)	148
Tableau 9.05. Production de coton.	148
Tableau 9.06. Evolution de la production de graines de coton (en tonnes)	148
Tableau 9.07. Superficie emblavées et nombre de planteurs de coton	148
Tableau 9.08. Production du THE: Feuilles vertes (en tonnes)	149
Tableau 9.09. Production du thé sec par usine (en tonnes)	149
Tableau 9.10. Superficies plantées et Superficies en productions des blocs industriels (en ha)	149
Tableau 9.11. Superficies plantées en milieu villageois par site (en ha)	149
Tableau 9.12. Evolution de la production de la canne, du sucre et de la mélasse(en tonne)	149
Tableau 9.13. Evolution des superficies de canne à sucre	149
Tableau 9.14. Production de la pêche (en tonnes)	150
Tableau 9.15. Production de la pêche par type poissons (en tonnes)	150
Tableau 9.16. Valorisation de la pêche (en millions de FBU)	150
Tableau 9.17. Production des principales industries	150
Tableau 9.18. Animaux de boucherie abattus pour la consommation	151
Tableau 9.19. Nombre de bateaux de pêche par type de pêche	151
Tableau 9.20. Evolution de la superficie palmicole de variété tenera (Ha)	151
Tableau 9.21. Effectifs du cheptel par espèce	151
Tableau 9.22. Evolution des quantités des produits d'élevage	151
X. TRANSPORT ET TELECOMMUNICATION.	
Tableau 10.01. Trafic au Port de Bujumbura (en tonnes)	155
Tableau 10.02. Entrées de marchandises au Port de Bujumbura (en tonnes)	155
Tableau 10.03. Sorties des marchandises du Port de Bujumbura (en tonnes)	156
Tableau 10.04. Trafic à l'aéroport international de Bujumbura	156
Tableau 10.05. Caractéristiques de l'aéroport internationale de Bujumbura et les aérodomes du Burundi	156
Tableau 10.06. Routes nationales et provinciales en kilomètres	157
Tableau 10.07. Evolution du réseau routier national (en km)	157
Tableau 10.08. Nombre d'abonnés raccordés au central téléphonique	158
Tableau 10.09. Capacité des réseaux téléphoniques du Burundi au 31 décembre	158
Tableau 10.10. Trafic téléphonique transmis	158
Tableau 10.11. Répartition des bureaux postaux par provinces	159
Tableau 10.12 Situation des abonnés à la poste	160
Tableau 10.13 Trafic des envois ordinaires (nombre en millier).	160
Tableau 10.14 Trafic des envois enregistrés (nombre en millier).	160
Tableau 10.15 Trafic des colis postaux	160
Tableau 10.16 Trafic des mandats postaux (montant en millier).	160
Tableau 10.17. Evolution des recettes postales (montant en millier)	160
Tableau 10.18 Personnel de la Régie Nationale des Postes.	161
Tableau 10.19 Evolution des parutions de la presse écrite	161
Tableau 10.20 Evolution des tirages de la presse écrite	161
Tableau 10.21 Télécommunications	161
Tableau 10.22. Evolution des entreprises de transport	161
Tableau 10.23. Nombre d'avions, véhicules et autres moyens de transport au burundi	161

LISTE DES TABLEAUX.

Pages

XI. EAU, ENERGIE ET MINES.

Tableau 11.01. Production d'électricité par centre hydroélectrique (en Kwh).	170
Tableau 11.02. Evolution des importations d'électricité (en Kw).	170
Tableau 11.03. Evolution des consommations d'électricité par centre (en Kwh).	170
Tableau 11.04. Evolution de la consommation d'électricité par catégorie de consommateurs (en GWh).	171
Tableau 11.05. Evolution du nombre d'abonnés en électricité par centre.	171
Tableau 11.06. Evolution de consommation d'électricité par niveau de tension.	172
Tableau 11.07. Evolution de la production et de la consommation d'électricité au Burundi (en GWh).	172
Tableau 11.08. Evolution des pertes sur le réseau REGIDESO.	172
Tableau 11.09. Evolution des énergies électriques importées et consommées.	172
Tableau 11.10. Bagasse et énergie produite à la SOSUMO	172
Tableau 11.11. Evolution de la consommation d'eau par catégorie de consommateurs (en m3).	173
Tableau 11.12. Evolution des consommations d'eau par région (en m3).	173
Tableau 11.13. Evolution du nombre d'abonnés en eau par région.	174
Tableau 11.14. Evolution de la production des M.C.H.E. de l'ABER	174
Tableau 11.15. Evolution du nombre d'abonnés à l'ABER par province.	175
Tableau 11.16. Consommations des produits pétroliers (en milliers de litres)	176
Tableau 11.17. Production de la tourbe (en tonnes).	176
Tableau 11.18. Consommation de la tourbe par catégorie de clients (en tonnes métriques).	176
Tableau 11.19. Production minière.	177
Tableau 11.20. Production nationale d'énergie primaire	177
Tableau 11.21. Consommation nationale de l'énergie primaire (en tonnes).	177
Tableau 11.22. Importations des produits pétroliers (en milliers de litres).	177
Tableau 11.23. Evolution des importations des bitumes et lubrifiants (en tonnes).	177

XII. PRIX ET INDICES DES PRIX.

Tableau 12.01. Indice national des prix à la consommation des ménages (base 100 = Décembre 2016)	180
Tableau 12.02. Prix moyen annuel moyen à la consommation des ménages	183

XIII. COMMERCE EXTERIEUR ET AIDES.

Tableau 13.01: Evolution du commerce extérieur	23	197
Tableau 13.02 : Evolution des importations par grands groupes de produits en millions de FBU		197
Tableau 13.03: Principaux produits importés (valeur en millions de FBU).		198
Tableau 13.04: Principaux produits importés (Poids net en tonnes).		198
Tableau 13.05: Importations du Burundi par continent (en millions de FBU)		199
Tableau 13.06: Evolution des importations à partir des Pays du COMESA (en millions de FBU)		199
Tableau 13.07: Evolution des importations à partir des Pays de l'EAC (en millions de FBU)		199
Tableau 13.08: Evolution des importations à partir des pays de la CEPGL (en millions de FBU)		199
Tableau 13.09: Importations à partir des pays de la CEEAC (en millions de FBU)		199
Tableau 13.10: Evolution des importations à partir des pays de la SADC(en millions de FBU)		199
Tableau 13.11: Evolution des Exportations par continents(en millions de FBU)		200
Tableau 13.12: Evolution des Exportations par produits en valeur (en millions de FBU)		200
Tableau 13.13: Evolution des Exportations par produits en quantité (Tonnes)		200
Tableau 13.14 :Exportation vers les pays de l'EAC(en Million fbu)		200
Tableau 13.15 : Les réexportations en valeur (en millions de FBU)		201
Tableau 13.16 : Les réexportations en quantité (Tonnes)		201
Tableau 13.17: Importations des services et revenus primaires (en million de francs burundais).		201
Tableau 13.18: Exportations des services et revenus primaires (en million de francs burundais).		202
Tableau 13.19: Repartition des IPF par categories en millions de BIF		202
Tableau 13.20: Repartition Geographique des IPF en millions de BIF		202
Tableau 13.21: Repartition des IPT selon les branches d'activites en Millions BIF		202
Tableau 13.22: Repartition Geographique des IDE en millions de BIF		202
Tableau 13.23: Repartition des IDE selon leurs categories en millions de BIF		203
Tableau 13.24: Repartition des IDE selon les branches d'activites en Millions BIF		203
Tableau 13.25: Distribution des IDE par branches d'activités selon les types d'entreprises d'investissement		203
Tableau 13.26: Evolution des déboursements de l'aide par donateur (en millions de USD)		203
Tableau 13.27 :Résumé des déboursements de l'aide Bilatéraux (en millions de USD)		203

LISTE DES TABLEAUX.	Pages
XIV. BALANCE DES PAIEMENTS.	
Tableau 14.01. Balance des paiements (en millions de FBU)	227
Tableau 14.02. Evolution des recettes et dépenses en devises (en millions de FBU)	227
XV. FINANCES PUBLIQUES.	
Tableau 15.01. Evolution du budget ordinaire (en millions de FBU).	231
Tableau 15.02. Evolution des Recettes fiscales (en millions de FBU)	231
Tableau 15.03. Evolution des Recettes non fiscales (en millions de FBU)	231
Tableau 15.04. Evolution des Dons (en millions de FBU).	231
Tableau 15.05. Dépenses (en millions de FBU).	232
Tableau 15.06. Evolution de la dette publique (en millions de FBU).	232
Tableau 15.07. Dette publique extérieure par secteurs (en millions de FBU)	232
Tableau 15.08. Opérations financières consolidées de l'Etat (en millions de Fbu)	232
Tableau 15.09. Evolution de fonctionnement des recettes des communes (en milliers de FBU)	233
Tableau 15.10. Evolution de fonctionnement des dépenses des communes (en milliers de FBU)	234
Tableau 15.11. Evolution des recettes d'investissement des communes (en milliers de FBU)	234
Tableau 15.12 Evolution des dépenses d'investissement des communes (en milliers de FBU)	235
XVI. MONNAIE ET CREDITS.	
Tableau 16. 01. Ressources du système bancaire (fin d'année : en millions de FBU).	244
Tableau 16. 02. Contreparties des ressources monétaires (fin d'année : en millions de FBU).	244
Tableau 16. 03. Répartition des dépôts bancaires par détenteur (fin d'année : en millions de FBU).	244
Tableau 16. 04. Evolution des risques du système financier (en millions de FBU).	245
Tableau 16. 05. Evolution des crédits distribués à l'économie (en millions de FBU).	245
Tableau 16. 06. Cours de change moyens des principales monnaies (BIF par unité de monnaie étrangère).	245
Tableau 16.07 Les avoirs en réserves du Burundi (en millions de BIF)	245
XVII. COMPTES ECONOMIQUES.	
Tableau 17.01. Produit intérieur brut selon l'optique production (en milliards de Fbu)	250
Tableau 17.02. Répartition de la valeur ajoutée par secteur (en %)	250
Tableau 17.03. Evolution de la valeur ajoutée du secteur primaire (en milliards de Fbu)	251
Tableau 17.04. Evolution de la valeur ajoutée du secteur secondaire (en milliards de Fbu)	251
Tableau 17.05. Evolution de la valeur ajoutée du secteur tertiaire (en milliards de Fbu)	252
Tableau 17.06. Emplois du PIB (en milliards de Fbu, prix courants)	252
Tableau 17.07. Emplois du PIB (en milliards de Fbu, prix constants)	253
Tableau 17.08. Structure de la consommation des produits alimentaires (en %)	253
Tableau 17.09. Répartition de la FBCF par secteurs en milliards de Fbu	254
Tableau 17.10. Structure des importations en milliards de Fbu	254
Tableau 17.11. Structure des exportations par produits, en milliards de Fbu	254
XVIII. BANQUES ET ASSURANCES COMMERCIALES.	
Tableau 18.01. Nombre d'employés des sociétés d'assurance	257
Tableau 18.02. Nombre de contrats (1) par catégories d'assurances non vie au 31 décembre	257
Tableau 18.03. Nombre de contrats par catégories d'assurances vie au 31 décembre	257
Tableau 18.04. Le nombre de sinistres déclarés par catégories d'Assurances non vie au 31 décembre	257
Tableau 18.05. Le nombre de sinistres déclarés par catégories d'Assurances vie au 31 décembre	257
Tableau 18.06. Evolution des primes émises par catégorie d'assurance Non Vie (en milliers de FBU)	257
Tableau 18.07. Evolution des primes émises par catégorie de assurance Vie (en milliers de FBU)	258
Tableau 18.08. Evolution des sinistres payés par catégorie d'assurance Non Vie(en milliers de FBU) au 31 Décembre	258
Tableau 18.09. Evolution des prestations par categorie d'assurance Vie(en milliers de FBU) au 31 Décembre	258
Tableau 18.10. Nombre d'agences des institutions financières par province	259
Tableau 18.11. Evolution du nombre d'employés par institution financière	259
Tableau 18.12. Evolution des établissements financiers	259
Tableau 18.13. Quelques renseignements sur les Institutions financières, Etablissements financiers et les microfinances	259
XIX. JUSTICE.	
Tableau 19.01. Quelques indicateurs de performance de la justice	262
Tableau 19.02. Evolution de la population pénitentiaire	262
Tableau 19.03. Evolution du nombre de Magistrats ayant exercé dans les juridictions	262
Tableau 19.04. Nombre de jugement pénaux rendus selon la nature de l'infraction	262
Tableau 19.05. Nombre de dossier en attente d'avis du parquet à la fin de l'année	263
Tableau 19.06. Nombre de dossier ouvert pour les instructions restant à la fin de l'année	263
Tableau 19.07. Nombre des dossiers enregistrés au parquet au cours de l'année	263
Tableau 19.08. Nombre de dossier clôturés par les magistrats	264
Tableau 19.09 A. Nombre total de décisions (jugements) rendues à la Cour suprême	264
Tableau 19.09 B. Nombre total de décisions (jugements) rendues à la Cour d'appel	264
Tableau 19.09 C. Nombre total de décisions (jugements) rendues aux Tribunaux de grande instance	264
Tableau 19.10. Nombre de litiges objets des décisions civiles rendues	265
Tableau 19.11. Répartition des magistrats ayant exercé dans la juridiction	265
Tableau 19.12. Nombre de jugements pénaux rendus par les tribunaux de Grande Instance selon le type de viol	265
Tableau 19.13. Evolution du nombre de détenus spécifique par prison	265

LISTE DES TABLEAUX.	Pages
XX. SECURITE PUBLIQUE	
Tableau 20.01. Effectif de la police par province	268
Tableau 20.02. Infractions au code pénal enregistrées par la Police	269
Tableau 20.03. Evolution des infractions récurrentes	270
Tableau 20.04. Répartition des auteurs d'infractions par province et par sexe	270
Tableau 20.05. Evolution des Dossiers ouverts et transmis au Ministère Public	270
Tableau 20.06. Evolution du nombre de personnes placées sous la garde à vue par province	271
Tableau 20.07. Statistiques sur les documents de voyage	271
Tableau 20.08. Statistiques sur les mouvements transfrontaliers des personnes	272
Tableau 20.09. Statistiques des ressortissants de la Communauté Est Africaine	272
Tableau 20.10 : Répartition des accidents de la circulation routière par province selon les causes	274
Tableau 20.11 : Véhicules contrevenants au code de la route en Mairie de Bujumbura et amendes transigées	276
Tableau 20.12. Statistiques sur les permis de conduire et recettes y relatif	276
Tableau 20.13. Statistiques sur les permis de conduire provisoires renouvelés et duplicata délivrés en 2016	276
Tableau 20.14. Statistiques sur les permis de conduire définitifs renouvelés ou changés	276
Tableau 20.15. Statistiques sur les permis de conduire internationaux renouvelés ou changés	276
Tableau 20.16. Evolution mensuelle des impacts des accidents de roulage en Mairie de Bujumbura	276
XXI. DIPLOMATIE	
Tableau 21.01. Missions diplomatiques du Burundi à l'Etranger en 2017	282
Tableau 21.02. Missions diplomatiques et consulaires accréditées à Bujumbura en 2017	283
Tableau 21.03. Organisations Internationales et autres représentations Etrangères accréditées à Bujumbura en 2017	284
Tableau 21.04. Missions Diplomatiques accréditées à Bujumbura et résidant dans les pays tiers en 2017	285
Tableau 21.05. Bourses et stages offertes dans diverses disciplines	286
XXII. LOIS ET TEXTES GOUVERNEMENTAUX	
	287

CHAPITRE I : POPULATION.

1. Caractéristiques générales.

En guise de rappel, les données issues du Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2008 révèlent une situation démographique et socio-économique dont les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Au niveau des caractéristiques d'état : des fortes densités de population, une structure par âge et sexe caractérisée par une forte proportion de jeunes (les moins de 15 ans représentent plus de 46% de la population totale), une très faible proportion de personnes âgées, un rapport de masculinité de 97 hommes pour 100 femmes, une population essentiellement rurale,
- Au niveau des caractéristiques de mouvement : une dynamique démographique intense caractérisée par un niveau de fécondité très élevé (ISF = 6.2 c-à-d 6 enfants par femme) qui, en face d'une mortalité élevée TBM = 15‰ mais en baisse, entraîne un taux d'accroissement élevé avec les multiples contraintes qu'il génère,
- Au niveau des caractéristiques socio-économiques : la population du Burundi est à majorité agricole avec un type d'habitat dispersé et avec peu d'habitation construit avec des matériaux durables, branchées sur les réseaux de distribution d'eau et d'électricité et non pourvues de toilettes intérieures, avec

l'utilisation du bois comme source d'énergie essentielle.

- Les statistiques du mouvement naturel de la population (migrations, naissances, décès) ont été également dégagées du Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2008.

2. Perspectives démographiques.

Le Bureau Central du Recensement en collaboration avec le FNUAP a élaboré les projections démographiques sur 20 ans c-à-d de 2009 à 2030. Les projections se sont basées sur les données du recensement général de 2008 (structure par âge et par sexe). Les hypothèses sur la mortalité ont été formulées à partir de la tendance des quotients de mortalité infanto-juvénile ($5q_0$) au cours des 20 dernières années, tendance tirée des informations issues de différentes sources dont le recensement général de la population et de l'habitation de 1990 et de 2008, l'enquête démographique et de santé de 1987 et de 2010, l'enquête MICS 2005. Ce paramètre d'entrée a été retenu parce qu'en matière d'estimation indirecte de la mortalité, il présente une relative stabilité d'un modèle à l'autre.

S'agissant de la fécondité, la cible retenue est de 3 enfant/femmes préconiser par la vision 2025. Avec cette cible on a procédé à une interpolation linéaire (période 2008-2025) et l'ISF en 2010 est de 5.82, donc environ 6 enfants/ femme

Données sur la population.

Les données sur l'état et la composition de la population par sexe, âge, nationalité, commune et province ainsi que sur l'activité économique sont fournies par les deux recensements de 1990 et 2008. Entre 2008 et 2030, la population totale ainsi que sa structure par sexe et par âge a été estimée par le Bureau Central du Recensement en collaboration avec le FNUAP (Fond des Nations Unies pour la Population), en utilisant le module Demproj du logiciel SPECTRUM.

Recensement Général de la Population.

Le Burundi a déjà réalisé trois recensements depuis qu'il est devenu indépendant en 1962 : 1979, 1990 et le dernier en 2008.

3. Quelques définitions.

Population recensée.

La population recensée comporte deux catégories de personnes. Celles qui ont leur résidence habituelle dans la localité administrative où elles ont été recensées (population résidente) et celles qui y sont présentes passagèrement à la date du recensement mais qui n'y ont pas leur résidence habituelle (population non résidente).

Population urbaine.

Population vivant dans des zones à habitant concentré. La formule volontairement vague de cette définition découle du caractère extrêmement variable des critères adoptés

dans différents pays pour circonscrire la population urbaine. Les plus généralement retenus sont : le poids démographique de la localité, la densité de peuplement, l'importance des fonctions administratives et des services publics, le type d'activité (importance de la population active non agricole), etc. Comme les seuils retenus pour tous ces différents critères ne sont pas partout uniformes, l'identification de la population urbaine pour un pays donné doit découler de la typologie adoptée par chaque pays pour la classification des villes et centres urbains.

Situation de famille.

Les situations de famille retenues au cours des différents recensements sont les suivantes : célibataire, marié(e), divorcé(e), séparé(e), veuf(ve), autre et non déterminé(e).

Les définitions de ces différents états matrimoniaux sont les suivantes :

Célibataires.

Ce sont les personnes n'ayant jamais été mariées et les personnes dont le mariage a été annulé.

Séparés.

Ce sont les personnes séparées de fait pour des raisons de mésentente conjugale ou des personnes séparées de corps à la suite d'un jugement prononcé par le tribunal. Un jugement prononçant la séparation de corps est mentionné sur les actes de l'état civil mais les personnes en question sont encore

considérées comme mariées par les officiers de l'état civil.

Divorcés.

Ce sont les personnes dont le mariage a été dissout en justice et qui ne se sont pas remariées. Cette catégorie ne comprend pas les séparés. D'autre part, une personne divorcée dont le conjoint est décédé après le divorce, est à considérer comme divorcée, et non pas veuve.

Veufs.

Ce sont les personnes dont le conjoint est décédé et qui ne se sont pas remariées.

Mariés.

Ce sont les personnes ayant contracté mariage quel qu'ait été leur état antérieur (célibataires, veufs, divorcés, séparés).

En fait, quatre situations différentes peuvent se présenter en ce qui concerne les personnes mariées :

- les 2 conjoints vivent ensemble dans un même ménage ;
- les 2 conjoints, pour des raisons professionnelles (ouvriers étrangers, fonctionnaires internationaux, etc.), ne vivent pas ensemble, mais se considèrent comme légalement mariés ;
- les 2 conjoints ne vivent pas ensemble; ils sont séparés de fait, pour des raisons de mésentente conjugale ;
- les 2 conjoints, par décision de justice, sont séparés légalement (séparation de corps).

Naissances et décès.

Les chiffres des naissances, des décès et des morts-nés peuvent avoir trait :

- à la population "de facto". Dans ce cas, on considère dans la statistique tous les faits d'état civil qui se sont produits sur le territoire national, sans distinguer si ces faits se rapportent à des résidents ou à des non-résidents ;
- à la population "de jure". Ce procédé consiste à éliminer du nombre total des faits survenus sur le territoire national ceux qui se rapportent à des non-résidents et à y ajouter les faits survenus à l'étranger, mais se rapportant à des résidents.

Morts-nés.

On entend par mort foetale, le décès d'un produit de conception lorsque ce décès est survenu avant l'expulsion ou l'extraction complète du corps de la mère indépendamment de la durée de gestation ; le décès est indiqué par le fait qu'après cette séparation le fœtus ne respire ni ne manifeste aucun signe de vie tel que battement du cœur, pulsation du cordon ombilical ou contraction effective d'un muscle soumis à l'action de la volonté (définition adoptée par l'Assemblée Mondiale de la Santé conformément à l'article 23 de la constitution de l'OMS).

Mariages.

Les données doivent avoir trait à tous les mariages conclus sur le territoire national quelle que soit la résidence des époux.

Taux de fécondité.

C'est le rapport des naissances vivantes, pour une année donnée dans un groupe de femmes, sans considération d'état matrimonial, à l'effectif moyen de ce groupe.

Taux brut de reproduction.

Le taux brut de reproduction est le nombre de filles auxquelles une femme (ou un groupe de femmes) donneraient naissance durant son existence si elle vivait ses années de procréation en se conformant aux taux de fécondité par âge d'une année donnée.

Indicateur conjoncturel de fécondité.

l'indicateur conjoncturel de fécondité, encore appelé "Somme des naissances réduite" ; est la descendance finale dans une génération fictive qui aurait à chaque âge successif, la fécondité empruntée à chacune des 35 générations (15 à 49 ans) réelles observées une année donnée.

Taux de mortalité infantile.

C'est le total du nombre de décès d'enfants âgés de moins d'un an durant l'année X, divisé par la somme d'un tiers des naissances vivantes de l'année X-1 et de deux tiers des naissances de l'année X.

Mortalité infantile endogène et exogène.

- **décès endogènes** : décès dus à des tares héréditaires, à des malformations congénitales ou consécutifs aux traumatismes causés par

l'accouchement ; ces décès suivent d'assez peu le moment de la naissance.

- **décès exogènes** : décès liés aux périls extérieurs : périls infectueux, de nature respiratoire ou alimentaire notamment, accidents divers, etc ; ces décès se répartissent tout au long de l'année d'âge considéré (Roland Pressart : L'analyse démographique, édition 1969.).

Statistiques de l'état civil.

Les statistiques du mouvement naturel de la population (mariage, naissance, décès) devraient être dressées à partir des registres de l'état civil, établis par les administrateurs communaux, les chefs de zones et les officiers de l'état civil au moment où ont lieu les mariages, les naissances et les décès.

Faute de moyens financiers et en ressources humaines, ces statistiques ne font pas encore partie de nos publications.

Sources de documentation.

- ISTEERU
- Bureau Central du Recensement

Références bibliographiques.

- Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2008, Bureau Central du Recensement.
- Projections démographiques du Recensement Général de la Population de 2008.
- Population burundaise de 1990 à 2003 : Estimations du Projet BDI/99/PO4 – Appui à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique nationale de population, PNP, Bujumbura, Janvier 2001.

TABLEAU 1. 01. Principaux indicateurs démographiques et socio-économiques du Burundi.

		1990	2008
Population résidente	Hommes	2 574 126	3 964 906
	Femmes	2 718 667	4 088 668
	Ensemble	5 292 793	8 053 574
Population rurale		4 959 749	7 241 708
Population urbaine		333 044	811 866
Part de la ville de Bujumbura dans la population urbaine		235 440	497 166
Nombre moyen d'hommes pour 100 femmes	En milieu rural	93,3	94,7
	En milieu urbain	117,8	119,9
	Ville de Bujumbura	121,6	123,8
	Ensemble du pays	94,7	97,0
Population résidente selon les grands groupes d'âge	Moins de 1 an	3,92	3,61
	Moins de 5 ans	19,20	17,68
	Moins de 15 ans	46,90	46,99
	De 15 à 46 ans	48,96	52,09
	65 ans et plus	4,14	2,75
Age moyen de la population	Hommes	21,52	21,3
	Femmes	22,42	20,8
	Ensemble	21,98	21,0
Age moyen au premier mariage	Hommes	25,54	24,7
	Femmes	22,31	22,5
Taux bruts de natalité (TBN)		44,20	39,50
Indice synthétique de fécondité (ISF)		6,69	5,96
Taux bruts de reproduction (TBR)		3,36	3,05
Taux bruts de mortalité (TBM)		15,60	15,00
Espérance de vie à la naissance	Hommes	50	46,00
	Femmes	52	51,80
	Ensemble	51	48,90

Source : Données du Recensement Général de la Population, 1990 et 2008.

TABLEAU 1. 01 (suite). Principaux indicateurs démographiques et socio-économiques du Burundi.

		1 990	2 008
Mortalité infantile (en pour mille)	Masculin	111	107
	Féminin	112	99
	Ensemble	111,5	103
Mortalité juvénile		82	55
Mortalité infanto-juvénile		103	152
Taux d'accroissement de la population (en %)		3	2,40
Densité moyenne nationale (hab./km ²)		204	310,00
Taux d'alphabétisation	Hommes	48,97	57,20
	Femmes	32,61	34,90
	Ensemble	40,50	44,70
Taux de fréquentation scolaire	Masculin	18,77	25,50
	Féminin	14,07	24,03
	Ensemble	16,34	24,80
Taux d'activité (pour la population âgée de 10 ans et plus)	Hommes	80,23	55,58
	Femmes	81,28	58,15
	Ensemble	80,75	56,90
Agriculteurs, éleveurs, pêcheurs (10 ans et plus)	Hommes	88,30	82,80
	Femmes	97,39	91,20
	Ensemble	93,10	87,16
Nombre moyen de personnes par ménage		4,60	4,70
Nombre moyen de pièces habitables par ménage		4,0	3,38
Pourcentage de maisons selon les matériaux de construction	En dur	2,28	10,20
	En semi-dur	35,64	59,80
	En pisé	57,81	25,50
	En végétaux	2,84	-
	Autres	1,32	2,20
Pourcentage de ménages selon le mode d'approvisionnement en eau	Robinet intérieur	0,70	3,30
	Robinet extérieur	2,00	4,40
	Borne fontaine	12,30	16,30
	Source aménagée	48,10	47,50
	Source non aménagée	30,90	17,70
	Rivière / Lac	4,80	9,40
	Autres	1,20	1,40
Pourcentage de ménages selon le type du lieu d'aisance	Toilette à l'intérieur	0,80	1,30
	Toilette à l'extérieur privé	87,60	62,20
	Toilette à l'extérieur collective	8,30	27,90
	Sans toilette	3,30	4,50
Pourcentage de ménages selon le mode d'éclairage	Electricité	1,80	4,80
	Pétrole, Mazout	74,80	8,80
	Feu du bois	22,00	42,90
	Autre	1,40	7,70
Pourcentage de ménages selon l'énergie utilisée pour la cuisine	Electricité	0,20	0,20
	Gaz	0,10	1,60
	Pétrole, Mazout	0,30	2,10
	Feu du bois	4,20	8,70
	Bois	94,90	79,50
	Tourbe	0,10	0,10
Autre	0,30	2,10	

Source : Données du Recensement Général de la Population 1990 et 2008.

TABLEAU 1. 02. Population totale par sexe et âge aux recensements de 1979, 1990 et 2008

Age atteint	1979			1990			2008		
	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin	Les deux sexes	Sexe masculin	Sexe féminin
Total	4 031 420	1 946 145	2 085 275	5 292 793	2 574 126	2 718 667	8 053 574	3 964 906	4 088 668
Moins de 20 ans	2 192 341	1 088 324	1 104 017	2 957 307	1 675 583	1 716 479	4 516 787	2 198 063	2 318 724
20 à 59 ans	1 576 932	734 617	842 315	2 032 322	759 381	838 186	3 120 225	1 559 501	1 560 724
60 à 69 ans	146 052	64 015	82 037	151 604	66 788	84 816	174 837	87 079	87 758
70 ans et plus	116 095	59 189	56 906	151 560	72 374	79 186	241 725	120 263	121 462
0 à 4 ans	697 580	346 363	351 217	993 138	495 595	497 543	1 424 016	701 119	722 897
5 à 9 ans	549 063	272 961	276 102	846 293	420 868	425 425	1 133 011	554 819	578 192
10 à 14 ans	464 044	232 101	231 943	623 329	310 285	313 044	992 125	479 874	512 251
15 à 19 ans	481 654	236 899	244 755	494 547	243 966	250 581	967 635	462 251	505 384
20 à 24 ans	412 731	199 174	213 557	434 755	204 869	229 886	771 686	364 574	407 112
25 à 29 ans	291 855	141 316	150 539	410 404	195 722	214 682	607 541	304 842	302 699
30 à 34 ans	212 004	99 490	112 514	363 727	176 191	187 536	414 453	209 982	204 471
35 à 39 ans	172 251	78 532	93 719	267 287	131 600	135 687	371 931	186 018	185 913
40 à 44 ans	155 377	67 855	87 522	183 801	86 166	97 635	303 720	153 694	150 026
45 à 49 ans	133 390	61 513	71 877	140 865	65 263	75 602	280 890	146 870	134 020
50 à 54 ans	113 387	49 110	64 277	135 534	59 358	76 176	228 246	116 798	111 448
55 à 59 ans	85 937	37 627	48 310	95 949	45 081	50 868	141 758	76 723	65 035
60 à 64 ans	87 619	37 487	50 132	94 259	40 430	53 829	107 403	52 602	54 801
65 à 69 ans	58 433	26 528	31 905	57 345	26 358	30 987	67 434	34 477	32 957
70 et plus	116 095	59 189	56 906	151 560	72 374	79 186	241 725	120 263	121 462

Source : ISTEEDU "Recensement Général de la Population 1979, 1990 et 2008".

TABLEAU 1. 03. Population de 10 ans ou plus par sexe, âge et niveau d'instruction au recensement de 2008.

Age atteint en 2008	Jamais	Préprimaire	Primaire	Général 1er cycle	Technique 1er cycle	Général 2ème cycle	Technique 2ème cycle	Supérieur	Autre	Ne sait pas	
Les deux sexes	2 252 217	19 920	2 187 139	298 083	50 798	108 613	49 703	81 077	97 000	17 108	5 161 658
10-14 ans	152 716	1 189	799 809	14 063	346	452	66	61	1 354	200	970 256
15 - 19 ans	275 668	3 013	504 757	125 749	4 019	10 031	1 281	626	9 331	1 043	935 518
20 - 24 ans	303 911	3 800	237 144	96 187	27 865	32 238	7 749	6 330	13 219	2 321	730 764
25 - 29 ans	240 429	3 189	207 701	22 532	8 902	35 436	22 276	11 051	10 640	2 475	564 631
30 - 34 ans	182 003	2 447	129 675	11 512	2 840	14 951	8 548	22 198	8 847	1 972	384 993
35 - 39 ans	217 391	3 064	78 601	7 137	2 211	6 264	3 609	19 506	12 367	1 932	352 082
40 - 44 ans	192 329	2 540	54 981	4 286	1 614	3 361	2 776	13 063	11 178	1 680	287 808
45 - 49 ans	181 718	678	58 400	4 111	1 099	2 551	1 635	5 193	9 492	1 494	266 371
50 - 54 ans	153 329		44 475	5 542	757	1 608	869	1 652	7 321	1 252	216 805
55 - 59 ans	95 139		28 181	3 511	532	843	477	794	4 392	721	134 590
60 - 64 ans	78 137		17 510	1 585	290	439	221	332	3 047	543	102 104
65 - 69 ans	49 574		10 860	817	160	184	106	130	1 937	344	64 112
70 ans et plus	129 873		15 045	1 051	163	255	90	141	3 875	1 131	151 624
Sexe masculin	965 171	8 699	1 156 957	166 613	27 336	61 274	25 810	49 110	41 225	10 357	2 512 552
10-14 ans	67 135	524	393 902	6 808	164	214	27	25	408	116	469 323
15 - 19 ans	107 540	1 150	258 052	67 361	2 197	5 213	652	347	2 827	509	445 848
20 - 24 ans	119 689	1 542	116 209	53 927	14 446	18 740	3 841	3 475	4 888	1 149	337 906
25 - 29 ans	102 766	1 418	110 552	11 711	4 389	18 776	10 865	7 006	4 296	1 471	273 250
30 - 34 ans	74 708	1 045	73 795	6 852	1 561	8 401	4 215	13 222	3 671	1 305	188 775
35 - 39 ans	95 048	1 406	47 444	4 637	1 388	3 958	2 100	11 417	5 568	1 297	174 263
40 - 44 ans	86 885	1 292	34 110	2 852	1 111	2 141	1 842	7 595	5 511	1 163	144 502
45 - 49 ans	84 642	322	38 697	2 865	768	1 607	1 085	3 416	4 660	975	139 037
50 - 54 ans	68 071		31 026	4 224	526	1 082	552	1 378	3 367	848	111 074
55 - 59 ans	45 278		20 379	2 819	344	521	324	708	2 162	453	72 988
60 - 64 ans	33 524		12 852	1 203	195	297	158	299	1 288	303	50 119
65 - 69 ans	22 369		8 362	609	119	134	86	118	888	179	32 864
70 ans et plus	57 516		11 577	745	128	190	63	104	1 691	589	72 603
Sexe féminin	1 287 046	11 221	1 030 182	131 470	23 462	47 339	23 893	31 967	55 775	6 751	2 649 106
10-14 ans	85 581	665	405 907	7 255	182	238	39	36	946	84	500 933
15 - 19 ans	168 128	1 863	246 705	58 388	1 822	4 818	629	279	6 504	534	489 670
20 - 24 ans	184 222	2 258	120 935	42 260	13 419	13 498	3 908	2 855	8 331	1 172	392 858
25 - 29 ans	137 663	1 771	97 149	10 821	4 513	16 660	11 411	4 045	6 344	1 004	291 381
30 - 34 ans	107 295	1 402	55 880	4 660	1 279	6 550	4 333	8 976	5 176	667	196 218
35 - 39 ans	122 343	1 658	31 157	2 500	823	2 306	1 509	8 089	6 799	635	177 819
40 - 44 ans	105 444	1 248	20 871	1 434	503	1 220	934	5 468	5 667	517	143 306
45 - 49 ans	97 076	356	19 703	1 246	331	944	550	1 777	4 832	519	127 334
50 - 54 ans	85 258		13 449	1 318	231	526	317	274	3 954	404	105 731
55 - 59 ans	49 861		7 802	692	188	322	153	86	2 230	268	61 602
60 - 64 ans	44 613		4 658	382	95	142	63	33	1 759	240	51 985
65 - 69 ans	27 205		2 498	208	41	50	20	12	1 049	165	31 248
70 ans et plus	72 357		3 468	306	35	65	27	37	2 184	542	79 021

Source : ISTEEDU : "Recensement Général de la Population 2008".

TABLEAU 1.04. Population résidente active occupée par sexe, âgé et grands groupes professionnels au recensement de 2008.

en 1990	Cadres supérieurs de l'administration, exécutif, législatif	Professions intellectuelles et scientifiques	Professions intermédiaires	Employé de type administratif, cadres subalternes de l'administration	Personnel des services et vendeurs de magasin et de marché	Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture et la pêche	Artisans et ouvriers des métiers de type artisanal	Conducteur d'installations de machines et ouvriers de l'assemblage	Ouvriers et employés non qualifiés	Armée et sécurité	Autres métiers et professions	Sans professions et professions non précisées
Les deux sexes	6 746	29 024	28 839	14 405	78 864	2 786 102	60 530	3 759	46 712	6 916	303	64 452
10-14 ans	213	142	50	49	1 213	104 498	1 167	24	4 407	8	13	5 265
15 - 19 ans	345	347	214	249	6 620	319 726	4 606	291	14 418	78	22	9 613
20 - 24 ans	363	1 524	1 433	956	13 054	438 430	8 549	1 007	10 096	584	24	9 573
25 - 29 ans	604	5 239	6 159	2 312	15 420	391 532	9 963	966	5 950	1 604	37	8 344
30 - 34 ans	953	6 902	7 281	2 713	11 480	277 363	7 611	555	2 982	1 814	53	6 636
35 - 39 ans	1 134	5 243	5 189	2 333	9 854	270 826	7 332	373	2 279	1 192	39	6 077
40 - 44 ans	938	3 409	3 092	1 872	7 021	228 752	6 280	231	1 743	783	36	4 894
45 - 49 ans	889	2 491	2 363	1 434	5 661	221 987	5 669	138	1 504	515	32	4 484
50 - 54 ans	673	1 790	1 496	1 157	3 912	183 455	4 308	83	1 271	182	16	3 447
55 - 59 ans	322	1 018	909	756	2 036	113 474	2 279	44	839	85	15	2 083
60 - 64 ans	145	491	391	346	1 124	84 554	1 272	22	489	30	6	1 380
65 - 69 ans	63	226	145	130	549	51 251	571	10	286	12	4	825
70 ans et plus	104	202	117	98	920	100 254	923	15	448	29	6	1 831
Sexe masculin	4 478	17 881	16 069	10 248	57 818	1 272 098	49 365	3 659	32 057	6 609	233	35 189
10-14 ans	82	65	24	29	656	44 587	570	16	1 610	6	9	2 495
15 - 19 ans	153	192	130	181	4 568	124 644	2 917	267	7 853	65	15	4 598
20 - 24 ans	170	666	690	636	9 610	177 074	6 463	988	7 763	533	16	5 010
25 - 29 ans	293	2 331	2 620	1 461	11 555	179 113	8 219	941	4 845	1 514	29	4 416
30 - 34 ans	607	4 126	3 931	1 822	8 355	128 305	6 401	546	2 470	1 743	35	3 776
35 - 39 ans	814	3 503	3 104	1 599	7 313	127 008	6 268	369	1 925	1 156	34	3 542
40 - 44 ans	694	2 358	1 945	1 350	5 271	109 564	5 454	225	1 472	765	30	2 917
45 - 49 ans	645	1 774	1 516	1 084	4 236	111 679	5 057	137	1 282	503	28	2 809
50 - 54 ans	534	1 337	1 021	948	2 947	91 010	3 736	80	1 121	174	16	2 129
55 - 59 ans	263	804	620	623	1 520	60 317	2 063	43	753	82	8	1 287
60 - 64 ans	118	369	268	313	785	41 466	1 041	22	411	30	6	807
65 - 69 ans	41	192	109	118	387	26 671	471	10	244	12	3	473
70 ans et plus	64	164	91	84	615	50 660	705	15	308	26	4	930
Sexe féminin	2 268	11 143	12 770	4 157	21 046	1 514 004	11 165	100	14 655	307	70	29 263
10-14 ans	131	77	26	20	557	59 911	597	8	2 797	2	4	2 770
15 - 19 ans	192	155	84	68	2 052	195 082	1 689	24	6 565	13	7	5 015
20 - 24 ans	193	858	743	320	3 444	261 356	2 086	19	2 333	51	8	4 563
25 - 29 ans	311	2 908	3 539	851	3 865	212 419	1 744	25	1 105	90	8	3 928
30 - 34 ans	346	2 776	3 350	891	3 125	149 058	1 210	9	512	71	18	2 860
35 - 39 ans	320	1 740	2 085	734	2 541	143 818	1 064	4	354	36	5	2 535
40 - 44 ans	244	1 051	1 147	522	1 750	119 188	826	6	271	18	6	1 977
45 - 49 ans	244	717	847	350	1 425	110 308	612	1	222	12	4	1 675
50 - 54 ans	139	453	475	209	965	92 445	572	3	150	8	0	1 318
55 - 59 ans	59	214	289	133	516	53 157	216	1	86	3	7	796
60 - 64 ans	27	122	123	33	339	43 088	231	0	78	0	0	573
65 - 69 ans	22	34	36	12	162	24 580	100	0	42	0	1	352
70 ans et plus	40	38	26	14	305	49 594	218	0	140	3	2	901

Source : ISTEEDU : "Recensement Général de la Population 2008".

TABLEAU 1.05. Actifs occupés au lieu de travail par sexe et situation dans la profession par branche d'activité économique au recensement de 2008.

Branches d'activité économique et sexe	Total	Indépendant	Employeur	Salarié permanent	Salarié temporaire	Apprenti	Aide familial	Non Déclaré
Les deux sexes	2 995 850	2 580 670	6 681	112 045	68 480	4 100	223 869	5
Agriculture vivrière	2 637 774	2 394 115	2 803	7 595	29 535	2 626	201 098	2
Agriculture d'exportation	5 232	4 034	46	592	202	2	356	0
Sylviculture, Expl. forestière, Services annexes, Cueillette	991	732	16	101	71	3	68	0
Elevage et Chasse	5 544	2 850	48	1 012	1 111	20	503	0
Pêche, Pisciculture, Acquaculture	3 807	2 149	76	160	1 257	39	126	0
Activités extractives	1 807	1 124	4	63	394	18	204	0
Industries agroalimentaires	1 975	400	29	1 218	283	8	37	0
Autres industries manufacturières	22 304	17 518	122	983	2 316	194	1 171	0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1 804	623	34	934	188	3	22	0
Construction	26 064	13 074	352	1 804	9 984	174	676	0
Commerce, Réparation des véhicules	56 443	41 820	865	5 475	3 397	279	4 607	0
Transport, Activités des auxiliaires de transport et Communication	16 072	6 954	224	5 895	2 776	49	174	0
Activités financières	7 230	4 549	53	2 235	143	10	240	0
Autres services marchands	3 722	1 915	88	1 022	618	7	72	0
Activités d'Administration Publique	19 497	2 043	346	16 177	790	47	94	0
Education	32 999	3 564	563	28 013	647	60	152	0
Santé et Action Sociale	8 693	1 145	188	6 851	457	13	39	0
Activités à caractère collectif ou personnel	9 268	3 425	183	4 340	1 104	75	141	0
Activités des ménages en tant qu'employeur de personnel domestique	41 253	7 615	218	20 374	9 441	101	3 504	0
Branche d'activité non précisée	93 371	71 021	423	7 201	3 766	372	10 585	3
Sexe masculin	1 441 695	1 216 589	4 359	78 443	51 085	2 221	88 994	4
Agriculture vivrière	1 204 109	1 099 736	1 451	6 027	17 745	1 156	77 992	2
Agriculture d'exportation	2 898	2 069	32	509	156	1	131	0
Sylviculture, Expl. forestière, Services annexes, Cueillette	601	409	11	88	54	2	37	0
Elevage et Chasse	4 706	2 270	47	965	997	19	408	0
Pêche, Pisciculture, Acquaculture	3 674	2 063	74	147	1 234	39	117	0
Activités extractives	1 604	998	4	50	382	7	163	0
Industries agroalimentaires	1 641	281	27	1 038	261	8	26	0
Autres industries manufacturières	15 009	11 320	103	840	2 118	139	489	0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1 537	500	31	815	174	3	14	0
Construction	23 658	11 450	324	1 611	9 655	165	453	0
Commerce, Réparation des véhicules	39 026	28 650	545	4 301	2 896	198	2 436	0
Transport, Activités des auxiliaires de transport et Communication	15 023	6 654	207	5 264	2 715	44	139	0
Activités financières	3 762	2 164	36	1 349	104	8	101	0
Autres services marchands	2 929	1 458	76	810	542	5	38	0
Activités d'Administration Publique	15 664	1 719	299	12 852	681	40	73	0
Education	18 569	2 181	367	15 437	471	36	77	0
Santé et Action Sociale	4 743	711	124	3 559	320	8	21	0
Activités à caractère collectif ou personnel	7 451	2 935	150	3 255	958	58	95	0
Activités des ménages en tant qu'employeur de personnel domestique	27 411	4 548	157	14 302	6 786	62	1 556	0
Branche d'activité non précisée	47 680	34 473	294	5 224	2 836	223	4 628	2
Sexe féminin	1 554 155	1 364 081	2 322	33 602	17 395	1 879	134 875	1
Agriculture vivrière	1 433 665	1 294 379	1 352	1 568	11 790	1 470	123 106	0
Agriculture d'exportation	2 334	1 965	14	83	46	1	225	0
Sylviculture, Expl. forestière, Services annexes, Cueillette	390	323	5	13	17	1	31	0
Elevage et Chasse	838	580	1	47	114	1	95	0
Pêche, Pisciculture, Acquaculture	133	86	2	13	23	0	9	0
Activités extractives	203	126	0	13	12	11	41	0
Industries agroalimentaires	334	119	2	180	22	0	11	0
Autres industries manufacturières	7 295	6 198	19	143	198	55	682	0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	267	123	3	119	14	0	8	0
Construction	2 406	1 624	28	193	329	9	223	0
Commerce, Réparation des véhicules	17 417	13 170	320	1 174	501	81	2 171	0
Transport, Activités des auxiliaires de transport et Communication	1 049	300	17	631	61	5	35	0
Activités financières	3 468	2 385	17	886	39	2	139	0
Autres services marchands	793	457	12	212	76	2	34	0
Activités d'Administration Publique	3 833	324	47	3 325	109	7	21	0
Education	14 430	1 383	196	12 576	176	24	75	0
Santé et Action Sociale	3 950	434	64	3 292	137	5	18	0
Activités à caractère collectif ou personnel	1 817	490	33	1 085	146	17	46	0
Activités des ménages en tant qu'employeur de personnel domestique	13 842	3 067	61	6 072	2 655	39	1 948	0
Branche d'activité non précisée	45 691	36 548	129	1 977	930	149	5 957	1

Source : ISTEEDU : "Recensement Général de la Population 2008".

TABLEAU 1. 06. Situation d'activité de la population au recensement de 2008.

Age et sexe	Recherche			Femme au		Rentré	Retraité	Invalide	Autre	Non Déclaré	Total
	Occupé	Premier Emploi	Chômeur	Elève/ Etudiant	foyer						
Les deux sexes	3 107 599	32 555	19 053	1 488 418	104 390	14 190	8 533	107 360	450 318	82 494	5 414 910
10 - 14	116 560	3 010	489	751 729	1 211	887	-	12 506	103 658	2 075	992 125
15 - 19	355 030	4 959	1 499	469 693	7 086	1 848	-	10 189	112 033	5 298	967 635
20 - 24	483 010	6 882	2 583	163 710	18 806	1 956	-	6 678	70 208	17 853	771 686
25 - 29	444 855	7 171	3 275	60 906	18 227	1 783	-	4 857	41 131	25 336	607 541
30 - 34	323 611	3 850	2 732	24 271	13 031	1 363	-	3 947	25 060	16 588	414 453
35 - 39	309 583	2 282	2 288	14 508	11 218	1 274	326	3 931	20 049	6 472	371 931
40 - 44	257 296	1 328	1 755	3 601	8 385	973	365	3 876	21 800	4 341	303 720
45 - 49	245 614	1 068	1 553	-	7 332	883	901	4 429	17 117	1 993	280 890
50 - 54	200 614	739	1 176	-	5 960	780	916	5 350	11 849	862	228 246
55 - 59	123 206	446	654	-	3 678	610	748	4 478	7 430	508	141 758
60 - 64	89 820	278	430	-	3 218	473	1 020	6 275	5 573	316	107 403
65 - 69	53 833	183	239	-	1 923	341	944	6 058	3 657	256	67 434
70 et plus	104 567	359	380	-	4 315	1 019	3 313	34 786	10 753	596	160 088
Sexe masculin	1 492 701	19 957	13 003	765 448		9 517	6 026	50 914	232 055	75 463	2 665 084
10 - 14	49 885	1 462	264	370 236		424	-	6 186	49 865	1 552	479 874
15 - 19	144 735	2 787	848	247 545		1 025	-	5 153	55 703	4 455	462 251
20 - 24	208 071	4 142	1 548	91 575		1 318	-	3 485	37 931	16 504	364 574
25 - 29	215 301	4 219	2 036	33 505		1 274	-	2 591	22 009	23 907	304 842
30 - 34	160 288	2 559	1 829	13 087		1 021	-	2 138	13 356	15 704	209 982
35 - 39	154 953	1 650	1 682	7 643		974	235	2 168	10 785	5 928	186 018
40 - 44	130 673	936	1 372	1 857		709	290	2 107	11 770	3 980	153 694
45 - 49	129 521	790	1 229	-		677	814	2 439	9 658	1 742	146 870
50 - 54	104 134	530	919	-		577	761	2 584	6 629	664	116 798
55 - 59	67 855	354	528	-		439	586	2 302	4 275	384	76 723
60 - 64	45 316	190	320	-		292	719	2 601	2 957	207	52 602
65 - 69	28 556	121	175	-		216	699	2 614	1 976	120	34 477
70 et plus	53 413	217	253	-		571	1 922	14 546	5 141	316	76 379
Sexe féminin	1 614 898	12 598	6 050	722 970	104 390	4 673	2 507	56 446	218 263	7 031	2 749 826
10 - 14	66 675	1 548	225	381 493	1 211	463	-	6 320	53 793	523	512 251
15 - 19	210 295	2 172	651	222 148	7 086	823	-	5 036	56 330	843	505 384
20 - 24	274 939	2 740	1 035	72 135	18 806	638	-	3 193	32 277	1 349	407 112
25 - 29	229 554	2 952	1 239	27 401	18 227	509	-	2 266	19 122	1 429	302 699
30 - 34	163 323	1 291	903	11 184	13 031	342	-	1 809	11 704	884	204 471
35 - 39	154 630	632	606	6 865	11 218	300	91	1 763	9 264	544	185 913
40 - 44	126 623	392	383	1 744	8 385	264	75	1 769	10 030	361	150 026
45 - 49	116 093	278	324	-	7 332	206	87	1 990	7 459	251	134 020
50 - 54	96 480	209	257	-	5 960	203	155	2 766	5 220	198	111 448
55 - 59	55 351	92	126	-	3 678	171	162	2 176	3 155	124	65 035
60 - 64	44 504	88	110	-	3 218	181	301	3 674	2 616	109	54 801
65 - 69	25 277	62	64	-	1 923	125	245	3 444	1 681	136	32 957
70 et plus	51 154	142	127	-	4 315	448	1 391	20 240	5 612	280	83 709

Source : ISTEEDU : "Recensement Général de la Population de 2008"

TABLEAU 1. 07. Population des provinces et communes en 2008.

PROVINCES	COMMUNES	Population			Nombre de ménages	Superficie (en ha)	Population		Densité
		Masculine	Féminine	Totale			Urbaine	Rurale	
BUBANZA	Bubanza	42 062	41 616	83 678	18 548	22 482	20 031	63 647	372
	Gihanga	30 339	25 005	55 344	11 096	28 732	-	55 344	193
	Mpanda	29 313	29 600	58 913	12 877	12 550	-	58 913	469
	Musigati	41 035	41 172	82 207	16 676	29 382	-	82 207	280
	Rugazi	31 719	26 162	57 881	11 210	15 758	-	57 881	367
	Total		174 468	163 555	338 023	70 407	108 904	20 031	317 992
BUJUMBURA Rural	Bugarama	14 898	15 584	30 482	5 851	-	-	30 482	-
	Isale	38 708	40 032	78 740	15 467	11 165	4 977	73 763	705
	Kabezi	23 180	25 899	49 079	9 745	9 006	1 312	47 767	545
	Kanyosha	38 203	40 620	78 823	15 020	11 162	4 272	74 551	706
	Mubimbi	20 515	21 174	41 689	8 278	7 144	-	41 689	584
	Mugongomanga	13 862	14 123	27 985	5 563	13 584	2 086	25 899	206
	Muhuta	31 119	29 514	60 633	11 208	27 346	-	60 633	222
	Mukike	11 901	12 759	24 660	5 069	15 494	-	24 660	159
	Mutambu	20 885	22 878	43 763	8 417	10 244	-	43 763	427
	Mulimbuzi	35 809	33 716	69 525	14 228	18 115	11 700	57 825	384
	Nyabiraba	26 135	24 419	50 554	8 588	-	-	50 554	-
	Total		275 215	280 718	555 933	107 434	131 912	24 347	531 586
BURURI	Burambi	28 068	29 099	57 167	11 461	28 084	-	57 167	204
	Bururi	40 889	42 725	83 614	15 399	39 155	4 478	79 136	214
	Buyengero	29 110	29 560	58 670	11 571	21 472	-	58 670	273
	Matana	20 763	22 014	42 777	8 159	20 740	2 054	40 723	206
	Mugamba	28 383	30 701	59 084	12 136	30 082	1 249	57 835	196
	Rumonge	73 196	71 878	145 074	28 061	32 488	35 931	109 143	447
	Rutovu	22 127	23 984	46 111	8 731	28 632	1 404	44 707	161
	Songa	25 351	26 480	51 831	9 759	23 205	-	51 831	223
	Vyanda	14 476	15 209	29 685	5 524	22 654	-	29 685	131
	Total		282 363	291 650	574 013	110 801	246 512	45 116	528 897
CANKUZO	Cankuzo	23 543	24 429	47 972	9 592	48 862	3 624	44 348	98
	Cendajuru	15 887	16 571	32 458	6 733	18 363	-	32 458	177
	Gisagara	27 777	29 545	57 322	11 497	34 740	-	57 322	165
	Kigamba	20 156	20 617	40 773	8 155	56 369	-	40 773	72
	Mishiha	24 979	25 369	50 348	10 436	38 120	-	50 348	132
	Total		112 342	116 531	228 873	46 413	196 454	3 624	225 249
CIBITKE	Buganda	34 069	34 976	69 045	15 029	18 628	-	69 045	371
	Bukinanyana	37 362	38 388	75 750	15 199	33 194	-	75 750	228
	Mabayi	33 177	33 190	66 367	12 796	34 754	-	66 367	191
	Mugina	43 531	44 920	88 451	18 368	29 738	-	88 451	297
	Murwi	41 545	40 690	82 235	16 935	25 668	-	82 235	320
	Rugombo	39 174	39 413	78 587	16 755	21 570	23 885	54 702	364
Total		228 858	231 577	460 435	95 082	163 552	23 885	436 550	282

Source : ISTEERU : "Recensement Général de la population de 2008"

TABLEAU 1. 07 (suite). Population des provinces et communes en 2008.

PROVINCES	COMMUNES	Population			Nombre de ménages	Superficie (en ha)	Population		Densité
		Masculine	Féminine	Totale			Urbaine	Rurale	
GITEGA	Bugendana	51 830	56 557	108 387	22 699	28 300	1 452	106 935	383
	Bukirasazi	15 641	17 073	32 714	7 039	8 778	1 339	31 375	373
	Buraza	22 634	24 851	47 485	10 175	15 878	-	47 485	299
	Giheta	34 213	38 804	73 017	15 627	15 556	1 573	71 444	469
	Gishubi	26 199	29 728	55 927	12 025	26 180	-	55 927	214
	Gitega	77 217	77 788	155 005	31 144	31 544	41 944	113 061	491
	Itaba	24 204	26 935	51 139	11 200	22 200	-	51 139	230
	Makebuko	27 462	31 994	59 456	13 226	17 000	-	59 456	350
	Mutaho	30 894	34 460	65 354	13 889	15 140	-	65 354	432
	Nyarusange	19 532	21 372	40 904	8 618	-	-	40 904	-
	Ryansoro	16 654	19 181	35 835	7 407	17 320	-	35 835	207
	Total		346 480	378 743	725 223	153 049	197 896	46 308	678 915
KARUZI	Bugenyuzi	39 443	42 495	81 938	17 194	23 460	-	81 938	349
	Buhiga	34 967	36 507	71 474	15 339	27 542	10 317		260
	Gihogazi	32 315	35 312	67 627	13 777	19 240	-	67 627	351
	Gitaramuka	37 616	40 504	78 120	17 481	21 130	-	78 120	370
	Mutumba	20 141	21 335	41 476	8 884	17 815	-	41 476	233
	Nyabikere	23 645	25 348	48 993	9 764	19 511	-	48 993	251
	Shombo	22 098	24 717	46 815	9 535	17 042	-	46 815	275
	Total		210 225	226 218	436 443	91 974	145 740	10 317	426 126
KAYANZA	Butaganzwa	24 066	27 535	51 601	11 043	10 338	-		499
	Gahombo	18 868	20 765	39 633	8 567	8 064	-	39 633	491
	Gatara	31 041	33 071	64 112	13 491	10 396	-	-	617
	Kabarore	30 332	31 971	62 303	13 426	20 012	-	62 303	311
	Kayanza	47 827	49 425	97 252	20 086	12 236	21 767	75 485	795
	Matongo	34 193	36 082	70 275	14 936	16 780	-	70 275	419
	Muhanga	30 629	33 851	64 480	14 201	12 890	813	63 667	500
	Muruta	27 791	30 097	57 888	12 292	14 708	-	57 888	394
	Rango	37 210	40 658	77 868	17 227	17 900	-	77 868	435
Total		281 957	303 455	585 412	125 269	123 324	22 580	562 832	475
KIRUNDO	Bugabira	42 756	46 503	89 259	20 270	23 532	-	89 259	379
	Busoni	70 809	74 615	145 424	32 437	42 089	-	145 424	346
	Bwambarangwe	32 281	34 535	66 816	15 293	19 300	4 044	62 772	346
	Gitobe	27 406	29 920	57 326	13 933	18 020	-	57 326	318
	Kirundo	45 510	47 600	93 110	21 733	20 729	10 024	83 086	449
	Ntega	47 333	51 332	98 665	23 885	26 082	-	98 665	378
	Vumbi	37 696	39 960	77 656	19 275	20 582	-	77 656	377
	Total		303 791	324 465	628 256	146 826	170 334	14 068	614 188
MAKAMBA	Kayogoro	43 938	44 614	88 552	17 557	44 216	3 538	85 014	200
	Kibago	22 697	22 281	44 978	8 607	28 158	-	44 978	160
	Mabanda	22 910	22 926	45 836	8 407	29 494	3 249	42 587	155
	Makamba	46 268	47 290	93 558	17 748	32 508	9 396	84 162	288
	Nyanza-Lac	56 638	56 114	112 752	22 135	38 498	-	112 752	293
	Vugizo	21 979	23 244	45 223	8 646	23 086	-	45 223	196
	Total		214 430	216 469	430 899	83 100	195 960	16 183	414 716
MURAMVYA	Bukeye	31 265	34 825	66 090	14 001	18 400	834	65 256	359
	Kiganda	23 060	25 670	48 730	10 129	11 158	1 831	46 899	437
	Mbuye	25 838	29 504	55 342	11 982	12 340	-	55 342	448
	Muramvya	40 143	41 114	81 257	16 396	19 300	5 458	75 799	421
	Rutegama	19 363	21 807	41 170	8 641	8 354	1 478	39 692	493
	Total		139 669	152 920	292 589	61 149	69 552	9 601	282 988

Source : ISTEERU : "Recensement Général de la population de 2008"

TABLEAU 1.07 (suite). Population des provinces et communes en 2008.

PROVINCES	COMMUNES	Population			Nombre de ménages	Superficie (en ha)	Population		Densité	
		Masculine	Féminine	Totale			Urbaine	Rurale		
MUYINGA	Buhinyuza	26 231	28 251	54 482	12 248	26 292	-	54 482	207	
	Buthinda	46 968	49 922	96 890	22 528	29 360	-	96 890	330	
	Gashoho	31 912	34 195	66 107	15 935	15 526	-	66 107	426	
	Gasorwe	39 377	42 621	81 998	18 256	18 720	-	81 998	438	
	Giteranyi	74 158	77 072	151 230	32 389	39 782	2 146	149 084	380	
	Muyinga	68 305	69 922	138 227	29 397	37 994	9 609	128 618	364	
	Mwakiro	21 065	22 410	43 475	9 591	15 952	-	43 475	273	
	Total		308 016	324 393	632 409	140 344	183 626	11 755	620 654	344
MWARO	Bisoro	16 440	17 735	34 175	7 023	12 722	-	34 175	269	
	Gisozi	13 484	14 470	27 954	5 920	11 870	1 371	26 583	236	
	Kayokwe	23 380	25 747	49 127	9 965	11 868	2 403	46 724	414	
	Ndava	26 873	30 411	57 284	12 103	17 366	-	57 284	330	
	Nyabihanga	27 972	32 339	60 311	12 972	14 344	-	60 311	420	
	Rusaka	20 764	23 528	44 292	9 345	15 790	-	44 292	281	
	Total		128 913	144 230	273 143	57 328	83 960	3 774	269 369	325
	NGOZI	Busiga	31 629	33 514	65 143	14 122	12 132	-	65 143	537
Gashikanwa		27 268	29 818	57 086	12 612	14 278	-	57 086	400	
Kiremba		45 527	47 809	93 336	21 221	24 343	1 088	92 248	383	
Marangara		33 765	34 067	67 832	15 993	18 229	-	67 832	372	
Mwumba		30 144	31 440	61 584	13 737	12 870	-	61 584	479	
Ngozi		61 438	59 119	120 557	25 226	18 446	39 884	80 673	654	
Nyamurenza		27 879	29 323	57 202	12 380	9 698	-	57 202	590	
Ruhororo		29 318	33 019	62 337	13 996	15 410	-	62 337	405	
Tangara		36 069	39 571	75 640	16 851	21 980	1 863	73 777	344	
Total			323 037	337 680	660 717	146 138	147 386	42 835	617 882	448
RUTANA	Bukemba	18 115	17 356	35 471	7 472	25 130	5 564	29 907	141	
	Giharo	45 098	48 267	93 365	19 636	58 586	-	93 365	159	
	Gitanga	21 435	22 292	43 727	8 465	29 070	-	43 727	150	
	Mpinga	25 358	27 463	52 821	10 971	30 212	-	52 821	175	
	Musongati	25 674	27 275	52 949	10 937	27 416	-	52 949	193	
	Rutana	27 129	28 048	55 177	10 964	25 531	5 865	49 312	216	
	Total		162 809	170 701	333 510	68 445	195 945	11 429	322 081	170
RUYIGI	Butaganzwa	31 302	31 884	63 186	13 717	34 128	-	63 186	185	
	Butezi	19 139	20 039	39 178	8 440	33 406	-	39 178	117	
	Bweru	18 272	19 230	37 502	7 728	34 322	-	37 502	109	
	Gisuru	49 440	50 021	99 461	20 428	53 520	-	99 461	186	
	Kinyinya	25 815	27 223	53 038	11 178	26 730	1 708	51 330	198	
	Nyabitsinda	25 261	26 273	51 534	11 177	22 874	0	51 534	225	
	Ruyigi	28 128	28 503	56 631	11 835	28 908	7 139	49 492	196	
	Total		197 357	203 173	400 530	84 503	233 888	8 847	391 683	171
	BUJUMBURA MAIRIE	Buterere	14 540	13 831	28 371	6 562	-	28 371	-	-
Buyenzi		27 460	19 903	47 363	10 109	140	47 363	-	33 831	
Bwiza		21 464	16 224	37 688	7 862	150	37 688	-	25 125	
Cibitoke		26 658	24 241	50 899	10 388	1 100	50 899	-	4 627	
Gihosha		21 953	17 550	39 503	6 502	-	39 503	-	-	
Kamenge		27 031	23 039	50 070	11 068	1 086	50 070	-	4 610	
Kanyosha		30 589	28 592	59 181	11 460	-	59 181	-	-	
Kinama		25 880	23 896	49 776	10 573	352	49 776	-	14 141	
Kinindo		12 302	9 618	21 920	3 544	-	21 920	-	-	
Musaga		25 837	17 898	43 735	7 994	1 600	43 735	-	2 733	
Ngagara		18 272	12 024	30 296	4 246	450	30 296	-	6 732	
Nyakabiga		11 732	9 151	20 883	4 389	120	20 883	-	17 403	
Rohero		11 258	6 223	17 481	2 595	3 654	17 481	-	478	
Total			274 976	222 190	497 166	97 292	-	497 166	-	-
TOTAL GENERAL		3 964 906	4 088 668	8 053 574	1 685 554	-	811 866	7 241 708	-	

Source : ISTEERU : "Recensement Général de la population de 2008"

TABLEAU 1. 08. Population résidante de 10 ans et plus selon l'état matrimonial et le sexe.

Sexe	Etat matrimonial									Total
	Célibataire	Marié monogamme	Marié 2 épouses	Marié 3 épouses	Union libre	Divorcé	Séparé	Veuf	Non déterminé	
Masculin	1 116 749	1 036 756	43 296	5 577	151 832	6 100	16 820	51 459	236 495	2 665 084
Féminin	1 066 054	1 030 381	50 237	7 307	160 234	14 491	43 724	208 031	169 367	2 749 826
Total	2 182 803	2 067 137	93 533	12 884	312 066	20 591	60 544	259 490	405 862	5 414 910

Source : ISTEEDU : "Recensement Général de la population de 2008"

TABLEAU 1. 09. Population résidante selon la religion et le sexe.

Sexe	Religion								Total		
	Aucune religion	Catholique	Protestante	Musulmane	Adventiste	Témoin de Jéhovah	Traditionnel	Autre religion		Sans religion	
Masculin	270 663	2 418 529	799 925	102 217	89 831	13 061	1 369	120 973	0	148 338	3 964 906
Féminin	220 435	2 523 304	922 114	98 292	95 530	12 393	1 378	140 108	0	75 114	4 088 668
Total	491 098	4 941 833	1 722 039	200 509	185 361	25 454	2 747	261 081	0	223 452	8 053 574

Source : ISTEEDU : "Recensement Général de la population de 2008"

TABLEAU 1. 11 (fin). Population burundaise par communes

Provinces et Communes	2007	2 008	2 009	2 010	2 011	2 012	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019
18. Mairie de Bujumbura	402 920	497 166	509 098	521 316	546 752	564 105	581 532	598 962	616 328	692 330	709 640	726 733	743 514
Hommes	221 069	274 976	281 575	288 333	301 837	311 252	320 705	330 159	339 575	382 919	392 493	401 946	411 228
Femmes	181 851	222 190	227 523	232 983	244 792	252 740	260 675	268 613	276 470	309 411	317 147	324 787	332 286
Kanyosha		59 181	60 601	62 056	65 084	67 151	69 225	71 300					
Hommes		30 589	31 323	32 075	33 577	34 622	35 674	36 725					
Femmes		28 592	29 278	29 981	31 500	32 518	33 539	34 561					
Kinindo		21 920	22 446	22 985	24 106	24 871	25 640	26 408					
Hommes		12 302	12 597	12 900	13 504	13 925	14 348	14 771					
Femmes		9 618	9 849	10 085	10 596	10 938	11 282	11 625					
Musaga	49 659	43 735	44 785	45 859	48 097	49 624	51 157	52 690					
Hommes	29 274	25 837	26 457	27 092	28 361	29 248	30 136	31 024					
Femmes	20 385	17 898	18 328	18 767	19 719	20 356	20 995	21 635					
Muha									154 758	173 841	178 187	182 479	186 693
Hommes									84 874	95 708	98 100	100 463	102 783
Femmes									69 817	78 133	80 087	82 016	83 910
Buyenzi	46 434	47 363	48 500	49 664	52 087	53 739	55 399	57 060					
Hommes	25 557	27 460	28 119	28 794	30 142	31 084	32 028	32 972					
Femmes	20 877	19 903	20 381	20 870	21 928	22 635	23 346	24 057					
Bwiza	44 721	37 688	38 593	39 519	41 447	42 761	44 082	45 404					
Hommes	24 858	21 464	21 979	22 507	23 561	24 293	25 031	25 769					
Femmes	19 863	16 224	16 613	17 012	17 874	18 451	19 031	19 610					
Nyakabiga	26 887	20 883	21 384	21 897	22 966	23 696	24 428	25 160					
Hommes	15 758	11 732	12 014	12 302	12 878	13 281	13 684	14 088					
Femmes	11 129	9 151	9 371	9 596	10 082	10 408	10 735	11 062					
Rohero	37 860	17 481	17 901	18 330	19 225	19 834	20 446	21 059					
Hommes	20 504	11 258	11 528	11 805	12 358	12 743	13 130	13 517					
Femmes	17 356	6 223	6 372	6 525	6 856	7 122	7 345	7 569					
Mukaza									152 993	171 862	176 159	180 402	184 568
Hommes									88 808	100 144	102 648	105 120	107 548
Femmes									64 132	71 718	73 511	75 282	77 020
Buterere		28 371	29 052	29 749	31 201	32 191	33 185	34 180					
Hommes		14 540	14 889	15 246	15 960	16 458	16 958	17 458					
Femmes		13 831	14 163	14 503	15 238	15 730	16 224	16 718					
Cibitoke	59 410	50 899	52 121	53 371	55 976	57 752	59 536	61 321					
Hommes	31 438	26 658	27 298	27 953	29 262	30 174	31 090	32 007					
Femmes	27 972	24 241	24 823	25 419	26 707	27 567	28 432	29 298					
Gihosha		39 503	40 451	41 422	43 443	44 820	46 204	47 589					
Hommes		21 953	22 480	23 019	24 097	24 849	25 604	26 359					
Femmes		17 550	17 971	18 403	19 335	19 960	20 587	21 214					
Kamenge	70 257	50 070	51 272	52 502	55 064	56 811	58 566	60 321					
Hommes	37 600	27 031	27 680	28 344	29 672	30 598	31 527	32 457					
Femmes	32 657	23 039	23 592	24 158	25 383	26 202	27 025	27 847					
Kinama	42 743	49 776	50 971	52 194	54 741	56 482	58 226	59 972					
Hommes	21 856	25 880	26 501	27 137	28 408	29 295	30 185	31 075					
Femmes	20 887	23 896	24 470	25 057	26 327	27 175	28 029	28 882					
Ngagara	24 948	30 296	31 023	31 768	33 318	34 374	35 436	36 498					
Hommes	14 225	18 272	18 711	19 160	20 057	20 681	21 309	21 938					
Femmes	10 723	12 024	12 313	12 608	13 247	13 676	14 105	14 535					
Ntahangwa									308 574	346 627	355 294	363 852	372 254
Hommes									165 893	187 067	191 744	196 363	200 897
Femmes									142 571	159 560	163 550	167 489	171 357

Source : ISTEERU.

A partir de 2015, les communes de Bujumbura Mairie sont passées de 13 à 3 communes qui sont Muha, Mukaza et Ntahangwa

Tableau 1.12. POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2017.

01 PROVINCE DE BUBANZA.

Groupes d'âges	0101 BUBANZA			0102 GIHANGA			0103 MPANDA			0104 MUSIGATI		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	10 742	10 577	21 314	6 395	6 415	12 796	8 482	8 239	16 716	10 488	10 576	21 062
5 - 9	8 680	8 708	17 385	5 483	5 272	10 743	6 495	6 492	12 986	8 573	8 753	17 324
10 - 14	7 348	7 394	14 739	5 030	4 459	9 475	5 088	5 194	10 281	7 357	7 470	14 825
15 - 19	6 238	6 379	12 615	4 658	3 804	8 455	4 085	4 341	8 427	6 231	6 400	12 630
20 - 24	5 563	5 749	11 311	4 739	3 339	8 078	3 464	3 884	7 348	5 433	5 618	11 050
25 - 29	4 793	4 900	9 693	4 228	2 827	7 062	2 944	3 315	6 258	4 612	4 741	9 353
30 - 34	4 127	4 089	8 219	3 542	2 371	5 931	2 618	2 848	5 464	3 885	3 943	7 829
35 - 39	3 255	3 092	6 349	2 674	1 816	4 501	2 120	2 171	4 290	3 043	2 988	6 032
40 - 44	2 558	2 312	4 873	1 836	1 413	3 256	1 754	1 618	3 374	2 411	2 282	4 696
45 - 49	2 007	1 756	3 765	1 371	1 097	2 470	1 415	1 214	2 631	1 900	1 741	3 641
50 - 54	1 537	1 360	2 898	1 079	857	1 939	1 104	909	2 016	1 462	1 331	2 795
55 - 59	1 163	1 039	2 202	826	666	1 492	844	684	1 530	1 117	1 013	2 131
60 - 64	829	762	1 590	612	500	1 112	601	501	1 103	808	754	1 561
65 - 69	527	517	1 044	390	343	734	378	337	716	527	495	1 023
70 - 74	326	353	679	234	234	468	229	225	454	347	312	659
75 - 79	188	231	419	116	148	263	120	144	265	221	169	389
80+	158	183	341	92	129	220	98	134	232	157	182	340
Total	60 038	59 401	119 439	43 305	35 691	78 996	41 841	42 250	84 091	58 572	58 768	117 340

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2017.

01 PROVINCE DE BUBANZA.

Groupes d'âges	0105 RUGAZI			01 PROVINCE BUBANZA		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	6 796	6 521	13 303	42 871	42 326	85 162
5 - 9	5 775	5 450	11 214	34 998	34 675	69 646
10 - 14	5 251	4 717	9 954	30 088	29 233	59 287
15 - 19	4 880	4 099	8 971	26 102	25 025	51 107
20 - 24	5 058	3 691	8 748	24 258	22 279	46 533
25 - 29	4 522	3 132	7 660	21 097	18 914	40 022
30 - 34	3 771	2 574	6 362	17 942	15 827	33 804
35 - 39	2 808	1 934	4 753	13 906	12 000	25 928
40 - 44	1 841	1 446	3 294	10 407	9 071	19 500
45 - 49	1 340	1 098	2 440	8 033	6 907	14 951
50 - 54	1 051	859	1 912	6 238	5 319	11 566
55 - 59	799	651	1 451	4 750	4 051	8 808
60 - 64	606	468	1 074	3 459	2 986	6 446
65 - 69	378	303	681	2 200	1 996	4 198
70 - 74	213	188	401	1 347	1 315	2 663
75 - 79	78	103	181	722	796	1 518
80+	109	108	218	613	733	1 346
Total	45 275	37 343	82 618	249 030	233 454	482 484

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2017.

02 PROVINCE DE BUJUMBURA RURAL.

Groupes d'âges	0201 ISALE			0202 KABEZI			0203 KANYOSHA			0204 MUBIMBI		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	9 059	8 631	17 687	5 036	5 535	10 575	8 595	8 782	17 377	4 783	4 721	9 504
5 - 9	7 819	7 775	15 595	4 482	5 069	9 553	7 500	7 942	15 444	4 148	4 195	8 344
10 - 14	7 155	7 318	14 475	4 245	4 844	9 093	6 948	7 502	14 454	3 819	3 891	7 710
15 - 19	6 177	6 527	12 707	3 733	4 318	8 053	6 050	6 680	12 732	3 328	3 456	6 785
20 - 24	5 274	5 702	10 978	3 220	3 695	6 915	5 196	5 785	10 982	2 903	3 039	5 942
25 - 29	4 384	4 795	9 181	2 712	3 084	5 796	4 372	4 853	9 225	2 421	2 553	4 975
30 - 34	3 478	3 837	7 315	2 201	2 461	4 661	3 566	3 898	7 462	1 896	2 031	3 926
35 - 39	2 710	2 946	5 655	1 726	1 885	3 609	2 816	2 983	5 797	1 453	1 546	2 999
40 - 44	2 242	2 414	4 653	1 415	1 548	2 960	2 336	2 426	4 760	1 163	1 254	2 415
45 - 49	1 842	1 938	3 778	1 155	1 240	2 393	1 914	1 925	3 838	937	997	1 932
50 - 54	1 536	1 597	3 132	947	1 004	1 950	1 572	1 538	3 109	778	811	1 588
55 - 59	1 222	1 257	2 479	757	792	1 548	1 254	1 205	2 460	607	628	1 234
60 - 64	915	926	1 840	585	602	1 187	965	907	1 871	431	447	878
65 - 69	607	621	1 228	391	403	793	642	628	1 270	273	288	561
70 - 74	398	406	804	251	254	505	415	437	852	166	179	344
75 - 79	238	236	474	139	130	268	233	287	520	89	95	184
80+	195	214	410	91	103	194	155	202	356	89	93	182
Total	55 251	57 140	112 391	33 086	36 968	70 054	54 530	57 980	112 510	29 283	30 223	59 506

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2017.

02 PROVINCE DE BUJUMBURA RURAL.

Groupes d'âges	0205 MUGONGOMANGA			0206 MUKIKE			0207 MUTAMBU			0208 MUTIMBUZI		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	2 339	2 446	4 786	2 793	2 679	5 472	4 984	5 264	10 250	8 352	8 726	17 070
5 - 9	2 316	2 422	4 738	2 453	2 412	4 866	4 292	4 690	8 983	6 970	7 215	14 177
10 - 14	2 437	2 498	4 935	2 281	2 267	4 548	3 911	4 356	8 269	6 157	6 143	12 291
15 - 19	2 279	2 326	4 605	1 948	2 021	3 971	3 335	3 827	7 164	5 396	5 209	10 599
20 - 24	2 083	2 085	4 168	1 583	1 761	3 345	2 745	3 255	6 001	4 962	4 449	9 408
25 - 29	1 795	1 770	3 566	1 282	1 491	2 774	2 273	2 700	4 971	4 355	3 722	8 080
30 - 34	1 439	1 389	2 830	994	1 217	2 210	1 856	2 151	4 004	3 807	3 102	6 920
35 - 39	1 126	1 071	2 198	768	951	1 718	1 470	1 624	3 092	3 008	2 379	5 395
40 - 44	909	891	1 800	641	792	1 431	1 247	1 302	2 547	2 321	1 884	4 213
45 - 49	748	747	1 495	530	650	1 179	1 013	1 009	2 021	1 795	1 461	3 260
50 - 54	630	667	1 295	445	550	994	796	774	1 569	1 337	1 119	2 459
55 - 59	519	564	1 082	369	449	817	625	590	1 215	993	863	1 857
60 - 64	428	474	902	310	361	671	473	433	906	694	644	1 338
65 - 69	302	337	639	222	250	472	322	287	610	429	452	881
70 - 74	211	227	438	160	165	325	223	188	412	259	328	586
75 - 79	132	122	255	105	87	192	152	111	263	144	236	381
80+	93	120	213	104	110	215	94	94	189	133	191	323
Total	19 786	20 159	39 945	16 987	18 212	35 199	29 811	32 655	62 466	51 113	48 125	99 238

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2017.

02 PROVINCE DE BUJUMBURA RURAL.

Groupes d'âges	0209 NYABIRABA			02 PROVINCE DE BUJA RURAL		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	4 869	5 667	10 533	50 798	52 443	103 241
5 - 9	4 526	4 999	9 519	44 499	46 714	91 215
10 - 14	4 524	4 592	9 109	41 474	43 410	84 886
15 - 19	4 317	4 020	8 331	36 565	38 386	74 953
20 - 24	4 382	3 427	7 810	32 354	33 200	65 554
25 - 29	3 845	2 845	6 695	27 445	27 815	55 259
30 - 34	3 032	2 274	5 318	22 276	22 361	44 637
35 - 39	2 221	1 727	3 954	17 302	17 113	34 413
40 - 44	1 481	1 396	2 877	13 756	13 908	27 663
45 - 49	1 098	1 098	2 194	11 031	11 067	22 097
50 - 54	899	865	1 763	8 939	8 927	17 865
55 - 59	701	669	1 369	7 047	7 019	14 065
60 - 64	536	496	1 031	5 336	5 292	10 627
65 - 69	359	328	687	3 547	3 594	7 141
70 - 74	238	209	447	2 320	2 394	4 714
75 - 79	144	114	257	1 376	1 419	2 795
80+	133	129	263	1 087	1 256	2 343
Total	37 304	34 855	72 159	327 151	336 317	663 468

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2017.

03 PROVINCE DE BURURI

Groupes d'âges	0301 BURURI			0302 MATANA			0303 MUGAMABA			0304 RUTOVU		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	8 623	8 568	17 201	4 643	4 363	9 005	6 029	5 908	11 931	4 771	4 841	9 615
5 - 9	7 784	7 805	15 589	4 172	4 093	8 266	5 563	5 561	11 120	4 436	4 584	9 023
10 - 14	7 484	7 436	14 928	3 978	4 010	7 990	5 450	5 471	10 916	4 376	4 526	8 904
15 - 19	6 652	6 692	13 353	3 440	3 620	7 063	4 777	4 983	9 757	3 812	4 056	7 870
20 - 24	5 802	5 886	11 696	2 808	3 121	5 931	3 946	4 382	8 326	3 071	3 396	6 469
25 - 29	4 915	5 024	9 947	2 286	2 623	4 911	3 195	3 725	6 919	2 454	2 813	5 268
30 - 34	3 999	4 160	8 165	1 778	2 111	3 888	2 389	3 026	5 408	1 807	2 228	4 032
35 - 39	3 127	3 242	6 372	1 382	1 631	3 012	1 820	2 350	4 164	1 390	1 718	3 106
40 - 44	2 541	2 673	5 214	1 176	1 354	2 527	1 520	1 941	3 453	1 220	1 463	2 679
45 - 49	2 033	2 124	4 157	969	1 096	2 063	1 280	1 585	2 859	1 031	1 179	2 208
50 - 54	1 594	1 665	3 260	793	898	1 690	1 118	1 332	2 445	890	936	1 825
55 - 59	1 244	1 294	2 538	647	730	1 375	953	1 098	2 049	726	742	1 468
60 - 64	940	966	1 907	520	594	1 114	822	911	1 732	559	573	1 132
65 - 69	630	653	1 284	372	426	797	610	642	1 251	386	409	796
70 - 74	424	437	862	270	298	569	455	428	884	267	296	564
75 - 79	269	266	536	191	184	375	318	231	548	176	204	381
80+	303	2 094	2 329	212	270	482	268	247	517	211	268	478
Total	58 364	60 984	119 348	29 637	31 422	61 059	40 513	43 822	84 335	31 584	34 234	65 818

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2017.

03 PROVINCE DE BURURI.

Groupes d'âges	0305 SONGA			0306 VYANDA			03 PROVINCE BURURI		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	5 387	5 520	10 907	3 047	3 021	6 068	32 499	32 219	64 712
5 - 9	4 873	5 092	9 966	2 832	2 855	5 688	29 659	29 992	59 647
10 - 14	4 688	4 906	9 594	2 798	2 818	5 616	28 773	29 170	57 940
15 - 19	4 125	4 395	8 521	2 479	2 545	5 025	25 285	26 294	51 577
20 - 24	3 502	3 786	7 288	2 092	2 188	4 281	21 220	22 760	43 980
25 - 29	2 914	3 164	6 078	1 713	1 830	3 544	17 478	19 181	36 660
30 - 34	2 312	2 516	4 827	1 294	1 445	2 739	13 581	15 486	29 069
35 - 39	1 803	1 915	3 717	984	1 114	2 097	10 506	11 970	22 479
40 - 44	1 495	1 549	3 043	806	941	1 746	8 758	9 921	18 680
45 - 49	1 224	1 233	2 456	657	760	1 415	7 194	7 977	15 172
50 - 54	1 002	995	1 997	543	612	1 154	5 940	6 440	12 381
55 - 59	818	801	1 620	437	483	920	4 826	5 149	9 976
60 - 64	669	651	1 320	339	367	707	3 849	4 064	7 913
65 - 69	482	467	949	233	253	485	2 712	2 851	5 564
70 - 74	355	334	689	160	174	334	1 931	1 969	3 899
75 - 79	255	215	469	104	110	214	1 313	1 212	2 524
80+	282	256	541	147	193	339	1 421	3 313	4 739
Total	36 185	37 797	73 982	20 663	21 709	42 372	216 945	229 968	446 913

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2017.

04 PROVINCE DE CANKUZO.

Groupes d'âges	0401 CANKUZO			0402 CENDA JURU			0403 GISAGARA			0404 KIGAMBA		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	5 083	5 397	10 481	4 158	4 168	8 326	8 986	9 737	18 721	4 852	4 862	9 713
5 - 9	4 443	4 762	9 205	3 388	3 480	6 868	6 708	7 173	13 881	4 094	4 206	8 299
10 - 14	4 135	4 380	8 514	2 890	2 998	5 889	5 304	5 786	11 092	3 649	3 784	7 432
15 - 19	3 653	3 868	7 520	2 411	2 567	4 980	5 183	5 990	11 169	3 110	3 303	6 413
20 - 24	3 237	3 366	6 603	2 036	2 222	4 258	2 927	3 672	6 595	2 641	2 868	5 509
25 - 29	2 784	2 842	5 627	1 693	1 860	3 554	1 747	2 130	3 876	2 203	2 404	4 607
30 - 34	2 346	2 328	4 675	1 394	1 524	2 918	464	36	507	1 790	1 945	3 734
35 - 39	1 864	1 805	3 670	1 090	1 164	2 253	1 006	1 007	2 016	1 409	1 481	2 889
40 - 44	1 517	1 481	2 999	883	926	1 808	1 260	1 260	2 520	1 169	1 177	2 346
45 - 49	1 224	1 193	2 417	715	731	1 446	1 786	1 435	3 224	966	927	1 893
50 - 54	975	978	1 952	585	588	1 173	1 427	1 246	2 674	809	746	1 555
55 - 59	768	784	1 551	465	460	925	578	240	819	654	584	1 239
60 - 64	591	615	1 205	358	343	701	249	396	643	513	442	955
65 - 69	395	429	824	241	232	473	307	263	569	355	297	653
70 - 74	260	295	554	157	152	310	519	666	1 182	248	190	438
75 - 79	153	179	332	93	89	181	301	251	555	166	103	268
80+	176	168	346	118	150	267	895	884	1 776	142	110	254
Total	33 605	34 869	68 474	22 677	23 653	46 330	39 648	42 172	81 820	28 770	29 428	58 198

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2017.

04 PROVINCE DE CANKUZO.

Groupes d'âges	0405 MISHIHA			04 PROVINCE CANKUZO		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	6 710	6 686	13 395	29 699	30 698	60 398
5 - 9	5 430	5 487	10 916	24 021	25 043	49 064
10 - 14	4 583	4 629	9 210	20 549	21 552	42 101
15 - 19	3 761	3 902	7 664	18 082	19 553	37 634
20 - 24	3 059	3 313	6 373	13 929	15 460	29 389
25 - 29	2 526	2 786	5 312	11 006	12 094	23 100
30 - 34	2 115	2 375	4 488	8 193	8 366	16 558
35 - 39	1 704	1 844	3 547	7 114	7 366	14 480
40 - 44	1 481	1 483	2 963	6 326	6 353	12 679
45 - 49	1 220	1 141	2 362	5 895	5 423	11 317
50 - 54	975	843	1 819	4 757	4 391	9 148
55 - 59	754	622	1 377	3 231	2 724	5 956
60 - 64	534	433	967	2 261	2 242	4 503
65 - 69	339	274	614	1 643	1 505	3 148
70 - 74	209	169	378	1 383	1 449	2 832
75 - 79	118	94	212	826	711	1 537
80+	136	130	268	1 439	1 402	2 841
Total	35 654	36 211	71 865	160 354	166 333	326 687

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2017.

15 PROVINCE DE RUMONGE.

Groupes d'âges	1505 RUMONGE			15 PROVINCE RUMONGE		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	17 763	18 222	35 978	43 666	43 712	87 378
5 - 9	14 791	15 137	29 920	36 319	36 757	73 077
10 - 14	12 998	12 982	25 969	31 854	31 996	63 850
15 - 19	11 167	11 156	22 316	27 235	27 632	54 868
20 - 24	9 806	9 794	19 598	23 765	24 158	47 924
25 - 29	8 434	8 314	16 748	20 152	20 423	40 576
30 - 34	7 268	7 022	14 295	16 850	17 055	33 906
35 - 39	5 772	5 356	11 133	13 159	12 977	26 135
40 - 44	4 634	4 098	8 741	10 412	9 999	20 410
45 - 49	3 639	3 103	6 748	8 171	7 587	15 757
50 - 54	2 728	2 305	5 038	6 248	5 636	11 882
55 - 59	2 040	1 732	3 775	4 759	4 241	8 999
60 - 64	1 438	1 280	2 718	3 467	3 127	6 594
65 - 69	893	854	1 747	2 273	2 109	4 381
70 - 74	533	563	1 096	1 502	1 431	2 933
75 - 79	284	341	625	969	925	1 893
80+	290	340	631	975	931	1 907
Total	104 478	102 597	207 075	251 776	250 696	502 472

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2017.

16 PROVINCE DE RUTANA.

Groupes d'âges	1601 BUKEMBA			1602 GIHARO			1603 GITANGA			1604 MPINGA-KAYOVE		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	4 733	4 509	9 238	12 885	13 509	5 122	5 455	5 283	10 737	6 123	6 056	12 179
5 - 9	3 846	3 709	7 553	10 168	10 880	4 084	4 563	4 582	9 145	5 247	5 418	10 667
10 - 14	3 271	3 141	6 409	8 304	8 944	3 347	4 021	4 132	8 154	4 754	5 054	9 811
15 - 19	2 741	2 682	5 422	6 734	7 420	2 746	3 383	3 605	6 989	4 042	4 448	8 492
20 - 24	2 341	2 351	4 692	5 572	6 258	2 295	2 807	3 111	5 919	3 341	3 775	7 117
25 - 29	1 983	1 992	3 975	4 583	5 179	1 894	2 313	2 601	4 915	2 732	3 145	5 877
30 - 34	1 703	1 690	3 395	3 793	4 303	1 570	1 879	2 109	3 987	2 154	2 532	4 683
35 - 39	1 349	1 281	2 631	2 955	3 254	1 204	1 465	1 597	3 061	1 675	1 948	3 622
40 - 44	1 083	963	2 048	2 371	2 514	947	1 200	1 256	2 455	1 400	1 610	3 008
45 - 49	851	720	1 573	1 892	1 903	736	962	973	1 935	1 160	1 293	2 451
50 - 54	637	524	1 162	1 498	1 405	563	758	757	1 516	972	1 040	2 011
55 - 59	478	392	871	1 167	1 048	430	593	585	1 178	792	833	1 624
60 - 64	344	300	644	875	763	318	450	436	887	629	659	1 288
65 - 69	215	201	416	577	508	211	298	296	594	434	474	908
70 - 74	130	131	262	375	339	139	193	198	391	296	345	641
75 - 79	69	77	146	221	214	84	112	120	232	181	236	418
80+	83	111	194	403	453	166	143	177	320	265	335	599
Total	25 857	24 773	50 630	64 372	68 895	133 267	30 596	31 819	62 415	36 195	39 200	75 395

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2017.

16 PROVINCE DE RUTANA.

Groupes d'âges	1605 MUSONGATI			1606 RUTANA			16 PROVINCE RUTANA		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	5 743	5 607	11 350	5 744	5 542	12 123	40 999	41 011	82 010
5 - 9	5 117	5 191	10 310	5 027	5 012	10 787	34 255	35 258	69 518
10 - 14	4 841	5 023	9 867	4 673	4 734	10 111	30 142	31 480	61 630
15 - 19	4 220	4 533	8 756	4 082	4 220	8 924	25 445	27 311	52 765
20 - 24	3 556	3 970	7 527	3 517	3 658	7 712	21 330	23 464	44 798
25 - 29	2 938	3 341	6 280	2 975	3 072	6 500	17 692	19 613	37 306
30 - 34	2 305	2 660	4 964	2 461	2 474	5 304	14 434	16 001	30 426
35 - 39	1 790	2 027	3 816	1 938	1 894	4 117	11 277	12 181	23 453
40 - 44	1 492	1 634	3 125	1 580	1 541	3 354	9 215	9 659	18 867
45 - 49	1 221	1 301	2 521	1 275	1 219	2 679	7 429	7 516	14 941
50 - 54	1 002	1 060	2 061	1 017	966	2 130	5 940	5 834	11 773
55 - 59	795	839	1 633	800	752	1 666	4 668	4 510	9 178
60 - 64	595	639	1 234	611	555	1 252	3 536	3 397	6 933
65 - 69	396	431	827	404	381	842	2 346	2 321	4 667
70 - 74	260	279	539	257	262	558	1 524	1 574	3 100
75 - 79	159	152	311	140	172	336	894	988	1 883
80+	215	245	459	145	192	362	1 264	1 533	2 795
Total	36 646	38 932	75 578	38 723	40 035	78 758	232 389	243 654	476 043

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2018.

03 PROVINCE DE BURURI.

Groupes d'âges	0305 SONGA			0306 VYANDA			03 PROVINCE BURURI		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	5 516	5 653	11 170	3 120	3 094	6 214	33 282	32 995	66 271
5 - 9	4 990	5 215	10 206	2 901	2 924	5 825	30 373	30 714	61 084
10 - 14	4 801	5 024	9 826	2 865	2 886	5 751	29 466	29 873	59 335
15 - 19	4 224	4 501	8 726	2 539	2 606	5 146	25 894	26 927	52 819
20 - 24	3 586	3 877	7 464	2 142	2 241	4 384	21 731	23 308	45 039
25 - 29	2 984	3 241	6 225	1 754	1 874	3 629	17 899	19 643	37 543
30 - 34	2 368	2 577	4 945	1 325	1 480	2 805	13 908	15 859	29 769
35 - 39	1 846	1 962	3 807	1 007	1 141	2 147	10 760	12 258	23 020
40 - 44	1 531	1 587	3 116	826	964	1 788	8 969	10 160	19 130
45 - 49	1 254	1 262	2 515	673	778	1 449	7 367	8 169	15 538
50 - 54	1 026	1 019	2 045	556	627	1 182	6 083	6 595	12 679
55 - 59	838	821	1 659	448	495	942	4 942	5 273	10 216
60 - 64	685	667	1 352	347	376	724	3 942	4 162	8 104
65 - 69	494	478	972	238	259	497	2 778	2 920	5 698
70 - 74	364	342	706	163	178	342	1 977	2 016	3 993
75 - 79	261	220	480	106	113	219	1 345	1 241	2 585
80+	289	263	554	150	197	347	1 455	3 393	4 853
Total	37 057	38 707	75 764	21 160	22 232	43 392	222 170	235 507	457 677

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2018.

04 PROVINCE DE CANKUZO.

Groupes d'âges	0401 CANKUZO			0402 CENDA JURU			0403 GISAGARA			0404 KIGAMBA		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	5 205	5 527	10 733	4 258	4 268	8 526	9 202	9 971	19 172	4 969	4 979	9 947
5 - 9	4 550	4 876	9 427	3 470	3 563	7 033	6 869	7 346	14 215	4 193	4 307	8 499
10 - 14	4 235	4 485	8 719	2 960	3 071	6 030	5 432	5 926	11 359	3 737	3 875	7 611
15 - 19	3 741	3 961	7 701	2 469	2 629	5 099	5 308	6 135	11 438	3 185	3 382	6 568
20 - 24	3 315	3 447	6 762	2 085	2 275	4 361	2 998	3 760	6 754	2 705	2 937	5 642
25 - 29	2 852	2 911	5 763	1 734	1 905	3 640	1 789	2 182	3 969	2 256	2 462	4 718
30 - 34	2 402	2 384	4 787	1 428	1 560	2 988	476	37	520	1 833	1 992	3 824
35 - 39	1 909	1 849	3 759	1 116	1 192	2 307	1 031	1 031	2 065	1 443	1 517	2 959
40 - 44	1 554	1 517	3 071	904	949	1 852	1 290	1 290	2 581	1 197	1 205	2 402
45 - 49	1 253	1 221	2 475	732	749	1 481	1 829	1 470	3 302	990	949	1 939
50 - 54	998	1 001	1 999	599	602	1 201	1 461	1 276	2 738	828	764	1 593
55 - 59	787	802	1 589	477	471	948	592	246	839	670	598	1 269
60 - 64	605	630	1 234	367	351	718	255	405	659	525	453	978
65 - 69	405	440	844	247	237	485	314	270	583	363	304	668
70 - 74	266	302	567	161	156	317	531	682	1 211	254	194	449
75 - 79	157	183	340	95	91	186	309	257	568	170	106	274
80+	180	172	354	121	153	274	917	905	1 818	145	113	260
Total	34 414	35 709	70 123	23 223	24 222	47 445	40 603	43 187	83 790	29 463	30 137	59 600

POPULATION PAR AGE ET PAR SEXE DANS LES COMMUNES EN 2018.

04 PROVINCE DE CANKUZO.

Groupes d'âges	0405 MISHHA			04 PROVINCE CANKUZO		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
0 - 4	6 872	6 847	13 717	30 415	31 438	61 852
5 - 9	5 561	5 619	11 179	24 599	25 647	50 246
10 - 14	4 693	4 740	9 432	21 043	22 071	43 115
15 - 19	3 852	3 996	7 848	18 517	20 023	38 540
20 - 24	3 133	3 393	6 527	14 265	15 832	30 097
25 - 29	2 587	2 853	5 440	11 271	12 385	23 657
30 - 34	2 166	2 432	4 596	8 390	8 567	16 957
35 - 39	1 745	1 888	3 632	7 285	7 544	14 829
40 - 44	1 517	1 518	3 035	6 478	6 506	12 985
45 - 49	1 249	1 168	2 418	6 037	5 553	11 590
50 - 54	998	863	1 863	4 872	4 497	9 369
55 - 59	772	637	1 410	3 309	2 790	6 099
60 - 64	547	443	990	2 315	2 296	4 611
65 - 69	347	281	629	1 683	1 541	3 224
70 - 74	214	173	387	1 417	1 484	2 901
75 - 79	121	97	217	846	728	1 574
80+	140	134	274	1 474	1 436	2 910
Total	36 513	37 083	73 595	164 216	170 339	334 555

CHAPITRE III : ENVIRONNEMENT.

INTRODUCTION.

L'environnement est l'ensemble des éléments naturels qui nous entourent ainsi que l'ensemble des éléments de la condition humaine qui touchent ou affectent notre vie, telles que la pauvreté, les maladies, etc.

L'environnement est le système dynamique défini par les interactions physico-chimiques, biologiques et culturelles entre l'homme, les autres êtres vivants et tous les éléments du milieu, qu'ils soient naturels, transformés ou créés par l'homme.

Le développement est le processus de transformation de cet environnement pour le mieux-être du groupe humain. Un développement global implique donc la consommation des ressources tant naturelles qu'humaines tout en visant à les conserver, rétablir ou améliorer la planification. Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre l'avenir des générations futures pour satisfaire leurs propres besoins. Ceci soulève trois grands points de réflexion. Le développement durable est donc le paradigme adopté généralement pour l'intégration des politiques écologiques et du développement. Ce concept pourrait être considéré comme une question de richesse et de bien-être. En cherchant le bien-être, l'homme peut adopter des pratiques dangereuses qui peuvent plutôt entraîner la destruction des systèmes écologiques.

UTILISATION DU TERRITOIRE.

La connaissance de l'occupation du sol, autrefois axée exclusivement sur le territoire agricole, s'étend aujourd'hui aux utilisations non agricoles.

Les données fournies proviennent du "Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire" et du "Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage". Ces données sont appuyées aussi par des enquêtes agricoles menées ponctuellement par l'ISTEEBU.

INDICATEURS ENVIRONNEMENTAUX.

Terres arables par habitant.

Les terres arables comprennent les terres cultivées de façon temporaire, les prairies temporaires à faucher ou destinées au parcage (les superficies récoltées deux fois ne sont comptabilisées qu'une fois), les maraîchages, les jardins potagers ainsi que les jardins familiaux et les terres temporairement en jachère. La superficie des terres arables est exprimée en hectares par habitant.

Changement d'utilisation des sols.

Cet indicateur définit le changement dans le temps de la distribution des sols. Le but de cet indicateur est de souligner les changements de production ou d'utilisation possibles des sols pour faciliter leur organisation durable et une politique de développement à long terme.

Il permet aussi de suivre l'évolution des superficies forestières, des terres arables et des terres toujours en herbe pour des perspectives économiques et environnementales.

Evolution de la surface forestière.

Les surfaces forestières correspondent aux terres plantées d'arbres avec une densité de recouvrement supérieure ou égale à 10%, qu'il s'agisse de plantations d'essences ou de terrains semés, ou de forêts naturelles ou semi naturelles.

Cet indicateur vise à mesurer le taux de déforestation. Les surfaces sont mesurées par les résultats des inventaires forestiers ou des enquêtes cadastrales. Le pourcentage de déforestation (DR) entre l'année n_1 et n_2 est calculé de la manière suivante :

$$DR = 100 \left(1 - \frac{\text{Surface forestière} - \text{année } n_1}{\text{Surface forestière} - \text{année } n_2} \right) \exp(1/n_1 - n_2)$$

Intensité d'exploitation forestière.

Cet indicateur compare les pourcentages des abattages forestiers, ou encore le nombre annuel de coupes forestières, à l'accroissement annuel net.

$$I_{ef} = \frac{\text{Récolte annuelle}}{\text{Accroissement annuel}}$$

Cet indicateur représente le principe du rendement soutenu, c'est-à-dire un état d'équilibre entre la production et la récolte. Combattre la déforestation permet de préserver l'eau, les sols, l'air et la biodiversité.

Superficies protégées en pourcentage de la superficie totale.

Cet indicateur mesure la part des superficies délimitées dans un but de protection et créées pour protéger la vie sauvage, les écosystèmes particuliers, les ressources terrestres et aquatiques, etc.

Cet indicateur de développement durable permet de mesurer la réponse de la société pour la protection de la biodiversité et des paysages à travers la création de réserves représentatives des différents écosystèmes.

Emissions des gaz responsables de l'effet de serre.

Les émissions de gaz telles que : le CO₂, le méthane, l'oxyde nitrique, les chlorofluorocarbones et les halons ainsi que la vapeur d'eau sont responsables du réchauffement de la terre. En ce qui concerne ces émissions, l'indicateur le plus significatif est le CO₂, dont la principale source d'émission anthropogénique est l'utilisation de combustibles fossiles. Les origines de ces émissions sont influencées par le climat et le type d'énergie utilisé dans le pays, selon sa structure industrielle, ses systèmes de transport, ses secteurs forestiers et agricoles ou encore les modes de consommation annuelle d'énergie par habitant. De nombreux experts s'accordent à dire que les changements climatiques résultent de l'augmentation de la concentration de ces gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Traitement des eaux polluées.

Il est défini comme étant la collecte des eaux ménagères, commerciales et industrielles et leur acheminement vers un lieu où elles reçoivent un traitement suffisant qui permet leur renvoi dans l'environnement sans qu'elles ne soient la cause d'impact négatif sur la santé publique ou l'écosystème.

C'est un indicateur qui estime le niveau potentiel de pollution provenant de sources domestiques, industrielles ou commerciales entrant dans l'environnement aquatique.

Dépenses pour le traitement des déchets.

Mesurées en \$USA par unité de PIB, cet indicateur se rapporte aux dépenses municipales et/ou privées pour la collecte des déchets et leur traitement. Une mauvaise gestion des déchets a des incidences sur l'environnement, la santé humaine et le tourisme.

Déchets.

Il s'agit de l'un des domaines environnementaux souvent identifiés lorsque l'on mesure les frais de protection de l'environnement. Ce domaine comprend la prévention et la réduction des déchets, la collecte, le transport, le traitement et l'élimination des terres contaminées et le contrôle des déchets. Les activités de recyclage sont incluses dans cette rubrique dans la mesure où elles visent principalement à la réduction et au traitement des déchets.

Frais de protection de l'environnement.

Il s'agit des dépenses résultant d'actions et d'activités dont l'objectif principal est la prévention, la réduction et l'élimination de la pollution et autres dégradations de l'environnement.

Les actions et activités ayant un impact favorable sur l'environnement mais dont l'objectif principal est autre, ne peuvent être considérées comme dépenses consacrées à la

protection de l'environnement. De ce fait sont exclues les activités qui, bien que bénéfiques pour l'environnement, visent essentiellement à satisfaire des nécessités techniques ou le respect des normes sanitaires et sociales de l'entreprise.

Forêt.

Bien que les forêts en général et plus particulièrement les forêts tropicales soient importantes sur tous les aspects (économique, social et environnemental) pour les pays qui en disposent encore, elles sont surtout considérées, à juste titre d'ailleurs, comme les poumons de la planète. Elles attirent l'attention du monde entier parce que pour une grande partie de ses activités, l'humanité dépend des forêts notamment tropicales humides (dépendance économique, environnementale et sociale).

Elles jouent un très grand rôle sur le climat et elles sont donc un maillon influant dans les théories actuelles sur les changements climatiques.

La nécessité d'une gestion durable des forêts s'impose d'autant plus que les forêts qui subissent d'énormes pressions économiques et démographiques sont des composantes vulnérables à la dégradation.

Environ 90% des forêts mondiales n'étaient protégées en 1996 et dans l'ensemble de ces forêts, les forêts tropicales d'Afrique (forêts subsahariennes) occupaient une superficie de

500 millions d'hectares ; soit 24% des forêts tropicales.

La complexité de gérer les forêts n'est possible qu'à partir de données statistiques fiables. D'où la nécessité d'un système d'informations sur les forêts.

Réserves naturelles.

En application du code de l'environnement, des parties de territoire sont classées en réserve naturelle lorsque la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles et, en général, du milieu naturel présente une importance particulière ou qu'il convient de les soustraire à toute intervention artificielle susceptible de les dégrader.

Espèces menacées d'extinction.

A la base des annexes I, II, III de la convention de Commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) et en se basant sur les documents déjà élaborés, on distingue au Burundi des espèces éteintes et des espèces menacées d'extinction.

Annexe I : comprend toutes les espèces menacées d'extinction qui sont ou pourraient être affectées par le commerce. Le commerce des spécimens de ces espèces doit être soumis à un contrôle strict afin de ne pas mettre davantage leur survie en danger et ne doit être autorisé que dans des conditions exceptionnelles.

Annexe II : comprend toutes les espèces qui, bien que n'étant pas nécessairement menacées naturellement d'extinction, pourraient le devenir

si le commerce des spécimens de ces espèces n'était pas soumis à un contrôle strict ayant pour but d'éviter une exploitation incompatible avec leur survie.

Annexe III : comprend toutes les autres espèces soumises à un contrôle ayant pour but d'empêcher ou de restreindre leur exploitation.

Parc national.

Un parc national est un territoire classé par le code de l'environnement pour l'intérêt de la conservation de son milieu naturel et pour le préserver. Il comporte une zone centrale strictement protégée et une zone périphérique davantage consacrée au développement culturel, social et économique du territoire.

Sources de documentation.

- Ministère de l'environnement
- Institut Géographique du Burundi
- Institut National de l'Environnement et de la Conservation de la Nature
- Département des forêts.

Références bibliographiques.

- Stratégie nationale de l'environnement au Burundi : énergie, bois et autres; MINATET
- La politique nationale de gestion des ressources en eau et plan d'actions, MINATET, Bujumbura, Juillet 2001.
- Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, Première communication nationale, Bujumbura, Août 2001.
- Base de données pour les indicateurs du développement humain durable, série 1990-2000, ISTEEDU, Bujumbura, Mai 2002.

Tableau 3.13 : Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Musasa (en mm)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Janvier	157	105,5	119,3	122,4	118,1	56,2	198,6	107	175,3	271,7	120,4	123,8	174,0
Février	183	160,9	87,5	241,3	121,6	113,7	241,9	149	121,6	150,3	186,8	117,5	120,1
Mars	119	174,9	179,3	169,1	155,3	101,1	247,5	224,3	267,8	71,5	152,5	126	124,6
Avril	226	120,5	161,8	112	99,8		262,9	131,6	167,2	118,9	262	379	197,1
Mai	40,5	5,1	128,7	61,3	28,8	79,2	45,8	25,6	80,8	19,4	93	-	69,6
Juin	44,8	46	25	9,6	3	16,5	0	16	0	0	0	-	0,0
Juillet	5,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10,0
Août	3,7	0	0	0	0		0	13,7	0	0	35,6	27	4,1
Septembre	5,5	67,7	5,8	19,5	178	15,3	0	64,9	36,5	22,9	8,7	14,1	39,0
Octobre	21,1	44,2	46,5	45	33,1	112	93,9	111,7	56,6	53,6	124,7	63,4	141,7
Novembre	100	135,4	219,8	213	190,2	83,2	130,8	81,1	173,7	151,7	147,7	147,9	101,3
Décembre	109	116,2	117,6	170,7	169	237,9	240	215,2	205,2	119,7	142,7	179,1	214,6
Moyenne annuelle	84,6	81,3	91,0	97,0	78,0	67,9	121,8	95,0	100,8	81,6	106,2	117,8	99,7

Source : IGEBU,

Tableau 3.14 : Evolution mensuelle des précipitations par station météorologique de Rwegura (en mm)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Janvier	286	-	247,6	265,1	114,8	40	215,2	288,4	166,9	301,5	126,8	153,7	260,5
Février	241	-	205,2	235,6	144,8	123,7	101	265,9	101,5	198,5	144,6	118,1	102,9
Mars	139	-	176,4	206,6	270,9	62,9	312,4	221,6	205,9	215,8	235	-	210,2
Avril	229	156,1	181,6	-	-	262	286,8	148	270	219	104,2	419,1	275
Mai	-	79,7	248,2	81,4	148,4	225,4	128,4	19,5	152,2	51,8	123,3	-	111
Juin	-	89,8	12,6	142,6	-	10,6	0	19,5	63,1	0	0	-	49,5
Juillet	9,4	21,4	0,5	0	20,6	0	0,3	15,6	0	0	3,7	15	0
Août	38,9	-	48,8	0	24,4	87,7	57,9	48,5	0	0	51,5	84,3	66,9
Septembre	141	150,4	50,4	120,7	115,7	103,7	172,5	111	103,8	0	230,5	49,3	72,1
Octobre	161	171,3	103,6	111,6	-	205,4	119,6	270	165,4	119,9	145,4	207,3	317,2
Novembre	119	75,7	234,9	234,8	366,7	203,4	117,1	189,3	303,9	238,8	204,1	175,1	254,3
Décembre	-	125,1	127,1	110,9	246,4	242,8	295,3	246,7	147,5	59,6	89,9	0,5	338,4
Moyenne annuelle	151,59	108,7	136,4	137,2	145,3	130,6	150,5	153,7	140,0	117,1	121,6	135,8	171,5

Source : IGEBU,

a valu d'être intégré au système médical officiel).

Cas de tuberculose ou de sida.

C'est le nombre de malades de tuberculose ou de sida traités dans les structures sanitaires. Les données sont recueillies auprès du service d'épidémiologie et statistiques du Ministère de la Santé Publique.

Malades hospitalisés.

C'est le nombre total de malades admis dans les hôpitaux pendant l'année.

Enfants vaccinés de moins d'un an.

C'est le nombre d'enfants de moins d'un an vacciné contre les principales maladies infectieuses de l'enfance (tuberculose, rougeole, coqueluche, diphtérie, tétanos et poliomyélite) pendant l'année.

Hôpitaux, centres de santé et maternité.

C'est l'inventaire annuel de ces différentes infrastructures sur toute l'étendue du territoire national.

Etat nutritionnel.

L'état nutritionnel se mesure généralement par le rapport poids/taille. L'état de malnutrition s'observe entre autres lors du passage de l'allaitement à l'alimentation chez les petits enfants. Elle se manifeste par le kwashiorkor chez les enfants dont l'alimentation n'est pas équilibrée ou par une défaillance de poids et taille par rapport à l'âge. On observe également

la malnutrition au niveau des personnes âgées par la manifestation du goitre.

Quand on procède à une étude longitudinale qui permet de déterminer dans quelle mesure la malnutrition est un facteur de risque de la mortalité, on observe que les deux tiers des décès d'enfants sont attribuables à un mauvais état nutritionnel en Afrique.

Sources de documentation.

- DSNIS
- PNLS/MST

Références bibliographiques.

- Rapports annuels d'activités curatives et préventives des centres de santé et des hôpitaux, DSNIS.
- Bulletins épidémiologiques de surveillance du VIH/SIDA/MST, PLS/MST.
- Annuaire statistique de la santé.

Tableau 4.04. Infrastructures sanitaires disponibles par province (suite).

Provinces sanitaires	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Kayanza									
Districts sanitaires	3	3	3	3	3	3	3	3	3
Centres de santé publics	28	28	30	34	34	35	34	36	36
Centres de santé privés	19	17	16	9	11	8	8	11	12
Centres de santé confessionnels et associatifs				9	11	11	12	12	12
Centres de santé	47	45	46	52	59	54	54	59	60
Hôpitaux publics	2	2	3	3	3	3	3	3	3
Hôpitaux privés	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Hôpitaux confessionnels et associatifs				0	0	0	0	0	0
Hôpitaux	2	2	3	3	3	3	3	3	4
Kirundo									
Districts sanitaires	4	4	4	4	4	4	4	4	4
Centres de santé publics	38	39	38	39	38	39	39	44	45
Centres de santé privés	7	8	11	4	6	4	5	5	6
Centres de santé confessionnels et associatifs				6	7	9	10	10	10
Centres de santé	45	47	49	49	55	52	54	59	61
Hôpitaux publics	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Hôpitaux privés	0	0	0	0	0	0	0	0	1
Hôpitaux confessionnels et associatifs				0	0	0	0	0	0
Hôpitaux	2	2	2	2	2	2	2	2	3
Makamba									
Districts sanitaires	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Centres de santé publics	24	24	25	29	30	31	35	37	44
Centres de santé privés	20	23	23	23	22	25	25	26	27
Centres de santé confessionnels et associatifs				8	9	9	10	11	11
Centres de santé	44	47	48	60	63	65	70	74	82
Hôpitaux publics	2	2	2	2	2	2	2	2	2
Hôpitaux privés	0	0	0	0	0	3	3	4	5
Hôpitaux confessionnels et associatifs				0	0	1	1	1	1
Hôpitaux	2	2	2	2	2	6	6	7	8

Source : MSPLS/Annuaire des statistiques sanitaires.

CHAPITRE V : PROTECTION SOCIALE

Introduction.

Chaque individu est menacé au cours de son existence par des risques qui sont susceptibles de handicaper son travail, de supprimer son revenu et de réduire son niveau de vie.

Ils peuvent concerner son état physique (maladie, vieillesse) ou sa situation économique (chômage). De même, ils peuvent réduire le niveau de vie de l'individu soit à l'occasion de dépenses exceptionnelles, des dépenses de soins de santé ou de charges familiales.

La Protection Sociale au Burundi est assurée par diverses institutions dont la Mutuelle de la Fonction Publique (MFP), l'Institut National de Sécurité Sociale (I.N.S.S.) et l'Office National des Pensions et des Risques (O.N.P.R). L'I.N.S.S et l'ONPR s'occupent essentiellement de la prévoyance sociale ; l'assurance maladie quant à elle étant une affaire du Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi.

1. Prévoyance sociale

Tous les travailleurs soumis aux dispositions du Code du Travail sont assujettis au régime général de sécurité sociale. Il s'agit des militaires, des salariés contractuels et statuels de l'Etat et des collectivités publiques ou locales ne bénéficiant pas d'un régime particulier de sécurité sociale.

Ainsi, l'I.N.S.S. s'occupe des sociétés privées, des sociétés et organismes parapublics, des communes, des Forces Armées ainsi que des fonctionnaires sous-contrats de la Fonction Publique ; le suivi des fonctionnaires sous-statuts revient à l'ONPR et au Ministère de la Fonction Publique du Travail et de l'Emploi.

Les assurances sociales comprennent deux branches à savoir : la branche pension et la branche risques professionnels.

L'I.N.S.S. et l'ONPR gèrent toutes les deux branches, alors que la Fonction Publique gère uniquement la branche pension des fonctionnaires sous-statuts.

Les ressources de l'I.N.S.S. et de l'ONPR sont constituées essentiellement des cotisations versées par les employeurs et les travailleurs ainsi que d'autres revenus d'investissement. L'I.N.S.S et l'ONPR doivent en outre répondre à ses engagements en versant les prestations suivantes :

Pour la branche pension:

- Pensions de vieillesse;
- Pension d'invalidité ;
- Pensions ou allocations de survivants.

Pour la branche risques professionnels :

- Soins médicaux gratuits ;
- Indemnités journalières durant toute la période d'incapacité de travail ;
- Allocation unique d'incapacité si le taux d'incapacité est inférieur à 15% ;

- Rente d'incapacité si le taux d'incapacité permanente totale ou partielle est égal ou supérieur à 15% ;
- Rentes des survivants ;
- Allocation de frais funéraires.

2. Assurances Maladies.

On distingue 3 régimes d'assurance-maladie au Burundi :

- Un régime géré par la Mutuelle de la Fonction Publique, prenant en charge tous les travailleurs du secteur public et parapublic, à savoir : les fonctionnaires de la Fonction Publique (sous-statut, sous-contrat, enseignants), les agents des sociétés paraétatiques, les agents des Administrations Personnalisées, les Forces Armées, les agents des communes, les étudiants de l'enseignement supérieur, les pensionnés de l'Etat, de l'I.N.S.S. et de l'ONPR ainsi que certaines organisations philanthropiques.

- Un régime des travailleurs du secteur privé géré par les employeurs eux-mêmes en vertu de la législation du travail en vigueur.

- Un régime géré par le Ministère de la Santé Publique au profit du secteur non-structuré, des paysans et professions libérales qui donne droit aux soins médicaux et pharmaceutiques dans certains hôpitaux de l'Etat.

Les recettes de la M.F.P. sont de deux ordres :

- Les cotisations des travailleurs et des employeurs
- Les revenus d'investissement.

La M.F.P. s'est assignée comme engagement la prise en charge des soins et actes médicaux à la hauteur de 80% et des produits pharmaceutiques à la hauteur de 80% ou 70% selon le type de produits.

DEFINITION.

Charges sociales.

Les charges sociales des employeurs correspondent à un montant égal à la valeur des cotisations sociales dues par eux pour assurer à leurs salariés le bénéfice de divers avantages sociaux.

Ces charges comprennent les cotisations obligatoires de l'employeur au régime d'assurance vieillesse et aux diverses caisses couvrant les risques de maladie, de maternité, d'invalidité et de chômage, les accidents de travail et les maladies professionnelles, ainsi que les allocations familiales et les régimes assimilés.

Sont incluses, les charges dues pour tous les salariés, y compris les travailleurs à domicile et les apprentis.

Tous les régimes sont concernés, qu'il s'agisse de régimes obligatoires, de régimes résultant d'une convention collective, de régimes contractuels ou de régimes facultatifs. Les salaires et traitements que l'employeur continue de verser en cas de maladie, d'accident de travail, de congé de maternité ou de chômage partiel peuvent être comptabilisés sous cette

rubrique ou sous celle relative aux salaires et traitements, en fonction des pratiques comptables de l'unité considérée.

Prestations sociales.

Elles prennent la forme de versements en espèces (pensions de retraite, prestations familiales), de remboursements d'une dépense engagée, de prises en charge d'une dépense par un tiers payant.

Prestations de services sociaux.

Elles retracent l'avantage constitué par l'accès à des services gratuits ou quasi gratuits, fournis en relation avec un risque de la protection sociale (services de santé, d'action sociale, etc.).

Cotisations sociales.

Elles sont considérées ne pouvoir être versées que par l'assuré ou son employeur pour son compte.

Cotisations fictives.

Dans le cas des régimes gérés directement par les employeurs, le montant des cotisations est calculé par solde pour assurer l'équilibre du régime : elles sont égales aux prestations versées, diminuées des éventuelles cotisations de salariés, transferts de compensation ou subventions publiques.

Sources de documentation.

- Institut National de Sécurité Sociale ;
- Office National des Pensions et Risques ;
- Mutuelle de la Fonction publique ;
- Ministère de l'Intérieur et de la formation patriotique
- Chambre de Commerce et de l'Industrie du Burundi.

Références bibliographiques.

- Base de données pour les indicateurs du développement humain durable (DHD).

Tableau 5.06A. Evolution des charges techniques de la branche des pensions à l'INSS

Désignations (en millier)	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Pension et allocations	5 693 885	6 568 519	9 423 519	10 700 503	12 057 337	16 370 657	19 312 946	24 183 524	24 582 887	27 891 670
Cotisations à la Mutuelle de la Fonction Publique	227 051	232 067	625 657	714 863	846 257	1 087 668	1 468 320	1 834 663	2 092 341	2 318 047
Total	5 920 936	6 800 586	10 049 176	11 415 366	12 903 594	17 458 325	20 781 266	26 018 187	26 675 228	30 209 717

Source : Institut National de la Sécurité Sociale (INSS)

Tableau 5.06B. Evolution des charges techniques de la branche des pensions à l'ONPR

Désignations	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Pension et allocations + Arrières	2 917 996 003	3 525 835 521	3 950 573 206	4 331 976 505	4 465 165 453	5 165 701 939	5 443 616 989
Cotisations à la Mutuelle de la Fonction Publique	208 893 821	247 771 791	293 475 659	338 696 834	335 973 743	420 929 754	467 382 558
Total	3 126 889 824	3 773 607 312	4 244 048 865	4 670 673 339	4 801 139 196	5 586 631 693	5 910 999 547

Source : Office National des Pensions et Risques(ONPR).

Tableau 5.07A. Montant des prestations servies par l'INSS

Désignations (en millier)	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Pensions et allocations de vieillesse	4 114 097	4 596 083	7 154 501	87 529 941	92 947 598	13 943 739	16 900 921	21 216 103	21 592 084	24 481 996
Pension d'invalidité	68 295	61 241	88 931	85 895	99 266	97 870	99 285	112 873	105 868	102 050
Pension et allocations de survivants	955 744	995 389	1 209 452	2 023 399	2 037 784	2 329 047	2 312 738	2 854 490	2 884 934	3 307 423
Total	5 138 137	5 652 715	8 452 885	89 639 235	95 084 648	16 370 656	19 312 945	24 183 466	24 582 886	27 891 469

Source : Institut National de la Sécurité Sociale (INSS)

Tableau 5.07B. Montant des prestations servies par l'ONPR (en milliers)

Désignations	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Pensions de vieillesse	1 138 600	2 041 733	2 414 776	2 665 977	2 755 437	3 344 101	3 295 257
Allocations de vieillesse	-	7 754	3 453	9 416	9 502	23 217	21 276
Pensions d'invalidité	-	-	1 945	3 681	5 137	4 838	5 246
Pensions de survivants	812 389	1 374 687	1 462 038	1 563 686	1 585 817	1 733 985	1 520 985
Allocations de survivants	-	13 842	19 315	29 170	61 820	44 776	48 818
Total	1 950 989	3 438 016	3 901 527	4 271 929	4 417 712	5 150 917	4 891 582

Source : Office National des Pensions et Risques(ONPR).

Tableau 5.08A. Evolution des recettes en cotisations et des dépenses en prestations pour la branche des pensions à l'INSS.

Désignations (en millier)	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Cotisations encaissées	7 437 412	7 054 322	15 387 422	20 727 027	21 513 466	30 947 191	34 770 046	33 816 494	36 967 318	40 464 290
Prestations payées	8 820 265	9 186 477	17 289 486	11 388 183	12 903 595	17 458 325	20 781 265	26 018 188	26 675 228	30 209 717
Différence entre cotisations et prestati	-1 382 853	-2 132 154	-1 902 064	9 338 843	8 609 871	13 488 866	13 988 781	7 798 306	10 292 090	10 254 573

Source : Institut National de la Sécurité Sociale (INSS)

Tableau 5.08B. Evolution des recettes en cotisations et des dépenses en prestations pour la branche des pensions à l'ONPR.

Désignations (en millier)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Cotisations encaissées	5 021 257	5 568 019	8 809 260	9 855 542	10 096 087	17 018 776	17 242 576
*Cotisations enseignants	4 178 981	4 646 196	7 615 829	8 554 398	8 874 927	15 008 978	14 959 215
*Cotisations non enseignants	788 465	838 518	1 076 668	1 185 386	1 093 133	2 009 798	2 041 616
*Cotisations détachés	53 811	83 306	116 763	115 757	128 027	258 665	241 745
Prestations payées	2 917 996	3 525 836	3 950 573	4 331 977	4 465 165	5 150 917	4 891 582
Différence entre cotisations et prestations	2 103 261	2 042 184	4 858 687	5 523 565	5 630 921	11 867 859	12 350 994

Source : Office National des Pensions et Risques(ONPR).

Tableau 5.09.A. Evolution des accidents de travail et des maladies professionnelles déclarés à l'INSS

Spécifications	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Accidents	1 390	1 371	1 409	1 242	1 239	1 700	1 650	1 567	1 637	1 595
dont sur le lieu du travail	964	820	794	690	737	1243	1066	850	940	1033
sur le chemin du travail	423	546	611	547	495	455	580	712	693	557
Maladies professionnelles	3	5	4	5	7	2	4	5	4	5

Source : Institut National de la Sécurité Sociale (INSS)

Tableau 5.09.B. Evolution des accidents de travail et des maladies professionnelles déclarés à l'ONPR

Spécifications	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Accidents	24	47	122	212	318	447	263
Maladies professionnelles	4	0	0	0	0	1	0

Source : Office National des Pensions et Risques(ONPR).

Tableau 5.17. Répartition des assurés par traitement d'activiv      l'ONPR (salaire de base)

Tranches salariales en FBU	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Inférieur à 64 568	55 874	57 764	15 143	11 873	12 422	12 056	12 135
64 722 �� 66 108	9 970	11 215	22 353	22 930	23 166	22 730	22 966
66 263 �� 76 895	5 243	7 029	11 314	11 946	11 782	11 085	10 314
77 050 �� 94 617	2 058	1 953	12 233	13 446	15 103	16 420	18 310
94 001 �� 107 715	3 077	3 384	8 886	7 327	7 036	6 724	6 553
107 870 �� 152 404	1 882	2 228	10 705	14 149	14 362	14 409	14 196
152 559 �� 164 732	744	920	1 081	1 894	1 967	2 049	2 033
164 887 �� 210 192	116	191	3 796	3 993	3 996	3 944	3 763
210 346 et plus	499	492	2 884	4 081	3 931	3 673	3 274
TOTAL	79 463	85 176	88 395	91 639	93 765	93 090	93 544

Source : Office National des Pensions et Risques(ONPR).

Tableau 5.18. Effectif et cotisation des affiliés    la Mutuelle de la Fonction Publique.

Nature des prestations	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre d'affiliés	233 362	238 912	249 733	215 086	217 993	226 778	246 306	240 568	296 487	309 610
Cotisation des affiliés (en milliers de Fbu)	16 249 739	18 249 739	19 751 348	21 844 115	25 362 381	27 359 906	28 080 017	26 666 498	28 337 206	32 591 997
Facture des produits pharmaceutique(en milliers de Fbu)	7 064 633	7 208 211	7 761 139	9 202 782	8 912 500	7 701 442	8 204 595	2 421 164	6 883 663	5 126 981
Facture des actes médicaux et hospitaliers (en milliers de Fbu)	2 787 294	3 379 316	2 222 928	2 658 601	2 679 996	2 800 946	2 939 151	4 469 964	2 549 404	2 084 018

Source : Mutuelle de la Fonction Publique (MFP).

Tableau 5.19. Participation des femmes    l'Assemblée Nationale.

Désignations	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Parlementaires	106	106	106	106	106	121	118	118	118	118
dont femmes	32	32	33	33	33	44	43	43	43	43
hommes	74	74	73	73	73	77	75	75	75	75

Source : Assemblée Nationale.

CHAPITRE VI. EMPLOI.

Les données sur l'emploi concernent la population active occupée (main-d'œuvre) classée suivant certaines caractéristiques telles que la branche d'activité, le secteur économique (primaire, secondaire et tertiaire), le groupe professionnel, la situation dans la profession, etc.

Pour les années postérieures à 2008 (année du dernier recensement général de la population), l'estimation des différents indicateurs est basée sur la projection de la population active, elle-même dérivée de la projection totale et des taux d'activité.

Notons toutefois que la population active âgée de 15 à 64 ans a été retenue conformément aux normes internationales, même si les tranches d'âges actives admises au recensement de 2008 (dont les résultats ont servi de base à la projection de la population totale) étaient comprises dans le grand groupe ouvert "10 ans et plus". Il y a donc à priori une sous-estimation de la main-d'œuvre à cause de l'exclusion des actifs âgés de moins de 15 ans ou de plus de 65 ans.

Au reste, le sens des concepts utilisés (population active, population active occupée, branche d'activité, profession, situation dans l'activité, etc.) reste celui qui a été précisé au premier, deuxième et troisième recensement général de la

population (1979, 1990 & 2008) au chapitre de l'activité économique.

Pour le cas particulier de la population agricole, le chapitre sur l'emploi comporte un volet portant sur l'activité agricole. Il convient donc de préciser ici le sens des concepts tels "population agricole", "population active agricole" et "main-d'œuvre agricole", qui constituent des ensembles dont les contours ne sont pas toujours très précis.

Au sens de la FAO, la population agricole est définie au départ comme "la population vivant de l'agriculture", c'est-à-dire la population appartenant aux ménages dont le chef de ménage est un agriculteur, exploitant ou salarié. Cette première définition s'est avérée peu satisfaisante dans la mesure où certains actifs dans l'agriculture vivent dans des ménages non agricoles, étant entendu également qu'au sein d'un ménage agricole, certaines personnes travaillent hors de l'agriculture.

Pour cette raison, il est préférable (et c'est ce que nous avons retenu ici) d'estimer la population agricole à partir de la main-d'œuvre agricole. Les méthodes utilisées se fondent sur l'hypothèse que le taux global d'activité est le même pour la population agricole. En d'autres termes, la population agricole est reliée aux trois autres données par la formule suivante :

$$\frac{MO(a)}{P(a)} = \frac{MO}{P}$$

Où MO(a) = Main-d'œuvre agricole

MO	= Main-d'œuvre totale
P	= Population totale
P(a)	= Population agricole

Les trois premiers éléments (**MO(a)**, **MO** et **P**) apparaissent au moment des recensements généraux de la population. En l'occurrence, la main-d'œuvre agricole (MO) est donc constituée par l'ensemble des travailleurs de l'agriculture et de la pêche selon la classification internationale type par industrie retenue aux recensements de 1979, 1990 et 2008.

Ainsi, la population agricole peut être estimée par cette relation dérivée de la précédente : **$P(a) = (P(a) * MO) / P$** .

La population active agricole (qui ne figure pas dans ces deux formules) correspond, quant à elle, au sous-ensemble de la population agricole des tranches d'âges actives, c'est-à-dire âgée de 15 à 64 ans dans notre cas d'espèce.

Ainsi, les données relatives à la population active ont été établies sur base des statistiques issues des résultats des trois recensements généraux de la population au Burundi (1979, 1990 et 2008), des statistiques des services administratifs comme l'INSS, la Fonction Publique, le CNI et le service de planification des ressources humaines au Ministère du Travail.

Les données sur l'emploi proviennent également de l'Institut National de Sécurité

Social (INSS) qui fournit les données sur les employeurs par province ou par branches d'activité ainsi que les entreprises selon les effectifs des travailleurs.

Le Ministère de la Fonction Publique quant à lui fournit toutes les données ayant trait aux fonctionnaires de l'Etat.

Signalons qu'avec la libéralisation du marché de travail, les employeurs ne font plus appel au Ministère du Travail et de la Formation Professionnelle à travers son service de la main-d'œuvre pour les embauches.

DEFINITIONS.

Population active.

La population active est constituée par l'ensemble des personnes ayant un emploi ou à la recherche d'un emploi. C'est donc l'ensemble de tous les actifs potentiels composé de la population occupée, des primo-chômeurs (à la recherche du premier emploi) et des chômeurs en quête d'un nouvel emploi. La distinction entre les personnes occupées et les chômeurs apparaît lors des recensements à partir des réponses aux questions sur l'exercice d'une profession. Une réponse affirmative entraîne le classement de la personne dans la première catégorie, une réponse négative dans la deuxième sous réserve que les personnes ayant fourni cette dernière réponse aient déclaré par ailleurs chercher un emploi. Les élèves et étudiants, dans la mesure où ils n'ont pas déclaré une activité professionnelle, ne sont pas comptés dans la population active. Il

en va de même des militaires du contingent, même si ces derniers interviennent dans le calcul du taux d'activité par âge pour assurer une certaine régularité dans les variations de ceux-ci. Sont inclus par contre les aides familiaux d'entreprises agricoles, artisanales ou commerciales, alors qu'ils ne sont même pas salariés.

La population active comprend les personnes des deux sexes qui fournissent la main-d'œuvre pour la production de biens et de services (activité économique) telle que cette production est définie dans la comptabilité nationale. La production a pour objet de produire des biens et services, marchands ou non, moyennant un salaire ou un traitement en espèces ou en nature, ou en vue d'un bénéfice ou d'un gain familial.

- La population active est constituée par des personnes des deux sexes voulant et pouvant travailler à la production des biens et services économiques.
- La proportion de cette population voulant et pouvant travailler et qui se retrouve sans emploi est la population au chômage.
- La population qui travaille mais qui veut et peut travailler mieux est la population sous-employée.
- Par contre, la proportion de la population qui veut, qui peut et qui est au travail constitue la population active occupée.

Population active = Population ayant un

emploi + Population au chômage.

Les objectifs poursuivis dans l'élaboration des statistiques de la population active sont le suivi de la situation économique du pays, le développement des ressources humaines (évaluation de la main-d'œuvre, celle des besoins en formation et autres), la conception d'une politique d'emploi et la catégorisation des groupes cibles nécessitant un programme social adéquat.

Les diverses sources de données de collecte d'informations sur la population active sont les ménages, les établissements publics, parapublics et privés et les fichiers administratifs. Toutefois, les fichiers administratifs sont souvent défectueux parce qu'ils ne sont pas toujours actualisés, dans nos pays en voie de développement, d'où la réserve à observer quant à leur utilisation. Par contre les enquêtes auprès des ménages permettent une couverture totale (secteurs formel et informel) et une couverture géographique parfois complète pour l'appréciation du volume de la population active.

L'observation de cette population active se fait sur une période de référence qui est soit un (1) jour ou une (1) semaine (population active du moment), soit une (1) année (population habituellement active). La population active présente une hétérogénéité du fait qu'elle est constituée des personnes ayant un emploi et des chômeurs. Parmi ceux qui ont un emploi certains déclarent leur emploi inadéquat. Au

sein des chômeurs, on distingue ceux qui souhaitent travailler à plein temps. Les inactifs comprennent les ménagères, les étudiants, les retraités, etc.

Population agricole.

La population agricole peut se définir comme étant la population qui vit sur l'exploitation. Ce critère de résidence ne donne pas satisfaction, car tous les ouvriers agricoles ne vivent pas nécessairement sur l'exploitation.

Ainsi, la population agricole peut se définir comme étant l'ensemble des actifs agricoles plus toutes les personnes qui dépendent d'eux.

Les concepts utilisés pour définir la population rurale et urbaine varient considérablement d'un pays à l'autre, la population agricole n'est pas identique avec la population rurale.

Emploi.

L'emploi constitue l'un des principaux groupes de variables couverts par les statistiques structurelles d'entreprise. Les deux principales mesures sont : le nombre de personnes occupées et le nombre de salariés.

De mesures plus complexes sont parfois réalisées sur la base du nombre d'heures travaillées ou par la conversion en équivalents plein temps. D'autres mesures portent sur des catégories d'emploi particulières, telles que l'emploi à temps partiel, l'emploi des femmes, l'emploi non

salarié, les apprentis, les travailleurs à domicile et l'emploi non rémunéré (aides familiales non rémunérées et propriétaires travaillant).

Selon la définition du Système de Comptabilité Nationale (SCN), l'emploi comprend toutes les personnes – aussi bien les salariés que les travailleurs indépendants – exerçant une activité productrice rentrant dans la frontière de production du système.

Salariés.

Par salariés, il faut entendre toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'une rétribution. Il y a relation d'employeur à employé lorsqu'il existe un contrat, formel ou informel, entre une entreprise et une personne, normalement passé librement de part et d'autre, aux termes duquel la personne travaille pour l'entreprise en échange d'une rémunération en espèces ou en nature.

Remarque : Le concept de "salariés" correspond à celui de "emploi rémunéré", tel qu'il est défini par le Bureau International du Travail.

Travailleurs indépendants.

Par travailleurs indépendants, il faut entendre les personnes qui sont seuls propriétaires ou copropriétaires des entreprises sans personnalité juridique dans lesquelles elles travaillent, à l'exclusion des entreprises sans personnalité juridique classées comme quasi-sociétés. Les travailleurs indépendants sont

classés sous cette rubrique s'ils n'exercent pas en même temps et à titre principal un travail salarié, auquel cas ils sont classés dans la catégorie "salarié".

Les travailleurs indépendants comprennent également les catégories de personnes suivantes : les travailleurs familiaux non rémunérés, les travailleurs à domicile et les travailleurs exerçant tant individuellement que collectivement des activités de production exclusivement à des fins de consommation finale ou de formation de capital pour compte propre.

Emplois.

Par emplois, il faut entendre toutes les activités (par activité, il faut entendre toute participation à la production de biens ou de services rentrant dans la frontière de la production) exercées contre rémunération (la rémunération doit être interprétée ici au sens large et comprend le revenu mixte des travailleurs indépendants) pendant une durée déterminée ou indéterminée en vertu de contrats explicites ou implicites (le contrat explicite ou implicite a trait à l'apport de main-d'œuvre et non à la fourniture d'un bien ou d'un service) passés entre des personnes et des unités institutionnelles résidentes.

Cette définition englobe à la fois les emplois de salariés (les personnes concernées appartiennent à une autre unité institutionnelle que l'employeur) et les emplois d'indépendants (les personnes concernées se confondant avec l'unité institutionnelle "employeur").

La notion d'emplois diffère de celle de l'emploi en ce sens :

- qu'elle inclut toutes les activités (emploi principal, deuxième emploi, etc.) d'une même personne, lesquelles peuvent être exercées soit l'une à la suite de l'autre au cours de la période de référence (habituellement une semaine), soit parallèlement lorsqu'une personne a, par exemple, une activité le jour et une autre le soir ;
- qu'elle exclut les personnes qui ne travaillent pas temporairement, mais qui ont un "lien formel avec leur emploi" sous forme, par exemple, d'une "assurance de retour au travail ... ou d'un accord sur la date de retour". De tels accords passés entre un employeur et une personne au chômage temporaire ou en formation ne sont pas comptés au nombre des emplois.

Le secteur informel.

Le secteur informel se définit par rapport à des caractéristiques des unités de production qu'il englobe. Les activités de ces unités sont hétérogènes, non enregistrées, non réglementées par les pouvoirs publics, s'exercent à une petite échelle et échappent quelque fois au fiscalité.

Le niveau d'organisation est bas et ces unités utilisent peu de salariés et pour la plupart des cas exercent dans l'illégalité non réprimée.

Sources de documentation.

- Institut National de Sécurité Sociale. (INSS)
- Ministère des Finances et de la planification du développement économique
- Ministère de la Fonction Publique du travail et de l'emploi (Département des statistiques et du recrutement)
- Ministère de l'intérieur et de la Formation patriotique
- Direction de l'emploi

Références bibliographiques.

- Revues statistiques de la sécurité sociale n°16 et 17
- Lois budgétaires de 1994 à 2016

Tableau 6. 04. Répartition des entreprises enregistrés à l'INSS selon le nombre de travailleurs actifs (au 31 décembre).

Effectifs des travailleurs	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
1 à 25	4 413	4 940	5 547	5 960	6 272	6 874	7 555	8 207
26 à 50	253	283	317	342	360	395	434	471
51 à 75	104	116	131	142	148	162	187	203
76 à 100	50	55	60	64	67	72	78	83
101 à 125	32	36	40	44	45	49	53	57
126 à 150	15	16	17	18	19	20	21	22
151 à 175	16	18	20	22	23	25	27	29
176 à 200	19	20	21	22	23	24	25	26
201 à 250	17	18	20	21	22	24	26	28
251 à 300	8	8	8	9	9	9	9	9
301 à 400	6	6	6	6	6	6	6	6
401 à 500	5	5	5	5	5	5	5	5
500 et plus	23	25	27	28	29	31	33	35
Total	4 961	5 546	6 219	6 683	7 028	7 696	8 459	9 181

Source : Institut National de Sécurité Sociale (INSS).

CHAPITRE VII. ENSEIGNEMENT

1. INTRODUCTION

Les statistiques de l'enseignement sont issues des recensements annuels effectués par le Ministère de l'Education, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique au moyen des questionnaires adressés à tous les établissements et à tous les niveaux d'enseignement. Du fait de leur exhaustivité, ces données présentent la situation réelle et globale de l'enseignement formel au Burundi. Toutefois, il y a des écoles qui ne répondent pas aux questionnaires. Il serait mieux d'organiser une descente sur terrain (à défaut d'un recensement général) dans toutes les écoles pour avoir les informations beaucoup plus complètes. Avec la nouvelle réforme, l'enseignement formel compte 5 paliers de formation à savoir : les sous-secteurs préscolaire, fondamental, post- fondamental, métiers et supérieur. Notre annuaire s'intéressera aux trois paliers suivants :

1. **Fondamental** : Il accueille officiellement des enfants de 6 ans qu'ils aient ou pas suivi l'enseignement préscolaire. La formation dure 9 ans à l'issue desquels les élèves sont soumis à un concours national de Certification et d'Orientation au post-fondamental. Toutefois, pour cette année 2016, les

élèves de la 10^{ème} année font partie du palier fondamental.

2. **Post- fondamental** : La durée de formation dans les domaines des sciences, langues, sciences sociales et humaines et économique est de 3 ans. La formation pédagogique est assurée dans les écoles normales et dure 4 ans. La formation technique dure 3 à 4 ans selon les domaines de formation. A la fin de la formation, les élèves sont soumis à l'examen d'Etat et les lauréats sont orientés à l'enseignement supérieur public (Université du Burundi ou l'Ecole Normale Supérieure) ou privé ; ceux qui échouent peuvent avoir un accès aux Instituts d'enseignement supérieur professionnel privé.
3. **Supérieur** : Il est dispensé dans des universités et dans des instituts publics ou privés. La formation dure de 3 à 8 ans. Force est de constater que les lauréats à l'Examen d'Etat fréquentent aussi les universités privées poussés par l'engouement et le sentiment de poursuivre les facultés que n'offrent pas l'enseignement supérieur public.

2. DONNEES SUR L'ENSEIGNEMENT

Les données figurant dans les tableaux d'effectifs d'élèves ou d'étudiants sont obtenues à partir de traitements statistiques de bases de données constituées pour la planification scolaire.

C'est le cas, particulièrement, pour les établissements d'enseignement public où des recensements scolaires sont effectués chaque année. Ces recensements recueillent les effectifs dans les écoles des paliers susmentionnés au cours de l'année scolaire. Pour les étudiants, l'observation se fait à partir des fiches d'inscription. Il s'avère important d'attirer l'attention du lecteur de l'Annuaire que les données sont collectées au début de l'année scolaire. Autrement dit, pour l'Annuaire 2016 par exemple, les données collectées pour l'année scolaire 2015-2016 sont celles de l'année 2015.

La collecte de données de l'enseignement connaît beaucoup de difficultés. Pour les services qui produisent ces données, il y a des critères qui ne sont pas traités pour la plupart des cas (nationalité, sexe, etc.).

La période de 1993 à 1995 coïncide avec la période de pleine crise où les données n'ont pas été collectées correctement.

Dans d'autres cas, on a des données d'une façon globale sans ventilation par sexe ou par type d'enseignement.

L'université du Burundi vient de changer dans ces derniers temps les noms pour quelques facultés notamment la faculté des sciences économiques et administratives qui est devenu la faculté des sciences économiques et gestion, l'agronomie qui est devenu Agronomie et Bio-Ingénierie et Sciences appliquées qui est devenue Sciences de l'Ingénierie. Pour ces nouvelles facultés, les données qui leur

correspondent commencent à partir de l'année académique 2012-2013.

Sources de données.

- Département de la planification scolaire;
- Département de l'enseignement supérieur;
- Université du Burundi.
-

Références bibliographiques.

- Annuaire statistiques de l'enseignement supérieur au Burundi, Département de l'enseignement supérieur.
- Statistiques scolaires -Annuaire, Bureau de la planification scolaire.
- Bourses et stages pour l'université du Burundi.

Tableau 7.06. Effectifs d'élèves de l'enseignement post-fondamental par statut

Statuts	2007-2008	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018	2018-2019
Lycées/Post fondamental général et pédagogique	36 393	33 336	37 589	51 760	-	-	-	179 417	368 886	182 651	217 853
Garçons	26 945	21 264	25 420	33 168	-	-	-	99 448	185 533	94 951	106 088
Filles	9 448	12 072	12 169	18 592	-	-	-	79 969	183 353	87 700	111 765
Ens. technique et professionnel/Post fondamental Technique	6 632	9 504	10 168	12 141	14 055	-	-	51 587	70 443	68 831	61 005
Garçons	2 001	8 237	7 389	9 243	9 731	-	-	27 078	36 706	35 992	31 606
Filles	4 631	2 705	2 779	2 898	4 324	-	-	24 509	33 737	32 839	29 399
Total général	238 509	288 966	321 080	402 733	-	-	-	231 004	439 329	251 482	278 858
Garçons	143 319	170 833	188 631	226 223	-	-	-	126 526	222 239	130 943	137 694
Filles	95 190	119 601	132 449	176 510	-	-	-	104 478	217 090	120 539	141 164

Source : Bureau de la Planification et des Statistiques de l'Education.

CHAPITRE VIII. TOURISME ET HOTELLERIE.

1. Description du secteur.

Le tourisme est un concept axé sur la demande et qui englobe un large éventail d'activités qu'il est préférable de l'envisager comme un marché plutôt que comme un secteur. Il peut se définir comme les activités des personnes qui voyagent et résident en dehors de leur environnement habituel pendant moins de douze mois consécutifs à des fins de loisirs, affaires ou autres causes (par exemple pour rendre visite à des amis ou pour des raisons de santé).

Le présent chapitre couvre des activités qui représentent une part significative du marché du tourisme sur les hôtels. Les manèges forains, les parcs d'attraction et les agences de voyage ne sont pas pris en compte dans cette publication.

Le tourisme est une manifestation de la mobilité personnelle qui s'est développée à un rythme rapide durant la deuxième moitié du 20^{ème} siècle.

Il doit son succès notamment aux formidables progrès réalisés dans les communications et à l'internationalisation croissante de l'économie mondiale. Dans ce contexte, le tourisme assure également un rôle de redistribution des ressources et devient un facteur de développement économique tant au niveau national qu'au niveau mondial.

En raison des données très fragmentaires et de la nature composite du tourisme, son importance relative dans l'économie burundaise est difficile à évaluer.

2. Statistiques touristiques.

Les statistiques concernant les hôtels et leur capacité d'hébergement, les entrées aux frontières et les dépenses en devise des voyageurs sont fournies par l'Office National du Tourisme (ONT).

Signalons que les données sur la fréquentation hôtelière portent sur les hôtels classés (classe moyenne et internationale). Les hôtels des zones périphériques de Bujumbura ne sont pas couverts. Les données relatives aux entrées des touristes aux frontières sont sous-estimées par rapport aux données réelles du seul fait que toutes les entrées ne sont pas enregistrées. Ces mêmes données ne comprennent pas les mouvements des résidents frontaliers qui pénètrent sur le territoire national essentiellement pour des raisons de petit commerce ou à l'occasion d'un événement familial et dont la durée de séjour est généralement très courte. Cette conception est proche de celle de l'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT).

Le classement des hôtels est fait selon un certain nombre de critères notamment le confort, l'équipement, la qualité des services, etc.

Selon l'OMT, est "touriste", toute personne qui se rend dans un pays autre que celui où il a son lieu de résidence pour y effectuer un séjour

d'au moins 24 heures pour toute raison autre que celle d'exercer une profession rémunérée dans le pays visité. Ne sont pas considérés comme touristes tous les émigrants, les résidents frontaliers, les personnes domiciliées dans une zone ou pays donné et travaillant dans un pays limitrophe, les membres des corps diplomatiques lorsqu'ils voyagent dans leur pays d'origine et les passagers en transit.

3. DEFINITION.

Hôtel.

Les hôtels de tourisme sont des établissements commerciaux d'hébergement qui offrent des chambres ou des appartements meublés en location, soit à une clientèle de passage, soit à une clientèle qui effectue un séjour caractérisé par une location à la semaine ou au mois, mais qui, sauf exception, n'y élit pas domicile. Ils peuvent comporter un service de restauration. Ils sont exploités toute l'année en permanence ou seulement pendant une ou plusieurs saisons.

Sources de documentation.

- Office National du Tourisme

Références bibliographiques.

- Compendium de statistiques du Tourisme, OMT, Edition 2000.

CHAPITRE IX. PRODUCTION

I. Agriculture industrielle (de rente)

1. Le café.

L'Autorité de Régulation de la Filière Café du Burundi (ARFIC) est un Etablissement Public à Caractère Administratif (EPA) créé par le décret n° 100/99 du 01^{er} juin 2009 portant Création, Missions, Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation de la Filière Café du Burundi.

L'ARFIC a été créée dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de désengagement de l'Etat dans la filière café et cette stratégie consiste à la mise en place d'un « Dispositif Institutionnel et Régulatrice » de la filière café en remplacement de l'Office du Café du Burundi « OCIBU » et qui repose principalement sur deux organes tout à fait complémentaires :

- L'Autorité de Régulation de la Filière Café du Burundi « ARFIC »;
- L'Association Interprofessionnelle du Café du Burundi « INTERCAFE-BURUNDI ».

La réglementation, la supervision et le contrôle des diverses professions de la filière café incombent à l'ARFIC tandis que la responsabilité opérationnelle au quotidien de ces professions (production, transformation, commercialisation, exportation, etc.) est confiée à l'INTERCAFE Burundi. L'Autorité a pour mission de servir d'organe de l'Etat afin d'assurer le respect des règles

et de fonctionnement dans la filière café, de centraliser et de diffuser toute information tant technique, agronomique, économique que financière relative à ladite filière. Elle est chargée du contrôle de la qualité, de l'information aux opérateurs de la filière café afin de donner à celle-ci toutes les caractéristiques d'une filière concurrentielle et de réunir ainsi toutes les conditions pour permettre une rémunération équitable à toutes les professions en mettant une attention particulière aux caféiculteurs. Elle joue également le rôle de Conseil de l'Etat dans le domaine de l'industrie de production, de transformation, de commercialisation et de la promotion de l'image du café burundais tant sur le plan national qu'international.

L'Office du Café du Burundi (OCIBU) a été restructuré. Les stations de lavage de café, anciennement sous responsabilité de la SRD KIRIMIRO, BUYENZI et Projet MUMIRWA sont désormais sous la responsabilité des SOGESTAL'S (Société de Gestion des Stations de Lavage). Celles-ci achètent le café aux paysans sous forme des cerises pour les transformer en café parche. Quant aux zones non-couvertes par les SOGESTALS, les paysans dépulpent eux-mêmes leurs cerises.

2. Le coton.

La production de coton est assurée par la COGERCO (Compagnie de Gérance de Coton). C'est un établissement public à caractère industriel et commercial.

Elle a pour mission :

- la promotion de la culture du coton au Burundi
- l'encadrement et l'assistance des planteurs de coton
- le traitement industriel du coton
- la commercialisation de coton

Les planteurs de coton sont organisés en régions et en secteurs de production. L'on distingue deux régions à savoir : la région de l'Imbo qui comprend 7 secteurs et la région du Moso qui constitue une zone d'extension avec cinq secteurs.

Le coton-graine produit par les paysans est acheté par la COGERCO pour le traitement et la commercialisation. Le rendement de l'égrenage qui est le rapport des productions coton fibre/coton graine est presque constant pour toute la période étudiée et est de l'ordre de 40%.

3. Le thé.

L'OTB est une société publique créée en 1971 par le décret présidentiel n° 1/79 du 30/07/1971. Elle est régie actuellement par le décret n° 100/157 du 5 Septembre 1997. L'OTB est divisé en 6 unités à savoir le siège situé à Bujumbura et les complexes théicoles de Teza, Rwegura, Tora, Ijenda et de Buhoro et est placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. L'O.T.B. qui s'occupe de :

- la promotion de la théiculture,

- du contrôle des sociétés théicoles a son tutel,
- la commercialisation du thé sec produit par ces sociétés.

Il y a une autre société privée de production du the sec ; PROTHEM qui a débuté son activité d'achat des feuilles vertes et de transformation en 2011. Son usine se trouve à Mwaro.

Le thé a d'abord été implanté sous forme de blocs industriels appartenant aux sociétés théicoles à Teza, Rwegura et Tora. La culture villageoise n'a été instaurée que plus tard. Son encadrement et sa promotion restent du ressort des projets théicoles agissant à l'intérieur du pays.

La production du thé vert est tirée des rapports d'activités de l'Office du Thé du Burundi (O.T.B) et du rapport de PROTHEM.

II. La pêche.

Au Burundi, il y avait trois modes de pêches, à savoir :

- La pêche industrielle : qui se pratiquait au large du Lac Tanganyika à l'aide de grands bateaux qui pour le moment n'est plus fonctionnelle. Elle était maintenue par des armateurs grecs.

- La pêche artisanale : qui est assurée par les catamarans.

- La pêche coutumière : qui est caractérisée par l'utilisation des engins de pêche traditionnels

tels que les sennes de plage, les filets maillants dormants, les "lusenga" et les masses.

La production totale de poissons atteint son plus haut niveau en 1992 avec 24.416 tonnes de poissons depuis lors elle n'a jamais atteint ce seuil de production.

La pêche artisanale enregistre à elle seule plus de 90% de récoltes de poissons dans la plupart des cas ; et cela tant en volume qu'en valeur. La production de la pêche industrielle, mode qui utilisait de grands bateaux, n'est plus fonctionnelle

Cela peut être expliqué par la crise socio-politique survenue au mois d'octobre 1993 qui a perturbé les activités de pêche en général et le mode de pêche industrielle en particulier.

Il est à noter que pour chacune des trois modes de pêche, compte tenu des différentes catégories de poissons (ndagala, mukeke, sangala et divers), le ndagala occupe toujours une place primordiale dans les récoltes totales de poissons.

Dans la rubrique "Divers poissons", on rencontre le kahuzo, le nyamunyamu, le poisson chat, les ciclides, le capitaine et autres.

Sources de documentation

- Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
- OCIBU
- COGERCO
- OTB
- Département de la pêche et pisciculture
- BRB
- Abattoir public de Bujumbura
- Antennes provinciales du plan
- Les DPAE ou la Direction des statistiques et informations agricoles

Références bibliographiques.

- Rapports annuels de la BRB
- Bulletins mensuels de la BRB

CHAPITRE X. TRANSPORT ET TELECOMMUNICATIONS

1. Description du secteur

Le secteur des transports comprend principalement le transport direct ou indirect de marchandises et de passagers. Le transport direct se rapporte au transport effectif de marchandises et de passagers par divers modes de transport tandis que le transport indirect se réfère aux services tels que la manutention réalisée lors de changements de modes, le guidage du trafic, les préparatifs de voyages, le courtage de fret, l'entreposage, etc.

Les services de transport se composent des transports terrestres, des transports maritimes, des transports aériens et des services auxiliaires des transports (la manutention et l'entreposage des marchandises, la gestion des gares, des ports et des aéroports et les autres activités d'appui aux transports terrestres, maritimes ou aériens, y inclus les agences de voyage et les activités d'assistance aux touristes).

Les statistiques de cette section se réfèrent à toutes ces activités qui sont en rapport du transport sans oublier les activités des agences de voyages

Les services de transport sont au coeur des activités économiques et la compétitivité globale d'une économie dépend en grande mesure de l'efficacité de son système de transports.

2. Transport international.

En matière de transport international, les données statistiques portent sur les importations réparties par postes d'entrées, entrées et sorties de marchandises au Port de Bujumbura ainsi que le trafic à l'aéroport international de Bujumbura.

Les données sur le trafic aérien sont fournies par la Régie des Services Aéronautiques (RSA). Ces données portent sur les passagers, les aéronefs, les bagages, le Fret et les envois postaux.

Les données montrent que les voies Centrales, Nord et Sud sont principalement utilisées pour le Transport International des marchandises tandis que la voie aérienne est employée pour le Transport des marchandises et des personnes.

3. Transport intérieur.

3.1. Infrastructure routière.

Sur le territoire Burundais, le réseau national routier comprend trois (3) catégories de routes qui se distinguent par l'importance du trafic.

Il y a :

- les routes nationales (R.N.) ;
- les routes provinciales (R.P.) ;
- les routes communales (R.C.).

Signalons que le répertoire des routes nationales et provinciales est constitué des routes butimés et en terre.

3.2. Parc automobile.

Le dépouillement des fiches des véhicules tenus au Département des Impôts pour le parc privé et au Ministère des transports et télécommunications pour le parc public, permet à l'ISTEEBU d'élaborer et de publier les données sur le parc automobile et ainsi acquérir des données chiffrées mensuelles et annuelles relatives aux véhicules immatriculés et aux véhicules en service. Les données sur le nombre de véhicules en service sont le résultat du parc existant à la fin de l'année précédente, ajouté aux nouvelles immatriculations de l'année en cours et de la soustraction des déclassements relevés au cours de cette période.

Le parc automobile est constitué du parc public et du parc privé qui englobent respectivement les véhicules de l'Etat et les véhicules appartenant aux particuliers, sociétés, organismes et Communautés privées.

Les statistiques du Parc Automobile renseignent d'une part sur les immatriculations, c'est-à-dire les nouveaux véhicules entrant en circulation et d'autre part sur le parc des véhicules en service.

Les tableaux publiés présentent la répartition du parc automobile et des immatriculations par grandes catégories de véhicules et par

marques, en différenciant les véhicules publics et les véhicules privés.

Pour de plus amples renseignements, le Centre National de Documentation Statistique (CNDS) de l'ISTEEBU dispose des publications spécifiques en rapport avec le Parc Automobile du Burundi.

4. Télécommunications.

Depuis 1990, les trafics téléphoniques, télégraphiques et télex sont exprimés en nombre de minutes. Les modifications s'avèrent donc indispensables dans la présentation des tableaux, c'est-à-dire que la structure, le contenu et l'intitulé des tableaux ont subi des changements. En outre, les données ne sont plus ventilées selon la catégorie d'utilisateurs à savoir les raccordements officiels, privés et de service.

Certains tableaux renseignent sur la capacité et le nombre d'abonnés au réseau téléphonique fixe et mobile, nombre d'opérateur téléphonie fixe ou mobile et nombre de fournisseur d'accès internet ainsi que sur l'évolution du chiffre d'affaires de l'Office National des Télécommunications (ONATEL).

Sources de documentation.

- Exploitation du Port de Bujumbura
- BRB
- Régie des Services Aéronautiques
- Direction Générale des Routes
- ONATEL
- ISTEEBU
- Régie National des Postes

- Air Burundi
- Conseil National de la Communication
- ARCT

Références bibliographiques.

- Parcs automobiles, publications ISTEERU.
- Rapports annuels de la BRB.

Tableau 10.16 Trafic des mandats postaux (montant en millier).

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Emis											
Nombre	1499	1 682	757	-	-	68	11,0	17,1	78,1	48,0	343,3
Montant	16 914,8	18 796,5	8 500,2	-	-	1 062,0	6,4	7,9	-	4,0	-
Payés											
Nombre	693	1 234	632	-	-	28	16,1	22,3	131,3	79,9	-
Montant	12 187,9	16 340,5	6 850,7	-	-	3 887,0	5 388,6	7 508,1	5 293,9	5 373,0	-

Source : Régie Nationale des Postes (R.N.P.)

Tableau 10.17. Evolution des recettes postales (montant en millier)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Montant perçu en franc burundais	4 296 768,9	5 466 924,9	5 642 906,6	7 370 304,0	7 310 341,8	7 963 930,1	8 913 079,0	8 896 171,0	9 452 288,0	6 114 708,0	1 645 364,4

Source : Régie Nationale des Postes (R.N.P.)

CHAPITRE XI : EAU, ENERGIE ET MINES.

1. Introduction.

L'énergie est un facteur essentiel pour la vie de l'homme. Elle s'est avérée depuis les temps immémoriaux comme un moyen, un élément-clé pour la satisfaction des besoins d'alimentation, pour l'amélioration du confort du cadre de vie, pour le développement des sociétés organisées.

Mais, il se fait que les principales formes d'énergie utilisées actuellement sont classées dans la catégorie des énergies non renouvelables. D'où un certain nombre de questions qui assaillent aussi bien les décideurs que les simples consommateurs ou le niveau de consommation de l'énergie. De nos jours, rares sont les activités humaines qui se font sans utilisation d'une quelconque forme d'énergie. Dans ce cas, y en a-t-il assez pour nous et pour les générations futures ? Les sources actuelles sont-elles suffisantes ? Quel est le prix réel de l'énergie consommée (quelque soit la forme) ?

La notion de système énergétique est essentielle car elle permet d'explicitier l'expression générale de *situation énergétique*. Connaître la situation énergétique d'un pays ou d'une région signifie expliquer ou tout au moins tenter d'expliquer de quelle façon sont accomplies les activités énergétiques et préciser le comportement des diverses catégories

d'acteurs en présence. Les réalisations des activités de production, de transformation et d'utilisation de l'énergie dépendent des acteurs qui y participent, de leur place dans le système énergétique, de leur rôle et des relations qui les lient en rapport avec l'organisation socio-économique de l'espace étudié.

Dans un système énergétique, la chaîne énergétique comprend trois grands ensembles :

- l'énergie primaire dans laquelle on pourrait retrouver le charbon, le pétrole, l'énergie nucléaire, l'énergie solaire, l'énergie hydraulique, le bois, etc.
- l'énergie secondaire qui est le résultat de la transformation de l'énergie primaire (le réseau de chaleur, le réseau de gaz, l'électricité, les combustibles liquides, les combustibles solides). Elle devient un vecteur pour satisfaire les besoins des populations.
- Quand à l'énergie utile, c'est après cette transformation et à travers le vecteur énergie secondaire que l'énergie primaire devient une énergie utile (travail, chaleur, lumière, etc.).

Le bilan énergétique est un cadre de synthèse des statistiques énergétiques qui présente une succession des étapes suivies par les flux énergétiques depuis la production jusqu'à l'utilisation. C'est-à-dire qu'il faut comprendre ce concept dans le sens comptable et non de rendement ; donc équilibré pour une région ou un pays entre les entrées et les sorties.

2. Description du secteur.

Le secteur de l'énergie ne joue pas un rôle très important dans l'économie burundaise. En 2005, la valeur ajoutée dégagée par cette branche d'activité économique est de 10.5 milliards de francs burundais. Ce qui représente 0.95% de la valeur ajoutée totale. Au delà de son poids économique, l'industrie de l'énergie est aussi un secteur clairement stratégique, à la base de pratiquement toute activité économique. La production, la distribution et l'utilisation de l'énergie ont en effet un impact énorme sur les environnements économique, physique, et social. L'énergie peut avoir une incidence sur la compétitivité des entreprises et sur le niveau de vie des ménages, mais elle soulève aussi des interrogations telles que les problèmes écologiques ou le développement durable, qui ne seront cependant pas abordés dans le cadre de cette publication.

On distingue différents types de consommation d'énergie. La consommation d'énergie primaire représente l'ensemble des énergies utilisées par les consommateurs ou utilisées comme facteurs de production d'autres formes d'énergie. Par exemple, la production d'électricité nécessite l'utilisation de combustibles tels que le biogaz ou le fuel-oil lourd.

D'autre part, on fait souvent référence à la "consommation intérieure brute d'énergie" qui est un élément essentiel du bilan énergétique. Ce terme correspond à la quantité d'énergie nécessaire à la

satisfaction de la consommation intérieure de l'entité géographique considérée, soit la somme de la consommation et des pertes de distribution et de transformation. Quant à l'expression "énergie disponible pour la consommation finale", elle fait référence à la somme de l'énergie utilisée par les consommateurs, y compris l'électricité générée à partir d'autres sources d'énergie, en excluant généralement les pertes de transformation et de distribution.

Les statistiques retenues se basent principalement sur l'énergie électrique et l'eau distribuées par la REGIDESO. D'autres statistiques de consommation de l'énergie électrique produite par des entreprises privées existent mais ne sont pas prises en compte dans ce chapitre. Sont mentionnées également dans ce chapitre des statistiques sur la consommation de l'énergie électrique produite par le Ministère en charge de l'environnement.

Il est à signaler qu'une partie de l'électricité distribuée par la REGIDESO est importée de la République Démocratique du Congo.

3. Production et distribution d'électricité.

Cette section couvre les activités de production, transport et distribution de l'électricité et comprend la production d'électricité par toutes les méthodes, y compris thermique, hydroélectrique ou diesel, renouvelables ainsi que le transport, la distribution et la fourniture d'électricité.

L'électricité est utilisée dans presque tous les

domaines de l'activité humaine et sa consommation est ainsi étroitement liée à l'activité économique. En raison du ralentissement économique dû à la crise que connaît le pays depuis 1993, une croissance négative a été enregistrée depuis 1995,

La plus grande partie de l'électricité est produite par les centrales hydroélectriques, tout en notant de passage qu'une autre est importée de la République Démocratique du Congo.

Pour ce qui est de la demande, l'électricité joue un rôle important dans tous les secteurs de demande d'énergie finale à l'exception de celui des transports où les produits pétroliers y jouent le monopole. Ainsi, pour l'année 2003, la plupart de la consommation électrique se concentre au niveau des ménages (48,4%) et le commerce (19,9%).

La croissance de la demande d'électricité a été plus rapide ces dernières années dans les secteurs résidentiel et commercial que dans l'industrie. Une augmentation du nombre d'appareils électriques ainsi que le développement de nouvelles applications spécifiquement électriques comme les ordinateurs personnels sembleraient être la principale cause de cette tendance.

4. Captage, épuration et distribution d'eau.

Le secteur couvert par cette section est défini comme le captage, l'épuration et la distribution d'eau dont le principal maître d'ouvrage et en même temps agence

d'exécution se trouve être la REGIDESO. Ce secteur ne comprend pas l'exploitation de systèmes d'irrigation pour l'agriculture ni le traitement des eaux usées à la seule fin de prévention de la pollution.

Les services de distribution d'eau potable sont assurés par la REGIDESO et le Ministère du Développement Communal .

Les facteurs qui influencent la demande d'eau potable sont l'évolution démographique, les habitudes de consommation, le climat, les structures de prix, le nombre et le type d'installations sanitaires et le développement industriel.

5. Extraction de produits miniers.

Ce paragraphe couvre l'extraction de tous les produits non énergétiques solides : extraction de minerais, extraction de matériaux de construction tels que le sable, l'argile et la chaux. Les produits non énergétiques sont utilisés pour la fabrication de métaux et de produits métalliques, de produits chimiques ainsi que dans l'ingénierie et la construction.

6. Quelques définitions.

Energie primaire

C'est toute forme d'énergie produite directement par la nature. Les exemples les plus évidents sont la houille, le lignite, le pétrole brut et le gaz naturel. Mais on compte également parmi les énergies primaires,

l'électricité d'origine hydraulique et nucléaire, l'énergie éolienne, l'énergie solaire, etc.

Energie secondaire.

C'est toute forme d'énergie résultant d'un processus de transformation.

Les exemples sont les dérivés du charbon, du gaz manufacturés, des produits pétroliers, de l'énergie électrique, etc.

Energie électrique produite (kwh).

- **brute** : elle est mesurée aux bornes de tous les groupes d'une centrale et elle comprend l'énergie électrique absorbée par les services auxiliaires et les pertes dans les transformateurs.
- **Nette** : elle s'entend mesurée à la sortie de la centrale, c'est-à-dire abstraction faite de la consommation des services auxiliaires et des pertes dans les transformateurs.
- **Finale** : les données concernant l'énergie fournie aux consommateurs. Par rapport à la consommation brute, l'énergie peut avoir subi des transformations, par exemple dans les centrales thermiques et les hauts-fourneaux.

Tension d'énergie électrique

Basse tension : 220 V/380 V

Moyenne tension : 15 kV/20 kV

Haute tension ; 65 kV/220 kV

Calorie.

Unité de quantité de chaleur, équivalent

à la quantité de chaleur nécessaire pour élever d'un degré Celsius la température d'un gramme d'eau (symbole : cal).

1 cal = 4,186 joule

1 kilocalorie ou kcal = 1000 calories

1 gigacalorie ou Gcal = 10^6 kcal

Joule

C'est l'unité de mesure de travail ; d'énergie ou de quantité de chaleur.

1 joule (J) = 0,2388 calories

1 Gigajoule ou GJ = 10^9 J = 10^6 kJ

Tec

La Tonne équivalent charbon est une unité qui permet de comptabiliser les différentes sources d'énergie en prenant comme point de référence leur contenu énergétique.

1 tec = 7 Gcal = 29,3 GJ

1 Mtec = 1 million de tec

1 tec = 0,7 tep

Kilowatt

C'est une unité de puissance égale à 1000 watts, utilisée principalement en électricité pour mesurer la puissance d'une installation de production.

Dans ce cas, on parle du kilowatt électrique qui s'écrit kWe. Ses multiples sont :

Le Megawatt (ou Mwe) = 10^3 kWe

Le Gigawatt (ou Gwe) = 10^6 kWe

Kilowatt-heure (ou kWh)

C'est l'unité d'énergie ou de travail.

C'est l'énergie produite ou consommée pendant une heure par une machine d'une puissance

d'un kilowatt. Les multiples utilisés sont le Gigawatt-heure (ou GWh) qui vaut un million de kilowatts heure (10^6 kWh) et le Terawatt heure (ou TWh) qui vaut un milliard de kilowatts heure (10^9 kWh)

$$1 \text{ kWh} = 860 \text{ Kcal} = 3600 \text{ KJ},$$

Nm³ de gaz.

1 Norme m³ (Nm³) = quantité de gaz sec qui à une température de 0°C et une pression absolue de 1,01325 bar occupe un espace de 1m³.

Pour le gaz H, 1 Nm³ a un pouvoir calorifique supérieur de 10.000 kcal = 41868 kJ.

Tep

Le Tonne équivalent pétrole est une unité qui permet de comptabiliser les différentes sources d'énergie en prenant comme point de référence leur contenu énergétique.

$$1 \text{ tep} = 10 \text{ Gcal} = 41,8 \text{ GJ}$$

$$1 \text{ Mtep} = 10^6 \text{ tep}$$

$$1 \text{ tep} = 1,43 \text{ tec.}$$

Tableau de conversion d'unités d'énergie et de travail

	kcal	kJ	GJ	Kwh	tec	tep	M ³ gazH
kcal	1	4,1868	$4,1868 \times 10^6$	$1,163 \times 10^6$	$0,143 \times 10^6$	10^7	10^4
KJ	0,2388	1	10^6	$0,278 \times 10^6$	$34,1 \times 10^3$	$23,9 \times 10^3$	$23,9 \times 10^6$
GJ	238 800	10^6 1 000 000	1	$0,278 \times 10^3$ 278	$34,1 \times 10^3$ 0,0341	$23,9 \times 10^3$ 0,0239	23,9
kWh	860	3.600	$3,6 \times 10^6$ 0,0036	1	$0,123 \times 10^3$	$0,086 \times 10^3$	0,086
Tec	7×10^6 7 000 000	$29,3 \times 10^6$ 29 300 000	29,3	8140	1	0,7	700
Tep	10×10^6 10 000 000	$41,8 \times 10^6$ 41 800 000	41,8	11 600	1,43	1	1 000
M ³ gaz H (PCS)	10^4 10.000	$41,8 \times 10^3$ 41 800	$41,8 \times 10^6$ 0,0418	11,6	$1,43 \times 10^3$	10^3	1

Sources de documentation.

- REGIDESO
- DGHER
- Ministère de l'énergie et mines
- ONATOUR
- SEP
- BRB

- Bilan énergétique et statistiques de l'eau, Ministère de l'énergie et mines, Direction générale de l'eau et de l'énergie,

Références bibliographiques.

- Rapports annuels de la BRB

Tableau 11.07. Evolution de la production et de la consommation d'électricité au Burundi (en GWh).

Désignations	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Production	111,4	116,4	241,4	245,4	246,0	263,9	264,5	257,4	287,4	259,4	316,1	337,9
Consommation	206,4	206,7	189,2	199,3	199,7	205,5	228,7	183,4	208,4	186,4	219,6	251,0

N.B. : L'unité est le MWh.
Source : REGIDESO.

Tableau 11.08. Evolution des pertes sur le réseau REGIDESO.

Désignations	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Production (MWh)	-	-	241,4	245 406	245 975	263 883	264 453	257 370	287 442	259 334	316 093	337 931
Consommation (MWh)	-	-	189,2	199 292	199 672	205 451	228 670	183 390	208 308	186 369	219 618	251 035
Perte (%)	-	-	21,68%	18,79%	18,82%	22,14%	13,53%	28,74%	27,53%	28,14%	30,52%	25,71%

Source : REGIDESO.

Tableau 11.09. Evolution des énergies électriques importées et consommées.

Désignations	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Energie importée	96 158	81 700	99 436	104 121	104 310	103 229	91 097	91 690	119 932	85 239	83 736	81 993
Energie consommée	161 717	165 763	189 128	199 292	125 424	134 545	228 670	183 390	208 308	186 369	219 618	251 035

N.B. : L'unité est le MWh.
Source : REGIDESO.

Tableau 11.10. Bagasse et énergie produite à la SOSUMO

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Bagasse produite (en Tonnes)	46 810	35 369	48 991	60 962	63 413	70287	58 020	57 117	61 496	60 913	50 862	48 942
Energie (en Kwh)	4849710	5943800	4678140	5 723 780	5 690 661	6 868 090	5 821 710	5 802 637	6 631 520	6 585 610	5 669 020	5 425 500
Vapeur (Tonne)	82 981	61 292	68 561	97 722	98 474	121 371	102 731	97 979	106 661	110 929	-	-

Source : SOSUMO

CHAPITRE XII. PRIX ET INDICES DES PRIX.

I. PRESENTATION.

1. Introduction.

L'indice des prix à la consommation figure parmi les indicateurs principaux qui permettent d'apprécier la situation économique d'ensemble et de décider des mesures qu'elle appelle.

L'indice des prix à la consommation est un instrument de mesure qui fournit une estimation de l'évolution d'ensemble des prix des biens et services figurant dans la consommation des ménages.

"Il n'est peut-être pas au monde de phénomène plus universellement ressenti que la hausse des prix de détail". Si seulement on pouvait s'accoutumer à un niveau stable des prix ! Mais ces prix ont le plus souvent une fâcheuse tendance à s'élever. Leur niveau même, ainsi que leur hausse, ne cessent d'être perçus comme contraires à l'intérêt, le plus évident des consommateurs.

2. Les indices des prix.

Les statistiques sur les indices des prix qui sont publiées dans ce chapitre portent sur les prix à la consommation des ménages de Bujumbura avec comme base 100 en Décembre 2013. Cette base a été mise en place après l'enquête 1-2-3 de 2008.

3. Les prix à la consommation et à la production.

Les sources de données sur les prix sont :

- les estimations des prix de l'enquête 1-2-3 de 2008;
- les relevés des prix se font sur tout le territoire national par les biais des bureaux provinciaux de l'ISTEEBU ;
- les relevés des prix en provinces pour plusieurs produits vivriers ;

4. Utilisation de l'indice.

Les utilisations de l'indice sont de trois types : conjoncturelle, comptable et sociale.

L'utilisation conjoncturelle est celle qu'en font les responsables et les observateurs de l'évolution économique pour apprécier à tout instant l'intensité des hausses (baisses) de prix, c'est-à-dire de l'inflation.

L'utilisation comptable de l'indice est évoquée ici dans ses grandes lignes. Dans les comptes économiques, la consommation des ménages est exprimée en valeur ; c'est-à-dire en francs courants (francs de l'année en cours). Or, l'évolution de la dépense globale de consommation dépend de deux séries de facteurs : d'une part, les variations des prix des différents biens et services consommés, et d'autre part, les modifications dans les quantités achetées et la nature des produits, ce qu'on appelle le volume de la consommation. En termes d'indices, on a l'égalité : Indice de la consommation en valeur \times 100 = Indice de la

consommation en volume x Indice des prix à la consommation.

L'utilisation sociale de l'indice est celle qui intervient, explicitement ou implicitement, dans les négociations salariales. L'indice intervient en outre dans le processus de revalorisation du SMIG entre deux révisions annuelles, ainsi qu'à des indexations diverses.

II. DEFINITION.

Prix.

Le prix est défini comme la valeur d'une unité de produit dont les quantités sont parfaitement homogènes non seulement en termes physiques, mais également du point de vue d'un certain nombre de caractéristiques qualitatives.

Prix d'acquisition.

Le prix d'acquisition représente le montant effectif payé par l'acheteur au moment de l'achat d'un produit. Il comprend les éventuels impôts moins les subventions sur les produits (excepté toutefois les taxes déductibles, telles que la TVA sur les produits), ainsi que les éventuels frais de transport acquittés séparément par l'acheteur pour prendre possession des produits au moment et au lieu voulu. Il tient aussi compte des remises accordées en cas d'achats en grande quantité ou à prix réduit, mais exclut les intérêts ou les services qui viennent s'ajouter en cas d'octroi d'un crédit, de même que les éventuelles charges supplémentaires supportées en cas de défaut de paiement dans le délai convenu.

Prix de base.

Le prix de base correspond au montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, le cas échéant, diminué des impôts à payer moins les subventions à recevoir du fait de la production ou de la vente de cette unité (en d'autres termes, diminué des impôts sur les produits moins les subventions sur les produits). Le prix de base exclut les éventuels frais de transport facturés séparément par le producteur. Il inclut par contre les éventuelles marges de transport apparaissant sur la facture établie par le producteur, même si c'est sous un poste séparé.

Taux d'inflation.

C'est le taux moyen annuel d'accroissement des prix. Il est mesuré par la croissance du facteur déflateur implicite du PIB pour chacune des périodes considérées. Le déflateur du PIB est calculé dans un premier temps en divisant, pour chaque année de la période considérée, la valeur actuelle du PIB par sa valeur constante en monnaie nationale.

Comme les autres, cette mesure de l'inflation a ses limites, mais elle a l'avantage de rendre compte des fluctuations annuelles des prix de tous les biens et services produits dans une économie.

Indice des prix à l'importation.

C'est un indicateur qui mesure la variation moyenne des prix des produits importés généralement d'une année à l'autre.

Indice des prix à l'exportation.

C'est un indicateur qui mesure la variation moyenne des prix des produits exportés généralement d'une année à l'autre.

Indice des termes de l'échange.

C'est le rapport entre l'indice des prix à l'exportation sur l'indice des prix à l'importation.

Sources de documentation.

- Institut de Statistiques et d'Etudes
Economiques du Burundi

Références bibliographiques.

- Bulletins mensuels des prix à la consommation des ménages de Bujumbura

Tableau 12.02. Prix moyen à la consommation des ménages (suite)

Code	Produit	2017	2018	2019
0813	Téléphone, télégraphe, connexion internet			
08131	Communication téléphonique			
081311120	ONAMOB vers Econet LEO	1 Minute	198	198
081311130	ONAMOB vers Ouganda	1 Seconde	180	180
081311140	ONAMOB vers Afrique du sud	1 Seconde	180	180
081311150	ONAMOB vers Belgique	1 Seconde	188	188
081311160	ONAMOB vers Washington	1 Seconde	150	150
081311170	LUMITEL vers LUMITEL Heure normale	1 Minute	96	96
081311180	LUMITEL vers Opérateur Fixe	1 Minute	96	96
081311190	LUMITEL vers ONAMOB	1 Minute	198	198
081311200	LUMITEL vers Econet LEO	1 Minute	198	198
081311210	LUMITEL vers Ouganda	1 Minute	420	420
081311220	LUMITEL vers Afrique du sud	1 Seconde	180	180
081311230	LUMITEL vers Belgique	1 Seconde	188	188
081311240	LUMITEL vers Washington	1 Seconde	150	150
081312010	Opérateur (ONATEL) Fixe vers Opérateur Fixe Heure normale	1 Minute	36	36
081312020	Opérateur (ONATEL) Fixe vers LUMITEL	1 Minute	158	158
081312030	Opérateur (ONATEL) Fixe vers ONAMOB	1 Minute	72	72
081312040	Opérateur (ONATEL) Fixe vers ECONET LEO	1 Minute	186	186
081312050	Opérateur (ONATEL) Fixe vers Ouganda	1 Minute	210	290
081312060	Opérateur (ONATEL) Fixe vers Afrique du sud	1 Seconde	120	120
081312070	Opérateur (ONATEL) Fixe vers Belgique	1 Seconde	188	188
081312080	Opérateur (ONATEL) Fixe vers Etats Unis (Washington).	1 Seconde	120	120
08132	Frais de connexion internet et assimilés			
081321010	Frais de connexion internet dans un cybercafé	1 Heure	900	900
081321020	Achat prépayées ECONET-LEO pour l'Internet-bouquet 100Mb-7 jours	1 bouquet	2 500	2 500
081321030	Achat prépayées ECONET-LEO pour l'Internet-bouquet 500Mb-15 jours	1 bouquet	5 000	5 000
081321040	Achat prépayées ECONET -LEO pour l'Internet-bouquet 5Gb -30 jours	1 bouquet	22 000	22 000
081321050	Achat prépayées LUMITEL pour l'Internet-Bouquet 100Mb - 7 jours	1 bouquet	1 000	1 000
081321060	Achat prépayées LUMITEL pour l'Internet-Bouquet 550Mb -30 jours	1 bouquet	5 000	5 000
081321070	Achat prépayées LUMITEL pour l'Internet-Abonnement 1,2Gb-30 jours	1 bouquet	20 000	20 000
081321080	Achat prépayées ONAMOB pour l'Internet 100Mb-7jours	1 bouquet	1 000	1 000
081321090	Achat prépayées ONAMOB pour l'Internet 5Gb-30jours	1 bouquet	5 000	5 000
081321100	Achat prépayées ONAMOB pour l'Internet 10Gb-30 jours	1 bouquet	10 000	10 000
127112100	Frais d'établissement d'un laissé passer pour l'EAC	1 Service	500	-
127112110	Frais d'établissement d'un laissé passer pour les Pays membres de la CEPGL	1 Service	-	-

Source: ISTEERU

CHAPITRE XIII. COMMERCE EXTERIEUR ET AIDES.

I. PRESENTATION.

1. Source de données.

A partir de janvier 1993, grâce à l'informatisation des services de Douane (SYDONIA), les déclarations d'importations et d'exportations sont saisies directement à la douane au lieu d'être transmises à la BRB pour le traitement. Les fichiers ainsi constitués sont transmis chaque mois à l'ISTEEBU qui se charge du contrôle des fichiers, des apurements éventuels et de l'édition des tableaux statistiques. Toutefois, en attendant que l'ISTEEBU puisse être complètement équipé, le Département des Douanes édite, sur demande, les données du Commerce Extérieur qu'on lui demande.

2. Territoire douanier et système de commerce.

Le territoire douanier correspond au territoire national. L'enregistrement des données correspond au système du Commerce spécial, c'est-à-dire que les importations portent sur les marchandises dédouanées mises en consommation tandis que les exportations portent sur les marchandises d'origine nationale et sur les produits en libre circulation.

3. Classification des marchandises.

La diversité des marchandises échangées est regroupée sous la nomenclature du système harmonisé (SH). Le Système harmonisé est conçu par l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD). C'est un système qui permet le regroupement des produits selon une classification standardisée comprenant des positions à 2 chiffres (SH2), à 4 chiffres (SH4), à 6 chiffres (SH6) et à 8 chiffres (SH8). Généralement, les deux premiers indiquent le numéro de chapitre et les deux suivants l'ordre numérique dans lequel la position apparaît dans le chapitre.

4. Valeurs et quantités utilisées.

A l'importation, les marchandises sont évaluées à leur valeur CAF tandis qu'à l'exportation, elles sont comptabilisées à leur valeur FAB.

5. Pays partenaires commerciaux.

Ici on s'intéresse aux pays de provenance pour les importations et aux pays de destination pour les exportations.

II. DEFINITIONS.

Exportations de biens et services :

Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde, c'est-à-dire les marchandises, le transport des biens et des personnes, l'assurance, les redevances de brevets et de licences et les autres services. Cette statistique ne comprend pas les revenus du travail ou du patrimoine (anciennement appelés services

facteurs). Les données sont recueillies dans les rapports mensuels et annuels de la BRB.

Exportations de marchandises.

Biens fournis au reste du monde. Englobent, entre autres transactions, les exportations de produits primaires et de produits manufacturés.

Exportations de produits primaires.

Englobent, selon la classification type pour le commerce international (CTC), les exportations de produits alimentaires, de produits agricoles, de matières, de combustibles, de minerais et de métaux.

Importations de biens et services.

Valeur de tous les biens et services marchands achetés au reste du monde, c'est-à-dire les marchandises, le transport des biens et personnes, l'assurance, les redevances de brevets et de licences et les autres services. Cette statistique ne comprend pas les revenus du travail ou du patrimoine (anciennement appelés services facteurs).

Termes de l'échange.

Les termes de l'échange sont définis comme le rapport des indices de la valeur unitaire à l'exportation et à l'importation.

Sources de documentation.

- Ministère des finances et de la planification du développement économique
- Ministère de l'Intérieur
- Ministère de la Sécurité publique
- Département des Finances Communales

Références bibliographiques.

- Lois budgétaires
- Bulletins mensuels de la BRB
- Rapports annuels de la BRB
- Bulletin de la conjoncture de l'ISTEEBU

Tableau 13.01: Evolution du commerce extérieur

Rubriques	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Importations							
Quantité (tonnes)	476 304	520 680	356 012	368 337	822 513	976 697	1 143 866
Valeur (MFBU)	1 166 233	1 212 171	885 413	1 039 585	1 307 188	1 414 687	1 638 421
Exportations							
Quantité (tonnes)	40 592	78 718	79 127	81 005	92 599	103 222	107 827
Valeur (MFBU)	305 251	219 012	178 939	219 155	258 526	321 283	333 784

Source : de 2006 à 2012 (BRB), de 2013 à 2019 (ISTEEBU)

Tableau 13.10: Evolution des Exportations par produits en valeur (en millions de FBU) (suite)

Description	Code HS4	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Barres en fer ou en aciers non allies, simplement forgees, laminees ou filees a chaud ai	7214	2 687	1 943	1 200	15 814	-	5 943
Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur de 600 mm ou plus	7219	478	-	-	-	-	-
Autres tubes, tuyaux et profiles creux (soudees, rives, agrafes ou a bords simplement rap	7306	-	-	-	-	-	0
Accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, par exemple), en fonte, fer ou ac	7307	-	129	-	-	-	12
Constructions et parties de constructions (ponts et elements de ponts, portes d'ecluses,	7308	-	-	-	1 776	314	1
Reservoirs, foudres, cuves et recipients similaires pour toutes matieres (a l'exception	7309	-	-	-	-	-	229
Reservoirs, futs, tambours, bidons, boites et recipients similaires, pour toutes matiere	7310	-	-	-	127	-	4
Recipients pour gaz comprimés ou liquefies, en fonte, fer ou acier	7311	465	324	182	1 177	-	5
Torons, cables, tresses, elingues et articles similaires, en fer ou en acier, non isoles	7312	-	-	-	808	-	-
Articles de menage ou d'economie domestique et leurs parties, en fonte, fer ou acier; pa	7323	336	161	-	398	-	16
Dechets et debris d'aluminium	7602	-	-	-	1 733	592	199
Toles et bandes en aluminium, d'une epaisseur excedant 0,2 mm	7606	-	-	-	-	-	5
Tantale et ouvrages en tantale, y compris les dechets et debris	8103	-	120	-	-	-	-
Beryllium, chrome, germanium, vanadium, gallium, hafnium (celtium), indium, niobium (co	8112	286	181	102	-	-	-
Outils et outillage a main (y compris les diamants de vitriers) non denommes ni compris	8205	-	-	-	251	-	7
Outils interchangeableables pour outillage a main, mecanique ou non, ou pour machines-outils	8207	338	-	-	387	-	15
Cadenas, serrures et verrous (a clef, a secret ou electriques), en metaux communs; fermo	8301	-	-	-	101	-	2
Pompes pour liquides, meme comportant un dispositif mesureur; elevateurs a liquides	8413	-	-	-	140	-	20
Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur a moteu	8415	-	-	-	132	-	3
Refrigerateurs, congelateurs-conservateurs et autres materiel, machines et appareils pou	8418	-	-	-	103	227	96
Centrifugeuses, y compris lesessoreuses centrifuges; appareils pour la filtration ou l'	8421	-	-	-	392	-	1
Machines a laver la vaisselle; machines et appareils servant a nettoyer ou a secher les	8422	1 030	-	-	-	-	26
Appareils mecaniques (meme a main) a projeter, disperser ou pulveriser des matieres liqu	8424	-	-	-	146	-	3
Bigues; grues et blondins; ponts roulants, portiques de dechargement ou de manutention,	8426	362	-	227	-	-	-
Bouteurs (bulldozers), bouteurs biais (angledozers), niveleuses, decapeuse (scrapers), p	8429	1 893	198	1 644	5 365	210	2 183
Autres machines et appareils de terrassement, nivellement, decapage, excavation, compact	8430	-	197	-	1 751	198	19
Parties reconnaissables comme etant exclusivement ou principalement destinees aux machin	8431	-	116	-	148	-	69
Machines et appareils servant a l'impression au moyen de caracteres d'imprimerie, cliche	8443	-	-	-	141	-	10
Machines (y compris les unites d'usinage a glissieres) a percer, aleser, fraiser, filete	8459	-	-	-	870	-	41
Machines (y compris les presses) a forger ou a estamper, moutons, marteaux-pilons et mar	8462	318	-	-	-	-	-
Parties et accessoires reconnaissables comme etant exclusivement ou principalement desti	8466	565	-	-	-	-	-
Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unites; lecteurs magnetiqu	8471	-	150	-	1 024	-	34
Parties et accessoires (autres que les coffrets, housses et similaires) reconnaissables	8473	-	-	-	153	-	0
Machines et appareils a trier, cribler, separer, laver, concasser, broyer, melanger ou m	8474	420	-	-	114	-	1 661
Machines et appareils pour le travail du caoutchouc ou des matieres plastiques ou pour l'	8477	-	-	-	269	-	-

 Source : *ISTEEBU*

Tableau 13.11: Evolution des Exportations par produits en quantité (Tonnes)

Description	Code HS4	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Poissons vivants	0301	7	8	3	-	-	-
Poissons seches, sales ou en saumure; poissons fumes, meme cuits avant ou pendant le fum	0305	83	-	-	-	-	1
Ivoire, ecaille de tortue, fanons (y compris les barbes) de baleine ou d'autres mammifer	0507	-	-	-	37	-	19
Autres plantes vivantes (y compris leurs racines), boutures et greffons; blanc de champi	0602	-	-	-	47	-	50
Tomates, a l'etat frais ou refrigeré	0702	197	473	-	-	-	0
Autres legumes, a l'etat frais ou refrigeré	0709	133	100	-	-	-	0
Legumes a cosse secs, ecosses, meme decortiques ou casses	0713	-	-	-	149	-	15
Bananes, y compris les plantains, fraiches ou seches	0803	-	-	843	746	1 769	591
Dattes, figues, ananas, avocats, goyaves, mangues et mangoustans, frais ou secs	0804	-	-	1 312	4 479	2 700	4 728
Agrumes, frais ou secs	0805	-	454	-	62	-	10
Autres fruits, frais	0810	392	184	155	36	67	64
Cafe, meme torrefie ou decaffeine; coques et pellicules de cafe; succedanes du cafe conte	0901	15 159	13 663	16 943	13 914	18 399	22 916
The, meme aromatise	0902	11 320	11 062	10 965	10 202	10 495	10 086
Froment (ble) et meteil	1001	492	-	-	-	-	1
Mais	1005	-	-	-	-	571	-
Farines de froment (ble) ou de meteil	1101	6 654	8 925	9 578	15 876	17 779	19 174
Farines de cereales autres que de froment (ble) ou de meteil	1102	-	-	-	31	-	1
Gruaux, semoules et agglomerés sous forme de pellets, de cereales	1103	-	-	-	-	-	-
Malt, meme torrefie	1107	-	-	-	-	200	-
Graines de tournesol, meme concassees	1206	-	-	-	298	804	1 047
Autres graines et fruits oleagineux, meme concassees	1207	-	-	-	843	-	945

Source : ISTEERU

Tableau 13.11: Evolution des Exportations par produits en quantité (Tonnes)

Description	Code HS4	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple), en matiere	3917	112	-	-	2	-	2
Articles de transport ou d'emballage, en matieres plastiques; bouchons, couvercles, caps	3923	1 605	1 043	1 048	1 482	354	158
Articles d'equipement pour la construction, en matieres plastiques, non denommes ni comp	3925	54	44	-	-	-	54
Tubes et tuyaux en caoutchouc vulcanise non durci, meme pourvus de leurs accessoires (jo	4009	-	-	-	0	-	-
Pneumatiques neufs, en caoutchouc	4011	24	31	-	-	-	116
Articles d'hygiene ou de pharmacie (y compris les tetines), en caoutchouc vulcanise non	4014	2	-	-	-	-	-
Cuir et peaux bruts de bovins(y compris les buffles) ou d'equides (frais ou sales,seche	4101	429	1 952	661	340	-	-
Peaux brutes d'ovins (fraiches, ou salees, sechees, chaulees, picklees ou autrement cons	4102	-	112	-	-	-	-
Autres cuirs et peaux bruts(frais, ou sales, seches, chaules, picklees ou autrement conse	4103	-	365	72	-	-	12
Cuir et peaux tannes ou en croute de bovins(y compris les buffles) ou d'equides, epiles	4104	539	837	-	164	95	120
Peaux tannees ou en croute, d'ovins, epilees, meme refendues, mais non autrement prepare	4105	73	-	-	375	-	-
Cuir et peaux epiles d'autres animaux et peaux d'animaux depourvus de poils, tannes ou	4106	87	156	189	95	229	133
Cuir prepare apres tannage ou apres desechement et cuirs et peaux parchemines, d'ovins,	4112	22	-	-	-	-	-
Cuir prepares apres tannage ou apres dessechement et cuirs peaux parchemines, d'autres	4113	54	57	-	48	958	539
Bois bruts, meme ecorces, desaubieres ou equarris	4403	-	55	-	390	-	-
Papier a cigarettes, meme decoupe a format ou en cahiers ou en tubes	4813	75	-	-	-	-	0
Registres, livres comptables, carnets (de notes, de commandes, de quittances), agendas,	4820	-	-	-	3	-	12
Livres, brochures et imprimes similaires, meme sur feuilletts isoles	4901	-	-	-	21	20	8
Autres imprimes, y compris les images, les gravures et les photographies	4911	-	-	-	2	-	0
Coton, carde ou peigne	5203	53	-	-	-	-	-
Tissus de coton, contenant au moins 85% en poids de coton, d'un poids n'excédant pas 200	5208	-	-	-	-	-	-
Autres tissus de coton	5212	-	-	-	-	54	52
Cables de filaments artificiels	5502	-	-	-	-	-	-
Fils a coudre de fibres synthetiques ou artificielles discontinues, meme conditionnes po	5508	-	-	-	4	-	-
Filets a mailles nouees, en nappes ou en pieces, obtenus a partir de ficelles, cordes ou	5608	-	-	-	19	-	1
Vetements confectionnes en produits des nã 5602, 5603, 5903, 5906 ou 5907	6210	-	-	-	4	-	1
Baches et stores d'exterieur; tentes; voiles pour embarcations, planches a voile ou char	6306	8	-	-	21	-	3
Articles de friperie	6309	305	-	137	146	295	500
Carreaux et dalles de pavement ou de revetement, vernisses ou emailles, en ceramique; cu	6908	-	-	-	15	-	13
Vaisselle, autres articles de menage ou d'economie domestique et articles d'hygiene ou d	6912	-	-	-	4	-	5
Calcin et autres dechets et debris de verre; verre en masse	7001	-	4 740	-	-	-	-
Bonbonnes, bouteilles, flacons, bocaux, pots, emballages tubulaires, ampoules et autres	7010	2 371	2 348	2 052	2 837	675	2 754
Or (y compris l'or platine), sous formes brutes ou mi-ouvrees, ou en poudre	7108	1	0	0	1	2	2
Dechets et debris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles); dechets lingotes en fer ou e	7204	6 621	4 571	-	1 866	1 024	152
Fer et aciers non allies en lingots ou autres formes primaires, a l'exclusion du fer du	7206	-	-	-	54	-	5
Demi-produits en fer ou en aciers non allies	7207	-	-	-	-	879	540
Produits laminés plats, en fer ou en aciers non allies, d'une largeur de 600 mm ou plus,	7210	81	111	-	-	277	66

Source : ISTEEDU

Tableau 13.11: Evolution des Exportations par produits en quantité (Tonnes)

Description	Code HS4	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Barres en fer ou en aciers non allies, simplement forgees, laminees ou filees a chaud ai	7214	2 692	1 717	1 573	1 812	-	6 229
Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur de 600 mm ou plus	7219	176	-	-	-	-	-
Autres tubes, tuyaux et profils creux (soudees, rives, agrafes ou a bords simplement rap	7306	-	-	-	-	-	0
Accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, par exemple), en fonte, fer ou ac	7307	-	17	-	-	-	2
Constructions et parties de constructions (ponts et elements de ponts, portes d'ecluses,	7308	-	-	-	40	134	0
Reservoirs, foudres, cuves et recipients similaires pour toutes matieres (a l'exception	7309	-	-	-	-	-	13
Reservoirs, futs, tambours, bidons, boites et recipients similaires, pour toutes matiere	7310	-	-	-	5	-	14
Recipients pour gaz comprimes ou liquefies, en fonte, fer ou acier	7311	113	74	58	99	-	15
Torons, cables, tresses, elingues et articles similaires, en fer ou en acier, non isoles	7312	-	-	-	17	-	-
Articles de menage ou d'economie domestique et leurs parties, en fonte, fer ou acier; pa	7323	28	14	-	2	-	12
Dechets et debris d'aluminium	7602	-	-	-	511	1 824	628
Toles et bandes en aluminium, d'une epaisseur excedant 0,2 mm	7606	-	-	-	-	-	1
Tantale et ouvrages en tantale, y compris les dechets et debris	8103	-	2	-	-	-	-
Beryllium, chrome, germanium, vanadium, gallium, hafnium (celtium), indium, niobium (co	8112	881	847	529	-	-	-
Outils et outillage a main (y compris les diamants de vitriers) non denommes ni compris	8205	-	-	-	1	-	3
Outils interchangeableables pour outillage a main, mecanique ou non, ou pour machines-outils	8207	2	-	-	7	-	2
Cadenas, serrures et verrous (a clef, a secret ou electriques), en metaux communs; fermo	8301	-	-	-	0	-	1
Pompes pour liquides, meme comportant un dispositif mesureur; elevateurs a liquides	8413	-	-	-	1	-	4
Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur a moteu	8415	-	-	-	4	-	2
Refrigerateurs, congelateurs-conservateurs et autres materiel, machines et appareils pou	8418	-	-	-	3	33	58
Centrifugeuses, y compris les essoreuses centrifuges; appareils pour la filtration ou l'	8421	-	-	-	0	-	1
Machines a laver la vaisselle; machines et appareils servant a nettoyer ou a secher les	8422	23	-	-	-	-	2
Appareils mecaniques (meme a main) a projeter, disperser ou pulveriser des matieres liqui	8424	-	-	-	0	-	1
Bigues; grues et blondins; ponts roulants, portiques de dechargement ou de manutention,	8426	24	-	35	-	-	-
Bouteurs (bulldozers), bouteurs biais (angledozers), niveleuses, decapeuse (scrapers), p	8429	305	21	548	99	89	275
Autres machines et appareils de terrassement, nivellement, decapage, excavation, compact	8430	-	43	-	19	7	6
Parties reconnaissables comme etant exclusivement ou principalement destinees aux machin	8431	-	25	-	0	-	0
Machines et appareils servant a l'impression au moyen de caracteres d'imprimerie, cliche	8443	-	-	-	4	-	4
Machines (y compris les unites d'usinage a glissieres) a percer, aleser, fraiser, filete	8459	-	-	-	23	-	11
Machines (y compris les presses) a forger ou a estamper, moutons, marteaux-pilons et mar	8462	6	-	-	-	-	-
Parties et accessoires reconnaissables comme etant exclusivement ou principalement desti	8466	24	-	-	-	-	-
Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unites; lecteurs magnetiqu	8471	-	4	-	2	-	1
Parties et accessoires (autres que les coffrets, housses et similaires) reconnaissables	8473	-	-	-	3	-	0
Machines et appareils a trier, cribler, separer, laver, concasser, broyer, melanger ou m	8474	26	-	-	3	-	275
Machines et appareils pour le travail du caoutchouc ou des matieres plastiques ou pour l'	8477	-	-	-	4	-	-

Source : ISTEEDU

Tableau 13.11: Evolution des Exportations par produits en quantité (Tonnes)

Description	Code HS4	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Machines et appareils mecaniques ayant une fonction propre, non denommes ni compris aill	8479	9	-	62	-	-	25
Chassis de fonderie; plaques de fond pour moules; modeles pour moules; moules pour les m	8480	-	-	-	8	-	-
Moteurs et machines generatrices, electriques, a l'exclusion des groupes electrogenes	8501	-	3	-	19	-	40
Groupes electrogenes et convertisseurs rotatifs electriques	8502	-	21	-	3	52	28
Parties reconnaissables comme etant exclusivement ou principalement destinees aux machin	8503	-	-	-	10	-	3
Transformateurs electriques, convertisseurs electriques statiques (redresseurs, par exem	8504	-	-	11	-	-	3
Accumulateurs electriques, y compris leurs separateurs, meme de forme carree ou rectangu	8507	4	-	-	-	-	240
Appareils electriques d'eclairage ou de signalisation (a l'exclusion des articles du nâ°	8512	-	-	-	-	-	-
Fours electriques industriels ou de laboratoires, y compris ceux fonctionnant par induct	8514	-	76	136	-	-	0
Machines et appareils pour le brasage ou le soudage (meme pouvant couper), electriques (8515	-	-	-	1	-	6
Appareils electriques pour la telephonie ou la telegraphie par fil, y compris les appare	8517	-	31	3	1	4	6
Tourne-disques, electrophones, lecteurs de cassettes et autres appareils de reproduction	8519	1	-	-	-	-	-
Supports prepares pour l'enregistrement du son ou pour enregistrements analogues, mais n	8523	-	-	-	0	-	1
Appareils d'emission pour la radiotelephonie, la radiotelegraphie, la radiodiffusion ou	8525	1	1	-	2	-	1
Appareils recepteurs de television (y compris les moniteurs video et les projecteurs vid	8528	-	-	-	2	21	11
Appareillage pour la coupure, le sectionnement, la protection, le branchement, le raccor	8536	-	-	-	-	-	4
Tableaux, panneaux, consoles, pupitres, armoires (y compris les armoires de commande num	8537	-	-	-	11	-	-
Lampes, tubes et valves electroniques a cathode chaude, a cathode froide ou a photocatho	8540	-	-	-	-	-	-
Isolateurs en toutes matieres pour l'electricite	8546	-	-	-	-	-	1
Dechets et debris de piles,de batteries de piles et d'accumulateurs electriques;piles et	8548	510	588	-	1 056	1 065	996
Wagons pour le transport sur rail de marchandises	8606	-	-	-	-	-	-
Tracteurs (a l'exclusion des chariots-tracteurs du nâ° 8709)	8701	-	-	-	29	-	14
Vehicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus	8702	12	12	-	-	-	5
Voitures de tourisme et autres vehicules automobiles principalement concus pour le trans	8703	222	137	58	72	93	52
Vehicules automobiles pour le transport de marchandises	8704	490	48	178	68	111	110
Vehicules automobiles a usages speciaux, autres que ceux principalement concus pour le t	8705	54	-	40	35	-	13
Parties et accessoires des vehicules automobiles des nâ° 8701 a 8705	8708	-	12	-	2	93	173
Motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles equipes d'un moteur auxiliaire, avec o	8711	14	25	22	42	-	3
Parties et accessoires des vehicules des nâ° 8711 a 8713	8714	-	-	-	-	33	67
Remorques et semi-remorques pour tous vehicules; autres vehicules non automobiles; leurs	8716	-	-	-	-	-	172
Parties des appareils des nâ° 8801 ou 8802	8803	-	-	-	0	1	1
Appareils et dispositifs pour le lancement de vehicules aeriens; appareils et dispositif	8805	-	-	-	0	-	-
Bateaux de peche; navires-usines et autres bateaux pour le traitement ou la mise en cons	8902	-	-	-	7	-	-

Source : ISTEERBU

Tableau 13.11: Evolution des Exportations par produits en quantité (Tonnes)

Description	Code HS4	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Appareils et materiel pour laboratoires photographiques ou cinematographiques (y compris	9010	-	-	-	-	1	2
Instruments et appareils de geodesie, de topographie, d'arpentage, de nivellement, de ph	9015	1	-	-	-	-	2
Instruments et appareils pour la medecine, la chirurgie, l'art dentaire ou l'art veteri	9018	1	-	-	16	5	0
Oscilloscopes, analyseurs de spectre et autres instruments et appareils pour la mesure	9030	-	0	-	-	-	0
Instruments et appareils pour la regulation ou le controle automatiques	9032	-	-	-	0	-	-
Autres meubles et leurs parties	9403	-	-	-	32	-	82
Sommiers; articles de literie et articles similaires (matelas, couvre-pieds, edredons, c	9404	49	40	54	25	61	26
Appareils d'eclairage (y compris les projecteurs) et leurs parties, non denommes ni comp	9405	-	-	-	2	-	0
Balais et brosses, meme constituant des parties de machines, d'appareils ou de vehicules	9603	-	41	-	491	-	893
Assortiments de voyage pour la toilette des personnes, la couture ou le nettoyage des ch	9605	68	211	-	44	42	42
Mannequins et articles similaires; automates et scenes animees pour etalages	9618	-	-	-	4	-	1
Effets personnels	9801	-	-	-	-	-	-
TOTAL	Autres	7 626	6 008	8 015	1 098	8 474	3 549
		86 219	88 749	82 261	92 599	103 222	107 827

Source : ISTEERU

Tableau 13.13 : Les réexportations en valeur (en millions de FBU) (suite)

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
Description							
Dechets et debris d'aluminium	7602	-	-	-	108,6	582,4	199
Toles et bandes en aluminium, d'une epaisseur excedant 0,2 mm	7606	-	-	-	-	-	-
Outils interchangeable pour outillage a main, mecanique ou non, ou pour machines-outils	8207	338,3	-	-	-	-	15
Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur a moteu	8415	-	-	-	-	-	3
Refrigerateurs, congelateurs-conservateurs et autres materiel, machines et appareils pou	8418	-	-	-	-	227,0	66
Machines a laver la vaisselle; machines et appareils servant a nettoyer ou a secher les	8422	1 030,4	-	-	-	-	1
Bigues; grues et blondins; ponts roulants, portiques de dechargement ou de manutention,	8426	361,9	-	226,8	-	-	-
Bouteurs (bulldozers), bouteurs biaux (angledozers), niveleuses, decapouse (scrapers), p	8429	1 893,4	197,6	1 567,6	298,8	210,3	905
Autres machines et appareils de terrassement, nivellement, decapage, excavation, compact	8430	-	197,5	-	-	-	-
Parties reconnaissables comme etant exclusivement ou principalement destinees aux machin	8431	-	115,5	129,4	-	-	1
Machines (y compris les presses) a forger ou a estamper, moutons, marteaux-pilons et mar	8462	307,7	-	-	-	-	-
Parties et accessoires reconnaissables comme etant exclusivement ou principalement desti	8466	564,9	-	-	-	-	-
Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unites; lecteurs magnetiqu	8471	-	150,0	117,6	-	-	23
Machines et appareils a trier, cribler, separer, laver, concasser, broyer, melanger ou m	8474	321,6	-	-	-	-	1 661
Machines et appareils mecaniques ayant une fonction propre, non denommes ni compris aill	8479	229,3	-	113,7	-	-	581
Moteurs et machines generatrices, electriques, a l'exclusion des groupes electrogenes	8501	-	256,5	-	-	-	9
Groupes electrogenes et convertisseurs rotatifs electriques	8502	-	152,1	101,1	-	-	218
Parties reconnaissables comme etant exclusivement ou principalement destinees aux machin	8503	-	-	-	249,9	-	0
Accumulateurs electriques, y compris leurs separateurs, meme de forme carree ou rectangu	8507	113,6	-	-	-	-	119
Fours electriques industriels ou de laboratoires, y compris ceux fonctionnant par induct	8514	-	178,0	213,9	-	-	1
Machines et appareils pour le brasage ou le soudage (meme pouvant couper), electriques (8515	-	-	-	192,9	-	2
Appareils electriques pour la telephonie ou la telegraphie par fil, y compris les appare	8517	-	524,8	824,2	-	137,4	125
Appareils electriques d'eclairage ou de signalisation (a l'exclusion des articles du nâ°	8512	-	-	-	-	-	-
Tourne-disques, electrophones, lecteurs de cassettes et autres appareils de reproduction	8519	655,6	-	-	-	-	-
Appareils d'emission pour la radiotelephonie, la radiotelegraphie, la radiodiffusion ou	8525	342,2	197,7	-	-	-	56
Appareils recepteurs de television (y compris les moniteurs video et les projecteurs vid	8528	-	-	-	-	147,0	19
Appareillage pour la coupure, le sectionnement, la protection, le branchement, le raccor	8536	-	-	-	-	-	3
Lampes, tubes et valves electroniques a cathode chaude, a cathode froide ou a photocatho	8540	-	-	-	-	-	-
Dechets et debris de piles,de batteries de piles et d'accumulateurs electriques;piles et	8548	-	161,9	676,2	413,3	382,4	362
Wagons pour le transport sur rail de marchandises	8606	-	-	-	-	-	-
Vehicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus	8702	222,5	109,8	-	-	-	76
Voitures de tourisme et autres vehicules automobiles principalement concus pour le trans	8703	1 809,4	2 019,9	2 190,0	823,2	1 627,8	683
Vehicules automobiles pour le transport de marchandises	8704	1 810,8	-	770,6	107,0	322,9	242
Vehicules automobiles a usages speciaux, autres que ceux principalement concus pour le t	8705	283,0	-	866,4	138,1	-	281
Parties et accessoires des vehicules automobiles des nâ° 8701 a 8705	8708	-	128,1	-	-	160,8	140

 Source : *ISTEEBU*

Tableau 13.13 : Les réexportations en valeur (en millions de FBU) (suite)

		2014	2015	2016	2017	2018	2019
Description							
Motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec o	8711	229,6	330,8	479,8	219,0	-	6
Parties et accessoires des véhicules des n° 8711 à 8713	8714	-	-	-	-	117,1	76
Remorques et semi-remorques pour tous véhicules; autres véhicules non automobiles; leurs	8716	-	-	-	-	-	5
Parties des appareils des n° 8801 ou 8802	8803	-	-	-	-	1 036,7	1
Appareils et dispositifs pour le lancement de véhicules aériens; appareils et dispositif	8805	-	-	-	142,5	-	-
Appareils et matériel pour laboratoires photographiques ou cinématographiques (y compris	9010	-	-	-	-	3 086,8	28
Instruments et appareils de géodésie, de topographie, d'arpentage, de nivellement, de ph	9015	268,8	-	-	-	-	55
Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie, l'art dentaire ou l'art vétérinaire	9018	-	-	-	1 468,8	495,6	-
Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques (polarimètres, réfractomètres	9027	-	-	119,8	-	-	42
Oscilloscopes, analyseurs de spectre et autres instruments et appareils pour la mesure o	9030	-	343,1	-	-	-	-
Balais et brosses, même constituant des parties de machines, d'appareils ou de véhicules	9603	-	207,7	-	-	-	1
Sommiers; articles de literie et articles similaires (matelas, couvre-pieds, edredons, c	9404	180,4	-	-	-	-	4
Assortiments de voyage pour la toilette des personnes, la couture ou le nettoyage des ch	9605	282,0	1 062,6	848,6	366,7	249,5	162
Effets personnels	9801	57,1	-	-	-	-	-
Autre		2 515,0	2 698,2	1 677,1	1 807,9	1 644,0	1 554
TOTAL		23 027,1	16 201,5	19 740,4	8 523,2	26 167,1	21 602

Source : ISTEEDU

Tableau 13.14 : Les réexportations en quantité (Tonnes)

Description	Code HS4	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café; succédanés							
du café conte	0901	581,5	966,5	21,3	621	917,7	153,2
The, même aromatisé	0902	-	111,8	-	-	-	0,6
Froment (ble) et meteil	1001	49	-	-	-	-	-
Mais	1005	-	-	-	-	57,8	-
Malt, même torréfié	1107	-	-	-	-	2	-
Extraits de malt; préparations alimentaires de farines, semoules, amidons, féculés ou ex	1901	-	-	21,9	-	-	0,7
Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs	2106	-	15,2	39,9	-	-	6,5
Bières de malt	2203	-	-	-	-	115,9	28,7
Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80 % vol ou plus; al	2207	319,2	-	-	-	-	-
Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80 % vol; e	2208	-	-	-	-	-	28,2
Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succéd	2402	-	13,4	-	-	-	0,1
Ciments hydroliques (y compris les ciments non pulvérisés dits clinkers")	2523	-	-	-	-	94	205,0
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, autres que les huiles brutes; préparations	2710	772,4	491,8	2921,4	448,7	62,7	3 681,2
Composés à autres fonctions azotées	2929	-	-	-	-	17,5	-
Médicaments (à l'exclusion des produits des nâ° 3002, 3005 ou 3006) constitués par des pr	3004	-	-	2,9	-	-	0,0
Mélanges de substances odoriférantes et mélanges (y compris les solutions alcooliques) a	3302	-	4	-	-	-	-
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques; bouchons, couvercles, caps	3923	54,6 6	-	-	69,5	-	9,6
Pneumatiques neufs, en caoutchouc	4011	-	13,0	-	-	-	108,6
Articles d'hygiène ou de pharmacie (y compris les tétines), en caoutchouc vulcanisé non	4014	2	-	-	-	-	-
Baches et stores d'extérieur; tentes; voiles pour embarcations, planches à voile ou char	6306	7,0	-	-	21,2	-	3,3
Articles de friperie	6309	259,7	-	136,8	126,6	278,2	492,5
Cheveux remis, amincis, blanchis ou autrement préparés; laine, poils et autres matières	6703	-	-	33,5	-	-	-
Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches et articles analogues en cheveux, poils ou ma	6704	-	-	124,2	-	-	-
Calcin et autres déchets et débris de verre; verre en masse	7001	-	4739,8	-	-	-	-
Bonbonnes, bouteilles, flacons, bocal, pots, emballages tubulaires, ampoules et autres	7010	278,8	434,6	389,0	394,7	174,8	753,5
Or (y compris l'or platine), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre	7108	0,5	-	-	-	-	0,0
Déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles); déchets lingots en fer ou e	7204	6331,9	4364,0	3939,9	1371,9	-	-
Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus,	7210	-	67,1	59,5	-	-	3,0
Barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou fileées à chaud ai	7214	772	96,9	-	-	-	2,0
Produits laminés plats en aciers inoxydables, d'une largeur de 600 mm ou plus	7219	53,2	-	-	-	-	-
Autres tubes, tuyaux et profils creux (soudeés, rives, agrafes ou à bords simplement rap	7306	-	-	-	-	-	0,0
Constructions et parties de constructions (ponts et éléments de ponts, portes d'écluses,	7308	-	-	-	39,2	13,7	-
Réservoirs, foudres, cuves et récipients similaires pour toutes matières (à l'exception	7309	-	-	-	-	-	0,2
Récipients pour gaz comprimés ou liquéfiés, en fonte, fer ou acier	7311	44,8	-	-	-	-	14,6
Articles de ménage ou d'économie domestique et leurs parties, en fonte, fer ou acier; pa	7323	27,3	13,4	-	-	-	12,0

Source : ISTEEDU

Tableau 13.14 : Les réexportations en quantité (Tonnes) (suite)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Description						
Dechets et debris d'aluminium	7602	-	-	35,3	1797,3	627,6
Toles et bandes en aluminium, d'une epaisseur excédant 0,2 mm	7606	-	-	-	-	-
Outils interchangeables pour outillage a main, mecanique ou non, ou pour machines-outils	8207	1,9 8	-	-	-	1,5
Machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur a moteu	8415	-	-	-	-	2,3
Refrigerateurs, congelateurs-conservateurs et autres materiel, machines et appareils pou	8418	-	-	-	32,5	44,1
Machines a laver la vaisselle; machines et appareils servant a nettoyer ou a secher les	8422	22,575	-	-	-	1,9
Bigues; grues et blondins; ponts roulants, portiques de dechargement ou de manutention,	8426	24,14	-	35,0	-	-
Bouteurs (bulldozers), boteurs biaux (angledozers), niveleuses, decapeuse (scrapers), p	8429	3 5,154	21,3	469,5	82,4	89,3
Autres machines et appareils de terrassement, nivellement, decapage, excavation, compact	8430	-	43	-	-	-
Parties reconnaissables comme etant exclusivement ou principalement destinees aux machin	8431	-	25,0	5,5	-	0,1
Machines (y compris les presses) a forger ou a estamper, moutons, marteaux-pilons et mar	8462	2,824	-	-	-	-
Parties et accessoires reconnaissables comme etant exclusivement ou principalement desti	8466	24,13	-	-	-	-
Machines automatiques de traitement de l'information et leurs unites; lecteurs magnetiqu	8471	-	4,4	1,2	-	0,5
Machines et appareils a trier, cribler, separer, laver, concasser, broyer, melanger ou m	8474	9,341	-	-	-	274,7
Machines et appareils mecaniques ayant une fonction propre, non denommes ni compris aill	8479	9	-	62,2	-	24,9
Moteurs et machines generatrices, electriques, a l'exclusion des groupes electrogenes	8501	-	3,1	-	-	12,5
Groupes electrogenes et convertisseurs rotatifs electriques	8502	-	14,9	18,0	-	28,3
Parties reconnaissables comme etant exclusivement ou principalement destinees aux machin	8503	-	-	-	1,3	3,0
Accumulateurs electriques, y compris leurs separateurs, meme de forme carree ou rectangu	8507	4,295	-	-	-	239,6
Fours electriques industriels ou de laboratoires, y compris ceux fonctionnant par induct	8514	-	76,0	135,6	-	0,2
Machines et appareils pour le brasage ou le soudage (meme pouvant couper), electriques (8515	-	-	-	0,4	5,6
Appareils electriques pour la telephonie ou la telegraphie par fil, y compris les appare	8517	-	31,2	3,2	3,9	6,2
Appareils electriques d'eclairage ou de signalisation (a l'exclusion des articles du nâ°	8512	-	-	-	-	-
Tourne-disques, electrophones, lecteurs de cassettes et autres appareils de reproduction	8519	0,52	-	-	-	-
Appareils d'emission pour la radiotelephonie, la radiotelegraphie, la radiodiffusion ou	8525	0,523	0,7	-	-	0,5
Appareils recepteurs de television (y compris les moniteurs video et les projecteurs vid	8528	-	-	-	21,2	10,8
Appareillage pour la coupure, le sectionnement, la protection, le branchement, le raccor	8536	-	-	-	-	4,2
Lampes, tubes et valves electroniques a cathode chaude, a cathode froide ou a photocatho	8540	-	-	-	-	-
Dechets et debris de piles,de batteries de piles et d'accumulateurs electriques:piles et	8548	-	197,2	71,8	132, 9	165, 3
Wagons pour le transport sur rail de marchandises	8606	-	-	-	-	970,3
Vehicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus	8702	11,695	9,6	-	-	5,4
Voitures de tourisme et autres vehicules automobiles principalement concus pour le trans	8703	152,51	127,2	126,4	65,6	83,3
Vehicules automobiles pour le transport de marchandises	8704	48, 3 8	-	117,6	68,2	14,3
Vehicules automobiles a usages speciaux, autres que ceux principalement concus pour le t	8705	53,5	-	25,0	35,3	12,5
Parties et accessoires des vehicules automobiles des nâ° 8701 a 8705	8708	-	11,4	-	-	93,3

Source : ISTEERBU

Tableau 13.19: Répartition des IPF selon les branches d'activités en Millions BIF

	2013	2014
ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	3 259,8	5 454,3
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	712,4	712,4
ACTIVITES DE FABRICATION	14,7	14,6
INFORMATION ET COMMUNICATION	14,6	11,8
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	3,2	114,2
CONSTRUCTION	3,2	3,2
ACTIVITES ARTISTIQUES, SPORTIVES ET RECREATIVES	1,5	1,8
Total	4 009,4	6 312,3

Source: ISTEERBU/Enquête sur les investissements directs étrangers (EIDEB)

Tableau 13.20: Répartition Géographique des IDE en millions de BIF

Pays d'origine	2013	2014
TANZANIE	125 420,0	141 510,8
Belgique	71 874,3	114 005,0
AFRIQUE DU SUD	47 518,2	25 287,8
RWANDA	22 792,4	34 673,9
KENYA	21 613,1	4 047,8
France	20 696,3	32 675,1
NIGERIA	13 320,7	14 499,6
ILE MAURICE	11 895,8	894,2
TOGO	9 004,5	13 436,0
MALI	8 906,8	60 329,8
OMAN	8 202,3	12 949,8
INDE	5 945,6	17 886,9
ITALIE	2 521,1	7 141,8
HOLLANDE	2 335,9	3 687,8
CROATIE	2 076,9	3 279,0
CHINE	1 954,5	3 085,7
SUISSE	1 055,7	1 452,3
CANADA ET ENGLETERRE	915,0	1 329,6
CANADA	424,7	322,9
UGANDA	359,6	441,7
UGANDA ET KENYA	104,1	-
FRANCE ET ITALIE	96,7	152,7
ESPAGNE	88,9	167,3
Total	379 123,1	493 257,5

Source: ISTEERBU/Enquête sur les investissements directs étrangers (EIDEB)

Tableau 13.21: Répartition des IDE selon leurs catégories en millions de BIF

	2013	2014
Actions ou autre titre de participation	226 731,5	285 136,7
Achat d'actions et autres créances dividendes et intérêts payés	9 493,6	14 988,4
Bénéfices réinvestis	534,7	563,0
Emprunts	2 400,5	5 186,0
Depôts	65 530,0	108 092,1
Autres	73 416,9	89 201,3
	1 113,5	90,0
Total	379 220,7	503 257,5

Source: ISTEERBU/Enquête sur les investissements directs étrangers (EIDEB)

Tableau 13.22: Répartition des IDE selon les branches d'activités en Millions BIF

	2013	2014
ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE	182 877,1	291 896,0
TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE	132 722,6	123 725,4
ACTIVITES DE FABRICATION	26 796,2	32 460,0
COMMERCE	25 042,9	44 315,1
INFORMATION ET COMMUNICATION	6 354,1	5 795,1
HEBERGEMENT ET RESTAURATION	4 553,9	4 314,5
CONSTRUCTION	601,1	560,3
ACTIVITES ARTISTIQUES, SPORTIVES ET RECREATIVES	153,0	170,1
ACTIVITES EXTRACTIVES	22,2	20,7
Total	379 123,1	503 257,2

Source: ISTEERBU/Enquête sur les investissements directs étrangers (EIDEB)

CHAPITRE XIV. BALANCE DES PAIEMENTS.

I. PRESENTATION.

La balance des paiements enregistre toutes les opérations internationales d'un pays donné avec le reste du monde, ce qui équivaut à l'ensemble des opérations entre résidents et non-résidents de ce pays. La balance des paiements comporte la balance des transactions courantes et la balance des investissements et autres opérations en capital.

Les transactions, pour la plupart entre résidents et non-résidents, sont celles qui portent sur les biens, services et revenus ; celles qui font naître des créances financières sur le reste du monde ou des engagements financiers envers celui-ci et celles qui, telles les donations, sont considérées comme des transferts, pour lesquels il y a lieu de passer des contre-écritures de manière à solder les transactions à sens unique.

Ces opérations, enregistrées selon un système de comptabilité en partie double, concernent les biens, les services, les transferts, les prêts ou emprunts, les valeurs boursières, les devises, etc.

Les échanges internationaux de services apparaissent dans les statistiques de la balance des transactions courantes et relèvent de la

rubrique des "invisibles". La balance des transactions courantes est la seule source de données comparables sur les échanges transfrontaliers de services.

La balance des paiements est élaborée par la BRB pour retracer l'ensemble des transactions économiques entre les résidents et les non-résidents de l'économie au cours d'une période donnée. Cela est fait sur base des relevés des transactions de change, des dons, des données du commerce extérieur, etc.

Signalons que la nomenclature utilisée est celle proposée par le Fonds Monétaire International (FMI). Pour la définition précise des différents postes de la balance des paiements, il convient donc de se référer aux définitions formelles du FMI.

Les données élaborées se rapportent en fait à une balance des règlements, c'est-à-dire les échanges entre les résidents et les non-résidents sont saisis au moment de leurs règlements.

Les tableaux suivants présentent:

- l'évolution des recettes et dépenses en devises;
- l'évolution des principales rubriques de la balance des règlements ;
- la situation détaillée de la balance de règlements ;
- le relevé des transactions de change.

II. DEFINITION.

Transaction.

Une transaction est un flux économique découlant de la création, de la transformation, de l'échange,

du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique et faisant intervenir le transfert de propriété de biens ou d'actifs financiers, la prestation de services ou la fourniture de travail et de capital.

Services.

Selon la définition du "System of National Accounts" (Système de Comptabilité Nationale), on entend par services des entités non séparées sur lesquelles des droits de propriété peuvent être établis.

Leur vente et leur production sont nécessairement liées. Les services sont des réponses hétérogènes à des commandes et consistent généralement en une modification de la situation des unités de consommation induite par les activités des producteurs en réponse à une demande des consommateurs. Ils doivent avoir été fournis au consommateur dès lors que la production est achevée.

La production de services doit être entendue comme limitée aux activités qui peuvent être réalisées par une unité au profit d'une autre.

Dans le cas contraire, les entreprises de services ne connaîtraient aucun développement et il n'y aurait pas de marché pour les services. Il est aussi envisageable qu'une unité produise un service pour son compte propre, étant entendu que ce type d'activité aurait pu être réalisé par une autre unité.

Transferts courants.

Les transferts courants sont tous ceux qui ne font pas intervenir i) le transfert de propriété d'un actif fixe, ii) le transfert de fonds lié ou subordonné à l'acquisition ou à la cession d'un actif fixe, iii) la remise, sans contrepartie, d'une dette par un créancier.

Sources de documentation.

- Ministère des finances et de la planification du développement économique
- Ministère de l'Intérieur
- Ministère de la Sécurité publique
- Département des Finances Communales

Références bibliographiques.

- Lois budgétaires
- Bulletins mensuels de la BRB
- Rapports annuels de la BRB

Indicateurs macroéconomiques selon le compte auquel ils font référence.

Concepts	Indicateurs	Observations
1. Besoins de financements de la balance des paiements.	Déficit qui se dégage entre les besoins des réserves et le solde global (y compris les financements extérieurs).	Avant la négociation du financement, le besoin apparaît, mais après, il ne doit plus apparaître.
2. Niveau des réserves.	Réserves nettes de la Banque Centrale (BRB) exprimées en équivalent de mois d'importation de biens et services non facteurs.	Pour un pays enclavé (comme le Burundi), le niveau souhaitable des réserves sera plus élevé que pour un pays dont l'approvisionnement est plus facile.
3. Déficit commercial.	Déficit commercial en pourcentage du PIB marchand.	Cet indicateur qui ne tient compte que des importations et des exportations de marchandises valorisées toutes deux sur une base FOB devrait diminuer au fil des temps.
4. Déficit du compte courant.	Déficit du compte courant hors transferts officiels en pourcentage du PIB marchand.	En plus des importations et exportations des marchandises, cet indicateur qui tient également compte des services (nets) et des transferts (nets) devrait diminuer.
5. Service de la dette.	Ratio de la dette extérieure et des exportations des biens et services non facteurs.	Lorsque le ratio est élevé, cela signifie qu'une partie trop importante des recettes en devises est élaborée par le remboursement de la dette extérieure.
6. Encours de la dette.	Encours de la dette extérieure en pourcentage du PIB marchand.	Cet indicateur sert à mesurer le niveau d'endettement extérieur. L'endettement excessif réduit la crédibilité du pays face aux bailleurs de fonds étrangers.

CHAPITRE XV. LES FINANCES PUBLIQUES.

I. PRESENTATION.

Les statistiques des finances publiques présentées dans cette édition reposent essentiellement sur les opérations relatives à l'exécution du budget ainsi que sur la dette publique. Il nous paraît également important d'inclure dans ce chapitre les budgets des collectivités (communes) qui sont des entités financièrement autonomes.

1. Le budget ordinaire.

Le budget ordinaire appelé aussi budget de fonctionnement a pour objet d'assurer la bonne marche des services de l'Etat et est géré par le Ministère des Finances Publiques. Ses recettes proviennent : des recettes fiscales, recettes non fiscales, des dons, des produits financiers et des produits exceptionnels.

Quant à ces dépenses elles sont principalement constituées de dépenses courantes et des dépenses en capitales.

- Dépenses courantes destinées à la rémunération du personnel et à l'achat des biens et services d'une part, à couvrir les subsides et transferts, les prêts nets et le remboursement de la dette publique d'autre part.
- Dépenses de financement affectées à l'amortissement de la dette publique (intérieure et extérieure) et à la liquidation d'impayés.

Notons que les données sur ces dépenses se rapportent aux paiements et font abstraction des engagements non liquidés.

2. Budget extraordinaire et d'investissement (B.E.I.).

Le budget extraordinaire et d'investissement est un budget orienté vers les différents investissements publics. Les ressources du B.E.I. proviennent principalement des bénéfices cédés annuellement par la Banque de la République du Burundi et des recettes du porte-feuille des entreprises publiques et para-étatiques. Les taxes de développement sur le café et sur la bière qui autrefois faisaient partie des ressources du B.E.I. ont été supprimées depuis 1986.

Le Budget Extraordinaire et d'Investissement a cependant bénéficié des recettes importantes provenant du Fonds Industriel, Artisanal et Social ainsi que du Fonds Routier National. Les dépenses du B.E.I. constituent généralement des contreparties aux financements extérieurs (emprunts ou dons). Les dépenses sont regroupées suivant leur nature en services généraux, sociaux et économiques.

3. Dette publique.

Les données sur la dette publique présentent l'encours et le service de la dette tant intérieur qu'extérieur.

La dette publique intérieure est constituée essentiellement par les avances accordées par la Banque de la République du Burundi, les bons du Trésor souscrits par les organismes

financiers, les tiers émis par le Trésor sous-forme de bons d'investissement et souscrits par les Banques Commerciales et autres.

Quand à la dette publique extérieure, elle se répartit en la dette directe contractée par l'Etat en vue de financer les projets et la dette indirecte qui représente les emprunts des établissements publics ou d'économie mixte contractés sous la garantie de l'Etat.

4. Budget des communes

Les données sur les budgets des communes sont fournies par le Ministère de l'Intérieure et de la Formation Patriotique.

II. DEFINITION.

Recettes publiques.

Les recettes publiques incluent toutes les recettes non remboursables de l'Etat, avec ou sans contrepartie, autres que les recettes non obligatoires, non remboursables, sans contrepartie, provenant d'autres administrations (locales ou étrangères) et des institutions internationales.

Dépenses publiques.

Les dépenses publiques englobent les paiements non remboursables par l'Etat, avec ou sans contrepartie, et au titre de

fonctionnement ou d'équipement. Les paiements des dons ou les transferts à d'autres gouvernements sont inclus dans ces dépenses.

Sources de documentation.

- Ministère des finances
- Ministère de l'Intérieur et de la Formation Patriotique.
- Département des Finances Communales

Références bibliographiques.

- Lois budgétaires
- Bulletins mensuels de la BRB
- Rapports annuels de la BRB
- Rapports annuels des recettes et des dépenses des communes

Indicateurs macroéconomiques selon le compte auquel ils font référence.

Concepts	Indicateurs	Observations
1. Financement intérieur bancaire.	Financement intérieur bancaire (net) du déficit global.	Ce type de financement comprend les avances de la Banque centrale (BRB), les certificats ou bons du trésor achetés par le système bancaire. Compte tenu des effets inflationnistes inhérents à un financement bancaire, il est toujours préférable d'exploiter d'abord les possibilités de financement non bancaire.
2. Epargne publique.	Solde courant en pourcentage du PIB marchand.	Cette épargne qui est dégagée par le surplus des recettes courantes par rapport aux dépenses courantes doit être suffisante pour permettre le financement d'une partie des investissements publics.
3. Epargne publique propre.	Solde courant hors dons en pourcentage du PIB marchand.	Contrairement à l'épargne publique tout court, l'épargne publique propre ne comporte pas les dons courants venus de l'extérieur. Une épargne publique propre importante permet de limiter le recours aux financements extérieur et intérieur.
4. Déficit global (caisse).	Déficit ou surplus global (caisse) en pourcentage du PIB marchand.	Il s'agit du solde de toutes les opérations courantes et en capital, ainsi que des prêts nets corrigés par la variation des arriérés.
5. Déficit global (engagements et hors dons).	Déficit global (engagements et hors dons) en pourcentage du PIB marchand.	Le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale préfèrent cet indicateur au précédent parce qu'il montre le déficit qui résulterait des programmes de dépenses publiques si les dons qui les financent en partie faisaient défaut.

Tableau 15.12 Evolution des dépenses d'investissement des communes (en milliers de FBU) (suite)

		2016	2017
Provinces	Communes		
Muramvya	Bukeye	185 384	502 316
	Kiganda	132 010	-
	Mbuye	160 633	399 495
	Muramvya	409 200	503 114
	Rutegama	344 334	545 713
	Total	1 231 561	1 950 638
Mwaro	Bisoro	42 349	431 726
	Gisozi	3 937	526 343
	Kayokwe	277 884	374 621
	Ndava	184 751	287 510
	Nyabihanga	240 185	363 087
	Rusaka	7 309	254 294
	Total	756 415	2 237 581
Muyinga	Buhinyuza	183 594	539 781
	Butihinda	434 675	509 064
	Gashoho	205 467	451 093
	Gasorwe	143 919	495 277
	Giteranyi	241 183	451 903
	Muyinga	175 502	491 654
	Mwakiro	185 977	407 312
	Total	1 570 318	3 346 084
Ngozi	Busiga	162 433	439 801
	Gashikanwa	195 604	379 181
	Kiremba	302 321	116 035
	Marangara	-	422 555
	Mwumba	68 652	497 532
	Ngozi	166 335	646 795
	Nyamurenza	-	353 695
	Ruhororo	108 334	425 203
	Tangara	87 228	391 228
	Total	1 090 906	3 672 025
Rumonge	Bugarama	72 340	267 771
	Burambi	292 656	504 685
	Buyengeru	89 922	284 177
	Muhuta	278 763	319 957
	Rumonge	440 228	582 941
	Total	1 173 910	1 959 531
Rutana	Bukemba	230 011	734 257
	Giharo	407 802	531 625
	Gitanga	231 491	338 029
	Mpinga	87 796	541 639
	Musongati	67 594	551 122
	Total	1 024 695	3 434 719
Ruyigi	Butaganzwa	38 447	213 875
	Butezi	177 324	668 359
	Bweru	390 002	192 586
	Gisuru	236 304	428 368
	Kinyinya	223 654	437 076
	Nyabitsinda	348 574	315 096
	Ruyigi	417 099	475 633
	Total	1 831 405	2 730 994
TOTAL GENERAL		23 928 183	58 084 712

Source : Département des Finances Communales.

CHAPITRE XVI : MONNAIE ET CREDIT.

I. PRESENTATION.

Les statistiques monétaires et financières sont élaborées par la Banque de la République du Burundi (B.R.B.) qui a pour mission de centraliser l'ensemble des données provenant des établissements financiers. Ces données portent sur:

1. Les ressources du système bancaire constituées par les disponibilités monétaires (circulation fiduciaire hors banques, dépôts à terme et d'épargne). L'ensemble de ces disponibilités monétaires et quasi-monétaires constituent la masse monétaire.
2. Les contreparties des ressources monétaires qui permettent de cerner les origines de la création monétaire et englobent les avoirs extérieurs nets (création monétaire d'origine externe) ainsi que les crédits intérieurs nets (créances nettes sur l'Etat, créances sur l'économie).
3. La répartition des dépôts à vue et à terme par catégorie des détenteurs (particuliers, entreprises privées, organismes publics et autres détenteurs).
4. Les risques du système financier qui comprennent les crédits distribués à l'économie et les engagements par signature. Les crédits à l'économie sont ventilés selon leur durée en crédits à court terme, à moyen terme et à long terme.
5. L'évolution des crédits distribués à l'économie.

6. Les cours de change moyens des principales monnaies échangées sur le territoire national depuis 1990.

II. DEFINITION.

Taux de change.

Les taux de change, exprimés en unité de monnaie nationale par rapport aux devises, sont indiqués comme des taux de fin de période et des moyennes sur la période des taux de change du marché et des taux officiels. Le taux de marché est défini comme le taux déterminé grosso modo par les forces du marché ; et le taux officiel est celui fixé par les autorités.

Masse monétaire.

La masse monétaire au sens strict (M1) comprend les dépôts transférables et la circulation fiduciaire hors banques. La masse monétaire au sens large (M2) comprend la monnaie (M1) et la quasi-monnaie. Les changements annuels intervenus dans M2 sont calculés à partir des chiffres en fin de période. La quasi-monnaie englobe les dépôts à terme, les dépôts d'épargne et les dépôts en devises.

Sources de documentation.

- Ministère des Finances
- Département des Finances Communales

Références bibliographiques.

- Bulletins mensuels de la BRB
- Rapports annuels de la BRB

CHAPITRE XVII. COMPTES ECONOMIQUES.

I. PRESENTATION.

L'objectif principal de la comptabilité nationale est de pouvoir faire une présentation de données d'origine statistique visant à retracer, de façon cohérente et intégrée, l'ensemble des aspects économiques relatifs aux unités qui composent l'économie nationale.

Les comptes économiques burundais sont établis selon le système de comptabilité nationale 1993 (SCN93), mis au point par la Division Statistique des Nations Unies.

Les résultats détaillés sont présentés chaque année dans le document "Comptes Economiques du Burundi".

Les comptes nationaux décrivent des phénomènes économiques relatifs aux unités localisées sur le territoire qualifié de "territoire économique".

Les comptes nationaux font l'objet, pour chaque année, de plusieurs évaluations successives. Les versions provisoires reposent largement sur des estimations issues de statistiques provisoires ou incomplètes. Au fur et à mesure de l'arrivée de nouvelles sources statistiques, les comptes sont révisés. Ceci conduit à deux versions semi-définitives puis à un compte définitif qui ne peut être révisé que lors d'un changement de base ultérieur. Afin de mieux apprécier les évolutions, la variation des

opérations sur biens et services est analysée en deux composantes :

- l'évolution des prix, sensée retracer les variations de cette nature touchant des produits de qualité comparable dans le temps et dans l'espace ;
- les variations de volume qui ne se réduisent donc pas à des variations de quantités puisqu'elles incorporent des modifications de qualité.

Les comptes économiques à prix constants sont des comptes dans lesquels on cherche à éliminer l'effet de la variation des prix. On mesure pour cela les flux aux prix d'une année de référence ou bien on corrige les mesures faites aux prix courants (prix de l'année considérée) par un indice de prix approprié.

Actuellement, les comptes à prix constant sont établis au prix de 2005.

II. DEFINITION.

La production est l'activité économique socialement organisée consistant à créer des biens et des services s'échangeant habituellement sur le marché et/ou obtenus à partir de facteurs de productions s'échangeant sur le marché.

La production est marchande lorsqu'elle s'échange ou est susceptible de s'échanger sur un marché à un prix tel que l'on puisse considérer qu'il vise au moins à couvrir les coûts de production. Tous les biens sont considérés comme marchands.

Les services marchands sont tous les services pouvant faire l'objet de vente et d'achat sur le

marché et qui sont produits par une unité marchande, c'est-à-dire dont les ressources proviennent pour la grande partie de la vente de sa production.

La production de services non marchands comprend les services fournis par les administrations publiques et privées à la collectivité dans son ensemble ou à des groupes particuliers de ménages, à titre gratuit ou quasi-gratuit ainsi que les services produits par les ménages à titre d'employeur de personnel domestique.

Les importations de biens et de services comprennent tous les biens, neufs ou existants qui, à titre onéreux ou gratuit, entrent définitivement sur le territoire économique en provenance du reste du monde (RDM) et tous les services fournis par des unités non résidentes à des unités résidentes. Elles comprennent également une rubrique d'ajustement regroupant tous les biens et services consommés par les résidents dans le reste du monde. Elles sont mesurées CAF (Coût, assurance, fret), c'est-à-dire au coût d'entrée des marchandises à leur point d'entrée au Burundi, assurance et fret compris.

Les consommations intermédiaires représentent la valeur des biens, autre que les biens de capital fixe, et des services marchands consommés au cours de la période, dans le processus courant de production. Elles sont calculées au prix d'acquisition hors TVA déductible.

La consommation finale représente la valeur des biens et des services utilisés pour la satisfaction directe des besoins humains, besoins individuels ou collectifs.

La formation brute de capital fixe représente la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production. La FBCF des ménages dans le cadre de leur activité domestique ne concerne que l'acquisition ou la production pour leur propre compte de logements. Tous les autres achats de biens durables par les ménages (en dehors des achats de biens d'équipements par les entreprises individuelles) sont traités en consommation finale. Elle est calculée au prix d'acquisition hors TVA déductible pour les biens achetés et au prix départ-usine pour les biens produits pour leur propre compte.

Les variations de stocks comprennent tous les biens autres que les biens de capital fixe, détenus à un moment donné par les unités de production. Elle est calculée au prix de production pour les variations de stocks de produits finis ou en cours chez les producteurs, ou au prix d'acquisition hors TVA déductible pour les variations de stocks chez les utilisateurs et les commerçants.

Les exportations de biens et services comprennent tous les biens neufs ou existants qui, à titre onéreux ou gratuit, sortent définitivement du territoire économique à destination du reste du monde et tous les

services fournis par des unités résidentes à des unités non résidentes. Elles incluent également une rubrique d'ajustement regroupant tous les biens et services consommés par les non-résidents sur le territoire économique.

Elles sont valorisées FOB (free on board), c'est-à-dire qu'elles comprennent les frais d'acheminement du lieu de production jusqu'à la frontière du Burundi, mais sans les frais relatifs au transport à l'étranger.

Le produit intérieur brut est égal à la valeur de tous les biens et services qui sont finalement sortis de l'appareil de production national pour être consommés, investis, stockés ou exportés ; il ne tient pas compte de la valeur des produits intermédiaires qui ont été consommés au cours du processus de production, évitant ainsi de les compter deux fois puisque la valeur des produits finis incorpore évidemment la valeur des produits intermédiaires qui ont concouru à leur estimation.

La valeur ajoutée est le solde du compte de production. Egale à l'excédent de la valeur des biens et services produits sur la valeur des biens et services consommés pour produire, ce solde représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. La valeur ajoutée totale de l'économie nationale, telle qu'elle apparaît au total de la ligne "Valeur ajoutée" du tableau 15.03, est l'élément essentiel du produit intérieur brut.

Les comptes économiques du Burundi sont élaborés selon le système de la comptabilité nationale (SCN) des Nations Unies. Ce qui est repris dans ce chapitre se limite à quelques tableaux assez globaux, donnant la mesure synthétique de l'activité productrice réalisée au cours d'une année donnée dans l'économie nationale ;

- l'évolution de la contribution, au prix courants, de différents secteurs d'activité, au PIB, aux prix du marché au coût des facteurs, aux impôts indirects ,
- le PIB et ses emplois aux prix courants,
- l'évolution aux prix courants, de l'équilibre ressources – emplois et de la contribution de différentes branches d'activités du PIB aux prix du marché.

Ces données sont le résultat d'un traitement d'informations issues de l'enquête annuelle menée par la section "Statistiques des entreprises" de l'ISTEEBU, les rapports et bilans des administrations.

Pour des informations plus détaillées, le lecteur est invité à consulter les publications spécifiques sur les comptes économiques du Burundi qui sont disponibles à l'ISTEEBU.

La valeur ajoutée au coût des facteurs est le revenu brut des activités d'exploitation une fois pris en compte les subventions d'exploitation et les impôts indirects.

Elle correspond au chiffre d'affaires, augmenté de la production immobilisée et des autres produits d'exploitation, corrigé des variations

des stocks, diminué des acquisitions de biens et services et des autres taxes sur les produits liés au chiffre d'affaires mais non-déductibles et des impôts et taxes liés à la production. Elle peut aussi être obtenue en ajoutant à l'excédent brut d'exploitation les dépenses de personnel.

La valeur ajoutée exclut les recettes et les dépenses portées dans les comptes de l'entreprise aux postes financiers ou exceptionnels.

La valeur ajoutée au coût des facteurs est exprimée "brute" des corrections de valeur (par exemple au titre de la dépréciation).

Tableau 17. 01. Produit intérieur Brut selon l'optique production (en milliards de Fbu).

Libellés	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019(p)
En valeur courante										
(1) Production	3 903	4 365	5 573	6 625	7 224	7 567	8 004	9 271	9 715	10 058
dont informelle	2 486	2 771	3 638	4 583	4 862	5 152	5 338	6 183	6 479	6 707
(2) Consommations intermédiaires	1 633	1 841	2 543	3 195	3 475	3 554	3 647	4 248	4 356	4 462
dont informelle	892	1 117	1 677	2 311	2 500	2 515	2 506	2 920	2 994	3 066
(3) Valeur ajoutée (1) – (2)	2 270	2 524	3 030	3 430	3 749	4 013	4 358	5 023	5 360	5 596
dont informelle	1 594	1 654	1 962	2 272	2 362	2 637	2 832	3 264	3 483	3 636
(4) Impôts et taxes	231	296	327	382	436	405	491	529	555	621
PIB (3) + (4)	2 501	2 820	3 357	3 813	4 185	4 418	4 848	5 525	5 914	6 217
En volume au prix de l'année précédente										
(1) Production	3 643	4 059	5 025	6 214	6 945	7 121	7 642	8 384	9 912	10 047
dont informelle	2 289	2 553	3 175	4 237	4 663	4 631	5 065	5 557	6 570	6 659
(2) Consommations intermédiaires	1 576	1 725	2 376	3 046	3 379	3 352	3 546	3 833	4 460	4 455
dont informelle	867	1 031	1 508	2 185	2 450	2 346	2 435	2 632	3 063	3 059
(3) Valeur ajoutée (1) – (2)	2 067	2 333	2 649	3 168	3 566	3 769	4 096	4 554	5 452	5 592
dont informelle	1 421	1 522	1 667	2 052	2 213	2 285	2 630	2 924	3 501	3 591
(4) Impôts et taxes	229	269	295	354	408	399	463	481	553	586
PIB (3) + (4)	2 295	2 602	2 944	3 522	3 974	4 168	4 559	5 034	6 005	6 178

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

Tableau 17. 02. Répartition de la valeur ajoutée à prix courants par secteur (en % du PIB)

Libellés	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019(p)
Secteur primaire	35,7	36	35,5	38,4	35,0	35,3	35,56	36,79	35,35	34,13
Secteur secondaire	16,4	15,1	15,8	15,6	15,5	15,4	16,91	16,65	17,92	17,46
Secteur tertiaire	37,9	38,6	38,9	36,0	39,2	40,2	37,42	37,47	37,35	38,41
Impôts et taxes	10	10,3	9,7	10,0	10,4	9,2	10,12	9,09	9,38	9,99
PIB	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

Tableau 17. 03. Evolution de la Valeur Ajoutée du secteur primaire (en milliards de Fbu)

Libellés	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019(p)
A prix courants										
Produit de l'agriculture vivrière	732,9	844,6	948,6	1 287,0	1 250,0	1 348,0	1 465,0	1 728,8	1 748,5	1 794,5
Produit de l'agriculture d'exportation	103,5	59,1	101,3	72,9	94,4	83,0	80,4	97,1	103,8	66,5
Produit de l'élevage	91,9	93,6	94,7	50,0	59,3	57,2	101,5	113,7	143,8	137,8
Autres produits des activités du primaire	32,9	37,6	47,5	52,9	59,4	69,0	76,9	93,1	94,9	123,3
Total VA	961,2	1 034,9	1 192,2	1 462,7	1 463,0	1 557,2	1 723,8	2 073,6	2 032,8	2 091,0
A prix constants de l'année précédente										
Produit de l'agriculture vivrière	627,4	764,4	853,48	1 141,91	1 222,14	1 213,5	1 375,5	1 464,0	1 962,5	1 863,2
Produit de l'agriculture d'exportation	74,0	47,8	72,91	57,7	80,65	109,11	66,834	87,69	104,434	67,35
Produit de l'élevage	88,0	92,2	94,49	49,05	55,31	59,63	78,258	91,345	127,466	126,762
Autres produits des activités du primaire	30,9	32,3	36,66	44	57,62	59,3	78,262	84,68	96,88	92,484
Total VA	820,3	936,7	1 057,5	1 292,7	1 415,7	1 441,5	1 598,8	1 727,7	2 291,2	2 149,8

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

Tableau 17. 04. Evolution de la Valeur Ajoutée du secteur secondaire (en milliards de Fbu)

Libellés	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019(p)
A prix courant										
Extraction	12,2	10,4	13,3	15,5	14,3	18,3	18,4	27,0	27,9	28,4
Abattage, transformation et conserve de viande	17,9	4,9	5,7	6,3	10,8	23,2	34,2	45,5	46,7	42,0
Boissons	115,2	158,8	162,7	183,0	200,2	190,2	257,2	290,8	403,5	418,8
Autres produits des industries agro-alimentaires	74,1	70,1	116,7	145,2	146,9	164,8	185,5	198,2	194,7	182,5
Textiles	1,6	0,6	0,7	1,7	0,7	3,6	3,8	3,9	5,0	5,0
Autres produits des industries manufacturières	47,4	48,4	68,1	73,5	101,9	101,0	114,6	117,5	134,3	143,3
Electricité, gaz et eau	11,8	14,7	25,1	27,4	30,2	26,1	26,3	35,3	37,6	41,9
Bâtiments et travaux publics	104,7	109,7	138,0	141,5	143,7	154,0	179,7	201,9	210,1	223,6
Total VA	384,8	417,6	530,2	594,2	648,6	681,2	819,7	920,2	1059,8	1085,5
A prix constant de l'année précédente										
Extraction	12,2	13,9	11,3	14,8	13,9	13,4	18,2	25,4	28,0	28,4
Abattage, transformation et conserve de viande	10,5	10,9	8,2	3,7	3,0	25,1	23,5	38,1	48,9	41,1
Boissons	111,5	131,3	156,3	163,7	258,3	179,7	185,1	290,6	300,2	416,3
Autres produits des industries agro-alimentaires	86,7	66,4	75,2	123,8	115,9	148,9	175,2	194,7	229,5	191,1
Textiles	1,5	1,7	0,6	1,3	-2,0	0,7	3,3	3,7	3,8	4,6
Autres produits des industries manufacturières	46,1	52,1	53,1	68,2	81,4	88,9	105,3	113,5	134,2	137,2
Electricité, gaz et eau	12,1	9,3	17,0	26,5	27,7	28,8	26,9	30,8	38,1	40,8
Bâtiments et travaux publics	95,9	106,8	119,5	141,2	137,0	138,8	157,1	185,1	211,4	216,4
Total VA	376,4	392,2	441,0	543,1	635,1	624,2	694,6	882,0	994,0	1073,7

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

Tableau 17. 07. Emplois du PIB (en milliards de Fbu, prix constants)

Libellés	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019(p)
(1) Consommation finale	2 415,4	2 825,0	3 195,7	4 037,7	4 518,0	4 520,9	4 826,1	5 303,8	6 241,2	6 362,3
Dont : Ménage	1 885,0	2 199,1	2 479,5	3 123,6	3 508,1	3 452,5	3 703,4	4 102,4	4 816,5	4 857,0
Administrations publiques	432,5	507,9	598,0	770,0	800,1	841,5	844,7	901,2	1 075,2	1 138,2
ISBLs	97,9	118,1	118,2	144,1	209,8	226,9	278,0	300,2	322,8	367,1
(2) Investissement : (21) + (22)	409,9	439,9	488,5	556,2	544,8	586,5	657,3	738,7	886,6	876,7
(21) Formation brute de capitale fixe	393,7	416,7	448,3	512,0	551,7	530,7	571,8	682,9	825,3	834,8
Dont : Privée	210,8	217,1	266,0	313,3	353,3	365,8	430,1	565,0	676,6	683,1
publique	182,9	199,6	182,3	198,7	198,5	165,0	141,7	117,9	148,6	151,7
(22) Variations des stocks	16,2	23,2	40,1	44,2	7,0	55,8	85,5	55,8	61,3	41,9
(3) Exportation nette (31) – (32)	-529,9	-663	-740	- 1 072,2	- 1 088,7	- 939,3	- 924,1	- 1 008,5	- 1 123,1	- 1 060,8
(31) Exportations	213,3	229,2	344,2	314,2	334,1	290,1	297,8	386,3	532,9	557,7
(32) Importations	743,2	892,1	1 084,2	1 386,4	1 422,9	1 229,5	1 221,9	1 394,8	1 629,3	1 618,5
PIB = (1) + (2) + (3)	2 295,4	2 602,0	2 944,2	3 521,8	3 974,0	4 168,0	4 559,2	5 034,0	6 004,7	6 178,2

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

Tableau 17. 08. Structure de la consommation des produits alimentaires (en %)

Produits	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produits vivriers							
Tubercules et bananes légumes	26,2	26,7	19,1	26,1	24,5	21,7	21,0
Légumineuses	11,3	14,6	14,0	12,0	12,5	11,8	12,7
Autres	7,3	9,1	8,1	7,6	6,6	7,0	6,7
Thé	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,5
Produits de l'élevage	4,2	2,7	5,8	3,0	2,1	3,2	1,0
Produits de la pêche	2,5	2,2	2,4	1,8	2,1	2,4	2,7
Produits des industries alimentaires							
Boissons alcoolisées	22,2	21,9	20,6	21,3	25,0	25,0	23,9
Farines et autres produits à base de céréales	13,8	12,6	17,2	19,4	16,6	17,3	19,4
Viandes , produits à base de viande, poissons séchés, fumés	4,6	3,7	4,0	2,8	3,8	5,9	6,2
Produits à base de fruits et légumes, à base de lait et autres boissons non alcoolisées	2,2	2,3	2,1	1,7	1,8	1,5	1,5
Autres	11,5	10,2	12,6	4,3	4,8	4,2	4,6
Total	100	100	100	100	100	100	100

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

Tableau 17. 09. Répartition de la FBCF par secteur (en milliards de Fbu)

Secteur	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017(p)
Privé	201,7	228	299,3	313,3	399,2	414,7	524,9	651,5
dont ménage	107,1	134,0	138,9	151,3	188,1	-	309,7	388,8
Public	196,6	207,1	199,4	199,0	205,7	129,1	125,3	125,4
Total	398,3	435,1	498,7	512,3	604,9	543,8	650,2	776,9

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

Tableau 17. 10. Structure des importations (en milliards de Fbu)

Produits	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produits manufacturiers	408,3	554,7	589,5	730,1	755,1	886,0	685,8	805,7
Activités extraterritoriales	96,8	39	68,8	69,2	92,7	120,3	46,1	101,3
Produits agroalimentaires	47,3	59,9	32,3	112	91,1	106,3	67,4	106,0
Transport et communication	57,7	49,9	161,8	54,8	330,1	121,7	112	111,3
Services marchands	11,3	26,7	35,1	41	37,6	40,9	280,9	32,0
Services d'assurances et financiers	3	2,4	3,3	1,6	4,1	11,5	16	6,9
Produits agricoles	11,3	10,6	72,7	130,1	118,0	142,6	56,6	53,1
Energie et mines	0,5	0,9	0,3	1	1,7	3,9	6,6	5,7
Construction	0,3	0,1	0,4	0,2	0,1	3,3	3,1	2,7
TOTAL	636,7	744,2	964,3	1140	1430,5	1436,5	1274,7	1224,7

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

Tableau 17. 11. Structure des exportations par produits (en milliards de Fbu)

Produits	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Produits d'exportations (café, thé, coton...)	41,2	131,0	105,2	137,6	77,0	122,8	116,5	113,1
Produits agroalimentaires	8,6	7,7	10,9	15,6	8,0	22,4	25,2	29,9
Autres produits agricoles et de élevage	14,2	0,3	0,2	0,4	0,3	0,7	0,8	0,8
Métaux précieux	2,4	1,6	2,7	3,7	2,0	1,8	2,6	5,1
Produits manufacturiers	17,7	5,3	2,8	36,9	59,0	56,1	38,2	57,1
Autres produits	0,0	0,0	0,0	0,0	9,9	0,0	6,7	0,4
Services marchands	0,1	4,9	2,7	8,7	9,0	13,0	10,3	15,5
Services de transport et télécommunications	0,7	0,9	3,0	10,2	22,7	4,1	15,0	8,8
Correction territoriale	60,3	91,0	119,3	112,8	157,5	141,5	63,2	94,8
TOTAL	145,2	242,8	246,8	326,0	345,4	362,4	278,4	325,4

Source : Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi (ISTEEBU).

CHAPITRE XVIII. BANQUES ET ASSURANCES COMMERCIALES

I. PRESENTATION.

Le Burundi est l'un des pays qui comptent très peu de compagnies d'assurances. En effet quelques sociétés exercent le métier d'assureur.

Au Burundi, 5 sociétés d'assurances sont maîtres des opérations d'assurance. Il s'agit de la SOCABU et de l'UCAR qui opère respectivement depuis 1977 et 1987, la BICOR, la SOGEAR et la SOCAR quant à elles ne sont fonctionnelles que depuis 1992 et la JUBILEE.

Les statistiques relatives aux assurances nous renseignent sur Le nombre d'employés des sociétés d'Assurances au Burundi, le nombre de contrats par catégories d'assurance vie ou non vie, le nombre de sinistres déclarés par catégorie d'assurance vie ou non vie, évolution des primes émises par catégorie d'assurance vie ou non vie, évolution des prestations par catégorie d'assurance

La réassurance est une convention par laquelle l'assureur s'oblige à céder et le réassureur à accepter simultanément, suivant des modalités et pour une période fixée par cet accord, tous les risques souscrits par la

compagnie cédante dans telle ou telle catégorie d'affaire.

Néanmoins, les sociétés d'assurances commerciales sont très réticentes dans la fourniture des données statistiques, ce qui justifie les manquent répétitifs des données depuis une longue période.

II. DEFINITIONS.

Une prestation d'assurances est le montant payable ou le service à fournir par l'assureur du contrat d'assurance

Une prime est la somme que doit payer le preneur d'assurance en contre partie de l'engagement de l'assureur de prendre en charge le risque.

Un sinistre est la réalisation totale ou partielle de l'événement faisant l'objet de l'assurance

On distingue deux types d'assurance suivants :

- Assurance Vie : assurance fondée sur une base contractuelle et couvrant les éléments suivants : branche "vie" (assurance en cas de vie à un âge déterminé, assurance en cas de décès, assurance mixte en cas de vie à un âge déterminé ou de décès avant cette date, assurance sur la vie avec contre-assurance "nuptialité" et assurance "natalité"), assurance de rentes, assurances complémentaires (assurances "atteintes corporelles" et "invalidité à la suite d'accident ou de

maladie”) et “permanent health insurance” (assurance maladie, à long terme, non résiliable

- **Assurance Non Vie :**
- les assurances autres que sur la vie : assurances contre les risques suivants : accidents, maladies, corps de véhicules terrestres, corps de véhicules ferroviaires, corps de véhicules aériens, corps de véhicules maritimes, lacustres et fluviaux, marchandises transportées, incendie et éléments naturels, autres dommages aux biens, crédit, caution, pertes pécuniaires diverses et protection juridique ;

- la réassurance : une société d’assurance qui pratique l’assurance directe transfère souvent une partie des risques couverts à d’autres sociétés d’assurance. Ces opérations entre sociétés d’assurance sont appelées opérations de réassurance.

Sources de documentation.

- ARCA

Tableau 18.07. Evolution des primes émises par catégorie d'assurance Vie (en milliers de FBUs)

Catégorie	2015	2016	2017	2018	2019
Assurances individuelles					
Contrat en cas de vie	0	0	0	0	0
Contrat en cas de décès	428 044	366 027	630 045	1 120 732	1 492 103
Mixte	208 607	195 955	246 009	287 564	452 773
Epargne	1 442 254	1 478 373	1 523 591	3 816 649	4 646 608
Titre de capitalisation	0	0	0		
Complémentaires	159 032	73 196	24 829	204 896	316 038
Assurances collectives					
Contrat en cas de vie	0	0	0	0	5 526
Contrat en cas de décès	1 271 586	2 090 174	2 033 672	2 381 556	3 481 573
Mixte	18 877	0	713 831	611 075	1 007 784
Epargne	7 227 003	7 322 440	9 285 761	8 495 122	9 874 042
Titre de capitalisation	0	0	0	0	0
Complémentaires	427 437	511 160	69 149	456 058	703 438

Source: ARCA

Tableau 18.08. Evolution des sinistres payés par catégorie d'assurance Non Vie(en milliers de FBUs) au 31 Décembre

Catégorie	2015	2016	2017	2018	2019
Accidents Corporels et maladie	1 815 022	2 321 681	2 811 012	3 095 062	4 402 839
Vehicules terrestres à moteur					
Responsabilité civile	4 021 361	4 579 054	5 541 093	6 314 142	8 008 224
Autres risques	2 134 792	2 357 312	2 356 603	3 099 506	1 349 840
Incendie et autres dommages aux biens	720 071	198 434	753 425	4 349 625	1 411 350
Responsabilité civile générale	1 802 708	126 971	104 297	391 591	250 604
Transports aériens	42 991	1 532	4 756		
Transports maritimes	372 958	540 817	353 752	339 886*	581 625*
Autres transports	224 476	128 065	367 338		
Autres risques directs dommages	360 773	239 224	70 196	8 635	358 737

Source: ARCA

* désigne le total des transports (aériens, maritimes et autres)

Tableau 18.09. Evolution des prestations par catégorie d'assurance Vie (en milliers de FBUs) au 31 Décembre

Catégorie	2015	2016	2017	2018	2019
Assurances individuelles					
Contrat en cas de vie	0	0	0		
Contrat en cas de décès	74 317	12 181	18 868		
Mixte	66 630	34 144	150 704		
Epargne	216 079	297 137	680 047		
Titre de capitalisation	0	0	0		
Complémentaires	0	1 500	6 500		
Assurances collectives					
Contrat en cas de vie	0	0	0		
Contrat en cas de décès	372 652	610 385	169 816		
Mixte	0	0	216 825		
Epargne	2 870 379	3 141 939	4 621 217		
Titre de capitalisation	0	0	0		
Complémentaires	159 039	304 383	139 958		
Total	3 759 096	4 401 669	6 003 934	4 261 425	5 847 341

Source: ARCA

NB: Pour 2018 et 2019, les données désagrégées ne sont pas disponibles. Il n'ya que le montant total des prestations

Tableau 18.11. Evolution du nombre d'employés par institution financière

Institution financière	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Banque central	533	533	610	617	638	666	-	663	814
Banques commerciales	1841	1999	2027	2208	-	732	-	2113	2345
Etablissement financier spécialisé	136	142	147	-	-	169	-	188	189
Microfinances	-	-	-	-	-	-	-	1977	-

Source: BRB

Tableau 18.12. Evolution des établissements financiers

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Banque Centrale	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Nombre de banques commerciales	10	12	12	12	12	12	12	10	10
Nombre des Banques étrangères	2	4	4	4	4	4	4	5	5
Nombre de Microfinances	18	23	28	28	32	33	33	40	40

Source: BRB

Tableau 18.13. Quelques renseignements sur les établissements financiers

Institutions financières	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Capital social pour les banques(en million)	147 619	265 487	340 025	339 823	447 205	521 403	-	10 000	168 020
Capital social pour les microfinances	-	-	-	19 001	14 336	20 506	18 224	28 102	29 316
Dépôts reçus pour les banques(en millions de BIF)	518 920	1 044 757	609 486	680 391	716 435	-	-	1 510 330	1 850 251
Dépôts reçus pour les microfinances	93 641	88 572	97 680	127 429	111 211	126 745	164 388	190 908	264 853
Nombre de crédit octroyés par les banques	-	-	-	-	-	-	-	111 194	-
Nombre de crédit octroyés par les microfinances	-	-	-	-	155 311	305 118	214 934	315 405	-
Montant de crédit octroyés par les banques(en millions de BIF)	625 601	667 504	766 043	899 390	969 537	1 149 099	-	939 209	1 071 414
Montant de crédit octroyés par les microfinances	60 416	63 487	81 051	103 315	114 628	142 828	184 360	225 469	283 951
Nombre de compte courants ouvert dans les banques	-	-	-	-	-	-	-	383 278	-
Nombre de compte courants ouverts dans les microfinances	-	-	-	731 036	729 547	963 736	796 191	727 478	-
Nombre de client des institutions financières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre des institutions financières qui font des transferts par téléphonie	-	-	-	-	9	9	-	2	-
Nombre des institutions financières qui font des transferts électroniques	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nombre des institutions financières qui disposent des cartes visa	-	-	-	4	4	4	-	3	-
Nombre des banques qui disposent les DAB	-	-	-	4	6	6	-	6	-

Source: BRB

CHAPITRE XIX : JUSTICE

INTRODUCTION

Ce chapitre s'étend sur l'année 2015 et 2016 et présente la description, l'organisation et le fonctionnement des services centraux, des administrations personnalisées et des Institutions judiciaires. Il expose des données qui traduisent les prestations fournies en fonction des moyens disponibles dans le cadre de l'exécution de la politique sectorielle.

De même, le présent chapitre produit des statistiques pénitentiaires, les catégories spécifiques comprises (les mineurs en conflit avec la loi et les auteurs des violences basées sur le genre). Le lecteur trouvera également des données statistiques concernant l'activité relative à l'aide légale en faveur des justiciables les plus démunis.

Les indicateurs utilisés dans le présent chapitre ont été choisis par référence à ceux déjà adoptés dans les éditions antérieures. Dans le souci d'assurer la continuité de l'activité de production des statistiques par le ministère de la Justice, la période ci-haut mentionnée a été parfois étendue jusqu'en 2011, surtout pour les indicateurs dont certaines valeurs des années d'avant 2015 étaient manquantes.

Tableau 19.01. Quelques indicateurs de performance de la justice

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Dossiers répressifs clôturés par rapport aux dossiers ouverts	98	93	107	120	130	137	120	128	121
Arrière Judiciaire à la Cour Suprême	4 646	6 835	7 756	10 053	4 336	3 899	2 335	2 380	2 358
Arriérés judiciaires (nombre)	51 310	58 787	63 214	67 223	66 692	60 619	59 984	57 945	48 644
Population Carcérale	9 895	10 432	6 369	7 854	7 566	7 593	5 856	10 995	11 100
Capacité officielle des prisons	4 050	4 050	4 050	4 050	4 050	4 050	4 050	4 050	4 050
Nombre de personnes en détention préventive en % par rapport à la population carcérale	59	51	60	51	53	61	40	51	46
Nombre de mineurs dans les prisons	372	392	148	219	158	149	106	119	134
Rendement des magistrats (TGI)	3,1	3,1	4,4	4,9	8,2	7,2	6,5	6,4	5,4

Source : Ministère de la Justice

Tableau 19.02. Evolution de la population pénitentiaire

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Population pénitentiaire	6 369	6 369	7 526	7 593	5 856	10 995	11 100
Détenus preventifs	3 976	3 976	3 920	4 648	2 324	5 602	5 144
Femmes détenues	146	146	341	359	181	600	599
Mineurs détenus	-	4 596	4 382	149	106	119	134
Militaires détenus	-	-	-	179	195	197	201
Policiers détenus	-	-	-	167	180	190	164
Démobilisés détenus	-	-	-	76	64	57	29

Source : Ministère de la Justice

Tableau 19.03. Evolution du nombre de Magistrats ayant exercé dans les juridictions

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Cour Suprême	21	18	26	25	28	14
Cours d'Appel	45	65	64	77	78	74
Tribunaux de grande Instance	262	238	131	190	294	317
Juridiction Spécialisées	69	67	34	72	94	90
Ensemble	397	437	255	364	494	495

Source : Ministère de la justice

Tableau 19.04. Nombre de jugement pénaux rendus selon la nature de l'infraction

Nature de l'infraction	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Détournement	84	87	97	117	105	78	102	124
Corruption	30	27	32	34	19	16	15	21
Gestion Frauduleuse	8	2	8	8	7	3	12	22
Concussion	55	61	36	44	33	49	28	51
Favoritisme	0	4	11	4	13	5	1	4
Trafic d'influence	2	4	1	3	3	4	4	4
Fausse déclaration	2	0	2	0	0	0	1	0
Autre infraction assimilées à la corruption	0	1	8	6	1	0	2	2

Source : Ministère de la Justice

Tableau 19.10. Nombre de litiges objets des décisions civiles rendues

Types de litiges	2 013	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018
Fonciers	5 307	7 028	5 881	11 730	15 237	5 933
Contrat de bail	53	259	213	165	214	239
Droit des personnes et de la famille	230	661	679	690	743	692
Matière sociale	101	129	126	139	101	75
Matière commerciale	84	44	59	75	56	62
Succession	717	528	520	670	722	847
Autres affaires civiles	1 557	2 282	2 104	1 846	1 819	1 922

Source : Ministère de la Justice

Tableau 19.11. Répartition des magistrats ayant exercé dans la juridiction

Effectifs	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Cour suprême	21	18	26	25	28	-
Cours d'appel	45	65	64	77	79	74
TGI	262	238	131	190	294	317
Juridictions spécialisées (Tribunal de commerce, Cour anti corruption, Cour terre et autres biens)	69	67	34	72	94	90

Source : Ministère de la Justice

Tableau 19.12. Nombre de jugements pénaux rendus par les tribunaux de Grande Instance selon le type de viol

Type de viol	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Viol sur les Adultes	161	193	177	242	202	248
Viol sur les Mineurs	359	536	676	476	481	497
Autres violences faites aux femmes	44	104	217	247	189	350
Autres violences faites aux enfants	39	79	132	71	131	152

Source : Ministère de la Justice

Tableau 19.13. Evolution du nombre de détenus spécifique par prison

Prison	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Prison de Mpimba	2 254	2 649	3 009	3 473	3 009	3 572
Prison de Bubanza	292	185	280	353	280	409
Prison de Bururi	226	221	237	270	237	270
Prison de Rumonge	746	608	976	1 177	974	1 177
Prison de Muramvya	434	381	609	628	609	628
Prison de Gitega	1 016	768	792	931	793	914
Prison de Rutana	250	296	290	291	290	291
Prison de Ruyigi	583	531	701	596	34	596
Prison de Ngozi(Homme)	1 466	1 343	147	1 450	1 447	1 450
Prison de Ngozi(Femme)	90	117	98	94	98	126
Prison de Muyinga	427	427	454	513	455	513
Ensemble	7 784	7 526	7 593	9 776	8 226	9 946

Source : Ministère de la Justice

CHAPITRE XX : SECURITE PUBLIQUE

1. Introduction.

Le Ministère de la Sécurité Publique est chargé de la mise en œuvre et du suivi de la politique du Gouvernement en matière de sécurité. Ainsi, de par ses missions lui conférées par les lois et règlements, doit générer une série de statistiques dans tous ses domaines d'interventions.

Dans ce cadre, mais aussi dans le souci de répondre aux exigences liées à la philosophie de la police de proximité qui sont entre autres la transparence et le rendre-compte, le MSP a prévu l'élaboration de l'annuaire statistique de la sécurité publique à partir de 2016.

L'annuaire statistique de la sécurité publique au Burundi, édition 2016, présente une synthèse des chiffres provenant de l'ensemble de ses composantes. Ces données concernent, plus spécifiquement : la criminalité, la sécurité routière, la gestion des mouvements migratoires, la gestion des ressources, la protection civile, la gestion des ALPC (Armes légères et petits calibres) et le monitoring de la violence armée.

C'est l'annuaire de la sécurité publique qui constitue la source des données qui se retrouvent dans l'Annuaire Statistique du Burundi pour ce chapitre.

Quelques définitions :

i) Effectifs totaux de la Police au niveau national par catégorie :

Tout le personnel de la Police Nationale du Burundi, y compris même ceux qui sont en situation de détachement ou en mission à l'étranger. Ce personnel doit être désagrégé par sexe et réparti par catégorie : officiers, brigadiers, agents. Les chiffres

indiqués ne tiennent pas compte du personnel d'appui.

ii) Effectifs de la Police de sexe féminin au niveau national par catégorie :

Tout le personnel de sexe féminin de la Police Nationale du Burundi, y compris même ceux qui sont en situation de détachement ou en mission à l'étranger. Ce personnel est réparti par catégorie : officiers, brigadiers, agents. Les chiffres indiqués ne tiennent pas compte du personnel d'appui

iii) Effectifs de la Police de sexe masculin au niveau national par catégorie :

Tout le personnel de sexe masculin de la Police Nationale du Burundi, y compris même ceux qui sont en situation de détachement ou en mission à l'étranger. Ce personnel doit être réparti par catégorie : Officiers, Brigadiers et Agents. Les chiffres indiqués ne tiennent pas compte du personnel d'appui.

iv) Nombre du personnel d'Appui : C'est le personnel civil exerçant leurs missions au Ministère de la Sécurité Publique. Le personnel d'Appui comprend trois grandes catégories à savoir :

- La catégorie de Direction
- La catégorie de Collaboration
- La catégorie d'Exécution

v) Personnes placées sous la garde à vue durant l'année :

C'est durant toute l'année, le nombre total des personnes qui ont été frappées par une mesure de contrainte décidée par un officier de police judiciaire, sous le contrôle de l'autorité judiciaire. Par cette mesure, une personne soupçonnée d'avoir commis ou tenté de commettre un crime ou un délit est maintenue à la disposition des enquêteurs pour une durée de sept jours renouvelable une fois.

vi) Nombre d'homicides volontaires :

C'est durant toute l'année, le nombre total d'homicides enregistrés par la police

vii) Nombre de dossiers confectionnés (PJ) par rapport aux dossiers transmis au Ministère Public :

Nombre de dossiers confectionnés classés par type d'infraction au code pénal, auteurs et mode de classement de l'infraction. On confirme la confection du dossier après sa transmission au parquet. Ainsi, le nombre de dossiers transmis au parquet est le nombre de dossiers clôturés, enregistrés au niveau du Commissariat et transmis au parquet de la République par tous les OPJ de la circonscription.

viii) Nombre de personnes privées de liberté :

Nombre de personnes ayant été retenues et placées sous la garde à vue pour plusieurs raisons. Entre autres raisons, signalons : rétention pour ivresse publique, rétention pour déficience mentale, rétention pour poursuite judiciaire.

ix) Nombre d'attestations de non poursuite délivrées :

C'est l'ensemble d'attestations de non poursuite délivrées par le Commissariat Général de la Police Judiciaire.

x) Nombre d'attestations d'immatriculation des véhicules délivrées :

Avant l'immatriculation d'un véhicule, les services de l'Interpol vérifient d'abord si le véhicule à immatriculer ne fait pas objet de recherche Interpol. Après cette vérification, une attestation d'immatriculation est délivrée au propriétaire.

xi) Nombre de personnes sorties du territoire Burundais :

Nombre de personnes qui sont sorties du territoire burundais passant par des voies officiellement reconnues (poste frontière de la CG/Migrations, port, aéroport).

xii) Nombre de personnes entrées sur le territoire Burundais :

Nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire burundais passant par des voies officiellement reconnues (poste frontière de la CG/Migrations, port, aéroport).

Source de données :

Ministère de la sécurité publique

Tableau 20.01. Effectif de la police par province

Province	2016	2017
Bubanza	304	290
Bujumbura Mairie	1 528	1 627
Bujumbura	427	484
Bururi	427	401
Cankuzo	315	289
Cibitoke	351	434
Gitega	696	815
Karusi	301	265
Kayanza	436	433
Kirundo	486	482
Makamba	664	713
Muramvya	314	307
Muyinga	642	617
Mwaro	292	289
Ngozi	685	725
Rumonge	417	452
Rutana	460	474
Ruyigi	371	395
Total CP	9 116	9 492
Adm Centralisé et US	5 837	6 548
Total en activité	14 953	16 040

Source : MSP

CP: Commissariat Provincial

US: Unité spécialisée

Tableau 20.02. Infractions au code pénal enregistrées par la Police

Infraction	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Abandon de famille	22	26	5	16	-	-
Abus de confiance (T2 C2 S3)	721	798	624	2 664	3 553	2 492
Adultère	35	31	25	13	29	-
Assassinat (T1 C3 S1)	272	271	286	402	538	336
Association de malfaiteurs (T7 C1)	8	7	3	52	38	35
Atteinte à la sûreté Intérieur de l'Etat	35	43	123	28	10	-
Attentat à la pudeur (T8 C2 S2)	5	121	45	31	76	-
Avortement (T8 C1 S1)	52	59	35	70	128	79
Aversion Raciale	50	94	131	123	-	-
Banqueroute	5	4	-	-	-	-
Blanchiment d'argent (T6 C2 S2 SS8)	-	-	1	30	15	10
Concubinage	31	13	12	-	-	-
Contrefaçon des sceaux, timbres, poinçons ou autres marques de l'autorité (T3 C1)	-	-	-	32	25	18
Contrefaçon, falsification et imitation des signes monétaires (T3 C1)	7	4	2	51	50	-
Corruption active	16	7	1	17	3	6
Corruption passive	-	-	-	-	12	11
Délit de fuite	4	3	3	7	-	-
Dénonciation calomnieuse	39	47	27	18	-	-
Destruction et dégradation d'arbres, récoltes ou autres propriétés (T2 C3 S3)	951	1 054	811	1 195	1 700	1 147
Détention illégale d'arme à feu	80	62	107	93	-	-
Détournement de gage ou d'objet saisi (T2 C1 S3)	35	8	3	nd	34	29
Effets sans provisions (T2 C2 S12)	42	43	22	31	69	49
Empoisonnement (T1 C3 S1)	61	58	29	101	279	291
Enlèvement (T1 C6 S2)	71	79	57	216	209	177
Enlèvement, déplacement ou dépassement des bornes (T2 C3 S5)	226	246	135	695	564	524
Enrichissement illicite (T6 C2 S2 SS5)	-	-	-	56	65	5
Epreuve superstitieuse	27	31	10	19	-	-
Escroquerie (T2 C2 S7 §1)	538	527	381	1 114	1 508	1 218
Évasion des détenus (T7 C5 S1)	32	31	27	130	130	104
Extorsion (T2 C1 S4)	385	406	306	603	731	742
Faux et usage de faux	121	153	126	177	-	-
Faux témoignages	5	6	3	7	-	-
Harcèlement sexuel (T8 C2 S4)	22	41	20	41	57	53
Inceste	18	26	9	17	-	-
Imputation dommageable	207	221	215	278	-	-
Infanticide	58	70	50	47	-	-
Homicide volontaire	28	20	25	-	-	-
Homicide involontaire (T1 C4 S1)	88	98	88	222	304	195
Lésions corporelles volontaires	2 864	3 332	2 407	4 093	4 411	3 198
Lésions corporelles involontaires (T1 c4 s2)	2 652	18	28	646	577	426
Menace d'attentat	156	194	162	-	-	-
Meurtre (T1 C3 S1)	118	75	71	131	154	106
Mutilation de cadavre	2	-	-	-	-	-
Outrages aux bonnes mœurs (T8 C2 S5 SS1)	-	-	-	36	39	34
Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité ou de la force publique (T4 C2 S2)	15	15	15	15	15	15
Parricide	16	11	16	18	-	-
Participation à des bandes armées (T9 c2 s4)	20	18	132	183	61	18
Participation à un mouvement insurrectionnel (T9 C2 S5)	-	-	-	31	11	14
Proxénétisme T8 C2 S1 §2	-	-	-	20	29	24
Rébellion (T4 C2 S1)	480	662	565	983	1 410	1 102
Recel (T2 C2 S8)	150	116	88	311	473	386
Stellionat (T2 C2 S4)	136	159	103	307	384	327
Stupéfiants (T7 C6 S1)	203	266	105	489	835	533
Tentative d'assassinat	276	304	233	257	-	-
Tentative d'avortement	-	1	2	5	-	-
Tentative de meurtre	53	67	35	56	-	-
Torture et autres traitements cruels, inhumains et dégradants (T1 C2)	20	14	4	35	-	-
Traite et trafic d'êtres humains (T1 c6 s1)	1	7	4	35	25	30
Tromperie (T2 C2 S7 §2)	26	17	16	67	55	79
Viol (T8 C2 S3)	1 032	1 118	678	1 154	1 102	980
Violation de domicile (T1 C6 S3)	87	79	57	289	221	178
Violences basées sur le genre	-	-	-	-	572	431
Violences domestiques (T8 C1 S5)	17	21	-	546	807	505
Vol qualifié (T2 C1 S2)	4 607	4 495	3 597	5 377	6 323	5 570
Vol simple (T2 C1 S1)	790	807	594	1 862	2 810	1 740
Vol de bétail	-	-	-	-	262	154
Zoophilie	10	4	3	-	-	-
Autre	1 093	1 219	960	2 008	1 848	1 984
Total	19 121	17 727	13 622	27 550	32 551	25 355

Source : MSP

Tableau 20.03. Evolution des infractions récurrentes

Infractions	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Homicide volontaire	500	564	461	635	977	-
Lésion corporelle volontaire	2 864	3 332	2 407	4 093	4 078	3 198
Vol qualifié	4 270	4 326	3 215	5 377	6 323	5 570
Viol	1 032	1 118	678	1 154	1 142	980

Source: MSP

Tableau 20.04. Répartition des auteurs d'infractions par province et par sexe

Province	Sexe de l'auteur	2013	2014	2015	2016	2017
Bubanza	Femme	75	126	57	212	171
	Total	1 295	1 519	992	1 936	993
Bujumbura	Femme	106	97	27	314	167
	Total	1 421	1 284	487	2 104	1 171
Bururi	Femme	80	108	30	92	186
	Total	1 136	1 515	623	1 215	1 333
Cankuzo	Femme	43	71	35	152	208
	Total	792	1 004	871	957	1 154
Cibitoke	Femme	50	83	57	35	81
	Total	903	1 083	739	549	823
Gitega	Femme	93	190	118	232	397
	Total	1 530	1 680	1 348	1 450	1 939
Karusi	Femme	54	73	54	22	78
	Total	725	745	752	441	779
Kayanza	Femme	67	118	70	191	215
	Total	909	1 257	1 042	1 859	1 920
Kirundo	Femme	65	48	36	49	59
	Total	1 058	935	711	1 745	603
Makamba	Femme	86	146	71	118	142
	Total	1 262	1 452	1 113	1 312	1 166
Muramvya	Femme	40	66	29	74	63
	Total	817	935	647	543	478
Muyinga	Femme	60	85	38	29	215
	Total	1 032	1 037	717	841	1 209
Mwaro	Femme	59	109	43	81	83
	Total	982	1 077	768	958	539
Ngozi	Femme	48	82	69	110	281
	Total	1 051	1 208	998	1 679	1 662
Rumonge	Femme	-	-	114	118	44
	Total	-	-	1 480	632	417
Rutana	Femme	34	56	25	143	222
	Total	768	783	500	1 664	1 807
Ruyigi	Femme	46	51	59	23	79
	Total	765	990	1 076	246	564
Mairie	Femme	295	320	149	667	597
	Total	3 351	3 492	2 187	4 122	4 105
Total	Femme	1 301	1 829	1 081	2 662	3 288
	Total	19 797	21 996	17 051	24 253	22 662

Source : MSP

Tableau 20.05. Evolution des Dossiers ouverts et transmis au Ministère Public

Dossiers	2014	2015	2016	2017	2018
Ouverts	17 290	17 855	20 724	18 572	17 290
Transmis au Ministère Public	15 583	15 941	15 294	11 983	15 583
Total	32 873	33 796	36 018	30 555	32 873

Source: MSP

Tableau 20.06. Evolution du nombre de personnes placées sous la garde à vue par province

Province	2014	2015	2016	2017	2018
Bubanza	141	804	1 936	2 291	1 157
Bujumbura	779	447	2 103	1 248	598
Bururi	648	833	1 215	1 191	1 076
Cankuzo	409	517	957	1 135	410
Cibitoke	514	469	549	515	324
Gitega	1 025	990	1 450	1 438	750
Karuzi	356	501	440	515	1 014
Kayanza	186	369	1 859	1 327	654
Kirundo	169	284	1 744	1 019	727
Makamba	1 099	2 947	1 312	736	605
Muramvya	433	511	543	1 113	696
Muyinga	687	618	840	405	723
Mwaro	511	636	958	801	1 499
Ngozi	331	763	1 679	1 194	719
Rumonge	-	387	632	365	496
Rutana	532	779	1 664	1 552	1 289
Ruyigi	439	1 128	246	928	1 892
Bujumbura Mairie	1 839	1 488	7 194	5 390	2 149
Total	10 098	14 471	27 321	23 163	16 778

Source: MSP

Tableau 20.07. Statistiques sur les documents de voyage

Document	2016	2017	2018
Passeport Ordinaire	23 802	27 471	34 590
Passeport de Service	3 964	9 566	4 665
Passeport Diplomatique	523	437	555
Laissez-Passer	39 145	46 355	58 498
Cartes CEPGL	24 128	29 918	31 798
Titres de voyage pour réfugiés	25	46	30
Total	91 587	113 793	130 136

Source: MSP

Tableau 20.08. Statistiques sur les mouvements transfrontaliers des personnes

Poste		2015	2016	2017	2018
Aéroport	Entrées	50 058	46272	36884	70190
	Sorties	56 484	45556	63446	61309
	Expulsés et refoulés burundais	0	16	263	32
	Expulsés et refoulés étrangers	-	252	298	16
	Rapatriés	-	0	97	206
	Refus de voyager	-	56	124	11
	Touristes	-	0	21235	75749
	TOTAL	106 542	92 152	122 347	207 513
	Entrées	44 588	72 627	34 015	106 154
	Sorties	45 316	77 856	65 712	84 238
Ruhwa	Expulsés et refoulés burundais	-	40	268	22
	Expulsés et refoulés étrangers	-	35	38	34
	Rapatriés	-	14	72	41
	Refus de voyager	-	0	1	0
	Touristes	-	29 165	2	0
	TOTAL	89 904	179 737	100 108	190 489
	Entrées	95 493	68 504	59 958	874
	Sorties	92 120	72 888	99 324	82 594
	Expulsés et refoulés burundais	-	35	1692	121
	Expulsés et refoulés étrangers	-	29	129	11
Kanyaru-Haut	Rapatriés	-	0	71	4
	Refus de voyager	-	0	173	0
	Touristes	-	1 699	100	0
	TOTAL	187 613	143 155	161 447	83 604
	Entrées	747	707	290	50 822
	Sorties	846	1 028	924	429
	Expulsés et refoulés burundais	-	0	0	36
	Expulsés et refoulés étrangers	-	0	162	1
	Rapatriés	-	0	0	50
	Refus de voyager	-	0	0	0
Touristes	-	0	0	70	
Gasenyi II	TOTAL	1 593	1 735	1 376	51 408
	Entrées	2 913	4 009	5 724	2 317
	Sorties	7 727	8 529	13 523	106 718
	Expulsés et refoulés burundais	-	0	0	23
	Expulsés et refoulés étrangers	-	0	432	0
	Rapatriés	-	0	4	9
	Refus de voyager	-	0	0	0
	Touristes	-	0	0	430
	TOTAL	10 640	12 538	19 683	109 497
	Entrées	1 355	1 607	1 134	229
Sorties	1 569	1 906	2 075	9 783	
Nyanza-Lac	Expulsés et refoulés burundais	-	123	50	130
	Expulsés et refoulés étrangers	-	0	55	1
	Rapatriés	-	0	4 860	9 752
	Refus de voyager	-	0	2	0
	Touristes	-	378	371	4002
	TOTAL	2 924	4 014	8 547	23 897
	Entrées	18 699	16 063	36 767	-
	Sorties	20 064	18 545	64 356	52 687
	Expulsés et refoulés burundais	-	442	836	568
	Expulsés et refoulés étrangers	-	2	4 245	4
Kobero/Kabanga	Rapatriés	-	-	599	3 514
	Refus de voyager	-	-	108	13
	Touristes	-	238	657	444
	TOTAL	38 763	35 290	107 568	57 230

Tableau 20.08. Statistiques sur les mouvements transfrontaliers des personnes (suite)

Poste	2015	2016	2017	2018	
	Entrées	17 583	17 491	14 263	3 871
	Sorties	21 092	26 729	41 866	12 064
	Expulsés et refoulés burundais	-	286	569	124
Mabanda	Expulsés et refoulés étrangers	-	96	612	32
	Rapatriés	-	484	2 638	3 945
	Refus de voyager	-	-	38	20
	Touristes	-	471	6 079	10 993
	TOTAL	38 675	45 557	66 065	31 049
	Entrées	110 480	40 792	27 212	15 381
	Sorties	132 486	37 318	47 871	38 276
	Expulsés et refoulés burundais	-	632	1 433	2 160
Gasenyi I/Nemba	Expulsés et refoulés étrangers	-	48	41	9
	Rapatriés	-	1 355	543	918
	Refus de voyager	-	-	55	0
	Touristes	-	1 208	619	2 426
	TOTAL	242 966	81 353	77 774	59 170
	Entrées	7 314	3 324	16 298	4 762
	Sorties	7 310	3 206	26 445	14 281
	Expulsés et refoulés burundais	-	76	0	1
Rumonge	Expulsés et refoulés étrangers	-	-	433	43
	Rapatriés	-	167	0	39
	Refus de voyager	-	-	0	0
	Touristes	-	340	0	83
	TOTAL	14 624	7 113	43 176	19 209
	Entrées	686	942	721	39 808
	Sorties	4 234	6 251	6 026	880
	Expulsés et refoulés burundais	-	4	157	96
Gahumo	Expulsés et refoulés étrangers	-	-	142	8
	Rapatriés	-	-	1	3
	Refus de voyager	-	-	0	2
	Touristes	-	-	0	0
	TOTAL	4 920	7 197	7 047	40 797
	Entrées	39 239	43 978	35 327	54 507
	Sorties	46 991	73 168	64 707	47 020
	Expulsés et refoulés burundais	-	64	162	135
Gatumba	Expulsés et refoulés étrangers	-	33	358	205
	Rapatriés	-	-	35	92
	Refus de voyager	-	-	8	2
	Touristes	-	-	36	0
	TOTAL	86 230	117 243	100 633	101 961
	Entrées	485	1 156	169	7 204
	Sorties	1 115	2 661	1 757	10 424
	Expulsés et refoulés burundais	-	40	12	3
Giteranyi	Expulsés et refoulés étrangers	-	-	0	6
	Rapatriés	-	-	0	0
	Refus de voyager	-	-	0	0
	Touristes	-	-	0	0
	TOTAL	1 600	3 857	1 938	17 637
	Entrées	632	1 733	2 260	85 836
	Sorties	956	1 851	4 120	3 396
	Expulsés et refoulés burundais	-	-	0	0
Port Buja	Expulsés et refoulés étrangers	-	-	20	0
	Rapatriés	-	-	0	0
	Refus de voyager	-	-	0	2
	Touristes	-	-	0	0
	TOTAL	1 588	3 584	6 400	89 234

Tableau 20.08. Statistiques sur les mouvements transfrontaliers des personnes (suite)

Poste	2015	2016	2017	2018	
	Entrées	1 309	1 637	1 050	424
	Sorties	1 947	1 451	2 008	1 982
	Expulsés et refoulés burundais	-	-	2	0
Vugizo	Expulsés et refoulés étrangers	-	-	0	4
	Rapatriés	-	-	0	0
	Refus de voyager	-	-	0	0
	Touristes	-	9	0	0
	TOTAL	3 256	3 097	3 060	2 410
	Entrées	1 794	319	36	43 608
	Sorties	1 162	231	81	316
	Expulsés et refoulés burundais	0	12	28	729
Kanyaru-Bas	Expulsés et refoulés étrangers	0	1	0	0
	Rapatriés	0	0	0	517
	Refus de voyager	0	0	0	0
	Touristes	0	0	0	85
	TOTAL	2 956	563	145	45 255
	Entrées	393 375	321 161	271 103	486 973
	Sorties	441 419	379 114	504 372	527 957
	Expulsés et refoulés burundais	0	1 770	5 504	4 180
TOTAL	Expulsés et refoulés étrangers	0	496	6 965	374
	Rapatriés	0	2 020	8 550	19 095
	Refus de voyager	0	56	475	50
	Touristes	0	33 508	29 099	94 282
TOTAL		834 794	738 125	826 068	1 132 911

Source : MSP

Tableau 20.09. Statistiques des ressortissants de la Communauté Est Africaine

BURUNDI

POSTE FRONTIERE		2016	2017	2018
Aéroport	Entrées	27 972	24 116	29 995
	Sorties	24 214	23 873	30 640
Port	Entrées	1 128	1 384	2 058
	Sorties	1 159	1 562	1 760
Gatumba	Entrées	16 917	19 091	25 306
	Sorties	52 338	29 556	28 003
Vugizo	Entrées	245	324	647
	Sorties	327	1 061	982
Ruhwa	Entrées	19 071	11 320	22 092
	Sorties	24 530	13 010	28 879
Gasenyi I-Nemba	Entrées	30 832	22 239	28 594
	Sorties	26 367	22 787	54 708
Gasenyi II	Entrées	19	6	6
	Sorties	1 060	781	1 735
Kobero	Entrées	9 276	17 842	25 606
	Sorties	10 847	19 262	28 439
Gahumo	Entrées	338	341	351
	Sorties	6 261	5 613	9 606
Giteranyi	Entrées	507	77	15 948
	Sorties	18 874	1 753	16 284
Kanyaru Haut	Entrées	49 044	57 654	58 209
	Sorties	51 748	57 107	52 859
Kanyaru Bas	Entrées	120	27	313
	Sorties	77	39	438
Gisuru	Entrées	1 755	944	3 580
	Sorties	1 351	1 242	9 485
Mabanda	Entrées	9 389	13 527	9 623
	Sorties	20 518	29 587	21 757
Nyanza-Lac	Entrées	2 184	4 409	11 307
	Sorties	687	9 964	22 534
Rumonge	Entrées	1 912	8 975	9 104
	Sorties	2 258	9 777	8 366
TOTAL	Entrées	170 709	182 276	242 739
	Sorties	242 616	226 971	316 475

Source: MSP

RWANDA

POSTE FRONTIERE		2016	2017	2018
Aéroport	Entrées	876	856	1 399
	Sorties	1 048	800	1 217
Port	Entrées	-	29	29
	Sorties	-	21	21
Gatumba	Entrées	340	253	458
	Sorties	586	341	406
Vugizo	Entrées	5	1	13
	Sorties	3	1	12
Ruhwa	Entrées	12 834	4 073	10 100
	Sorties	12 445	3 484	8 640
Gasenyi I-Nemba	Entrées	4 524	2 077	2 606
	Sorties	3 997	1 881	4 106
Gasenyi II	Entrées	-	-	-
	Sorties	-	-	-
Kobero	Entrées	153	192	258
	Sorties	101	179	259
Gahumo	Entrées	56	8	5
	Sorties	29	7	9
Giteranyi	Entrées	-	-	2 588
	Sorties	-	-	2 533
Kanyaru Haut	Entrées	8 969	8 994	9 328
	Sorties	101 672	8 096	10 061
Kanyaru Bas	Entrées	165	25	79
	Sorties	123	28	69
Gisuru	Entrées	3	-	12
	Sorties	2	-	19
Mabanda	Entrées	122	67	38
	Sorties	181	82	36
Nyanza-Lac	Entrées	-	-	1
	Sorties	-	2	5
Rumonge	Entrées	38	-	-
	Sorties	26	3	15
TOTAL	Entrées	28 085	16 575	26 914
	Sorties	120 213	14 925	27 408

Source: MSP

TANZANIE

POSTE FRONTIERE		2016	2017	2018
Aéroport	Entrées	1 626	1 015	1 695
	Sorties	1 204	804	1 559
Port	Entrées	257	265	506
	Sorties	222	183	465
Gatumba	Entrées	961	688	897
	Sorties	634	436	386
Vugizo	Entrées	0	0	35
	Sorties	0	0	42
Ruhwa	Entrées	1 324	125	136
	Sorties	1 042	164	178
Gasenyi I-Nemba	Entrées	592	210	238
	Sorties	366	169	474
Gasenyi II	Entrées	688	509	406
	Sorties	0	0	0
Kobero	Entrées	12 003	16 694	16 912
	Sorties	21 632	14 841	14 123
Gahumo	Entrées	449	482	638
	Sorties	96	113	186
Giteranyi	Entrées	357	258	335
	Sorties	143	227	255
Kanyaru Haut	Entrées	407	408	397
	Sorties	518	310	272
Kanyaru Bas	Entrées	1	0	23
	Sorties	1	0	18
Gisuru	Entrées	119	244	1 486
	Sorties	147	239	1 978
Mabanda	Entrées	6 256	6 654	3 707
	Sorties	4 875	10 448	3 294
Nyanza-Lac	Entrées	1 321	2 241	4 396
	Sorties	657	1 213	2 501
Rumonge	Entrées	741	1 581	996
	Sorties	501	703	619
TOTAL	Entrées	27 102	31 373	32 803
	Sorties	32 038	29 950	26 350

Source: MSP

KENYA

POSTE FRONTIERE		2016	2017	2018
Aéroport	Entrées	2 532	2 210	2 585
	Sorties	2 066	1 638	2 399
Port	Entrées	0	0	0
	Sorties	0	0	0
Gatumba	Entrées	106	255	341
	Sorties	116	90	131
Vugizo	Entrées	0	0	0
	Sorties	0	0	0
Ruhwa	Entrées	146	35	77
	Sorties	79	29	63
Gasenyi I-Nemba	Entrées	591	416	611
	Sorties	691	350	883
Gasenyi II	Entrées	0	0	63
	Sorties	0	0	0
Kobero	Entrées	1 325	590	849
	Sorties	876	2 481	723
Gahumo	Entrées	8	0	5
	Sorties	5	0	0
Giteranyi	Entrées	0	0	319
	Sorties	0	0	484
Kanyaru Haut	Entrées	1 128	949	982
	Sorties	1 189	862	707
Kanyaru Bas	Entrées	0	0	2
	Sorties	0	0	3
Gisuru	Entrées	10	2	23
	Sorties	3	3	110
Mabanda	Entrées	82	64	32
	Sorties	55	58	29
Nyanza-Lac	Entrées	0	1	2
	Sorties	0	0	1
Rumonge	Entrées	0	0	0
	Sorties	0	0	0
TOTAL	Entrées	5 928	4 522	5 891
	Sorties	5 080	5 511	5 533

Source: MSP

UGANDA

POSTE FRONTIERE		2016	2017	2018
Aéroport	Entrées	1 089	795	1 230
	Sorties	676	662	1 012
Port	Entrées	0	0	0
	Sorties	0	0	0
Gatumba	Entrées	123	115	156
	Sorties	149	72	86
Vugizo	Entrées	0	0	0
	Sorties	0	0	0
Ruhwa	Entrées	32	22	65
	Sorties	52	25	63
Gasenyi I-Nemba	Entrées	1 472	1 004	1 369
	Sorties	1 257	741	2 169
Gasenyi II	Entrées	0	0	0
	Sorties	0	0	0
Kobero	Entrées	202	655	1 030
	Sorties	163	492	868
Gahumo	Entrées	1	2	1
	Sorties	1	2	1
Giteranyi	Entrées	0	0	613
	Sorties	0	0	1 022
Kanyaru Haut	Entrées	1 872	1 802	2 168
	Sorties	1 437	2 327	774
Kanyaru Bas	Entrées	0	0	1
	Sorties	0	0	2
Gisuru	Entrées	1	0	5
	Sorties	9	0	15
Mabanda	Entrées	38	28	30
	Sorties	6	19	18
Nyanza-Lac	Entrées	0	0	0
	Sorties	0	0	0
Rumonge	Entrées	7	0	0
	Sorties	1	0	0
TOTAL	Entrées	4 837	4 423	6 668
	Sorties	3 751	4 340	6 030

*Source : MSP***SUD DOUDAN**

POSTE FRONTIERE		2016	2017	2018
Aéroport	Entrées	-	-	150
	Sorties	-	-	185
Port	Entrées	-	-	0
	Sorties	-	-	0
Gatumba	Entrées	-	-	0
	Sorties	-	-	1
Vugizo	Entrées	-	-	0
	Sorties	-	-	0
Ruhwa	Entrées	-	-	3
	Sorties	-	-	2
Gasenyi I-Nemba	Entrées	-	-	1
	Sorties	-	-	0
Gasenyi II	Entrées	-	-	0
	Sorties	-	-	0
Kobero	Entrées	-	-	23
	Sorties	-	-	8
Gahumo	Entrées	-	-	0
	Sorties	-	-	0
Giteranyi	Entrées	-	-	1
	Sorties	-	-	1
Kanyaru Haut	Entrées	-	-	32
	Sorties	-	-	49
Kanyaru Bas	Entrées	-	-	0
	Sorties	-	-	0
Gisuru	Entrées	-	-	0
	Sorties	-	-	0
Mabanda	Entrées	-	-	0
	Sorties	-	-	0
Nyanza-Lac	Entrées	-	-	0
	Sorties	-	-	0
Rumonge	Entrées	-	-	0
	Sorties	-	-	0
TOTAL	Entrées	-	-	210
	Sorties	-	-	246

Source : MSP

Tableau 20.10. Répartition des accidents de la circulation routière par province selon les causes

Province	Cause	2016	2017	2018
Bubanza	État de la chaussée	7	11	34
	Excès de vitesse	68	39	81
	Ivresse du conducteur	0	0	3
	Mauvais état du véhicule	8	1	7
	Autres	2	2	33
	TOTAL	85	53	158
Bujumbura	État de la chaussée	63	44	92
	Excès de vitesse	111	44	65
	Ivresse du conducteur	2	0	24
	Mauvais état du véhicule	12	4	19
	Autres	348	45	84
	TOTAL	536	137	284
Bururi	État de la chaussée	38	26	14
	Excès de vitesse	36	29	45
	Ivresse du conducteur	0	1	1
	Mauvais état du véhicule	0	1	1
	Autres	1	12	7
	TOTAL	75	69	68
Cankuzo	État de la chaussée	9	6	14
	Excès de vitesse	38	4	13
	Ivresse du conducteur	37	2	0
	Mauvais état du véhicule	1	1	0
	Autres	10	11	10
	TOTAL	95	24	37
Cibitoke	État de la chaussée	31	34	24
	Excès de vitesse	112	82	87
	Ivresse du conducteur	0	0	0
	Mauvais état du véhicule	9	1	5
	Autres	8	7	20
	TOTAL	159	124	136
Gitega	État de la chaussée	66	44	34
	Excès de vitesse	81	55	137
	Ivresse du conducteur	1	0	3
	Mauvais état du véhicule	11	16	9
	Autres	14	43	54
	TOTAL	172	158	237
Karuzi	État de la chaussée	22	7	12
	Excès de vitesse	34	17	22
	Ivresse du conducteur	2	0	1
	Mauvais état du véhicule	0	5	3
	Autres	10	8	4
	TOTAL	68	37	42
Kayanza	État de la chaussée	15	33	23
	Excès de vitesse	111	59	43
	Ivresse du conducteur	16	7	5
	Mauvais état du véhicule	13	8	10
	Autres	15	16	37
	TOTAL	170	123	118
Kirundo	État de la chaussée	17	8	6
	Excès de vitesse	21	19	16
	Ivresse du conducteur	2	4	4
	Mauvais état du véhicule	3	1	4
	Autres	26	35	28
	TOTAL	68	67	58
Makamba	État de la chaussée	23	20	23
	Excès de vitesse	48	22	21
	Ivresse du conducteur	1	1	0
	Mauvais état du véhicule	16	3	6
	Autres	31	17	17
	TOTAL	120	63	67
Muramvya	État de la chaussée	30	16	25
	Excès de vitesse	29	32	54
	Ivresse du conducteur	1	2	8
	Mauvais état du véhicule	1	2	11
	Autres	11	4	3
	TOTAL	73	56	101
Muyinga	État de la chaussée	43	29	21
	Excès de vitesse	110	68	43
	Ivresse du conducteur	13	7	2
	Mauvais état du véhicule	30	18	14
	Autres	10	15	8
	TOTAL	205	137	88

Tableau 20.10. Répartition des accidents de la circulation routière par province selon les causes (suite)

Province	Cause	2016	2017	2018
Mwaro	État de la chaussée	3	5	12
	Excès de vitesse	10	12	21
	Ivresse du conducteur	0	0	2
	Mauvais état du véhicule	2	1	5
	Autres	3	3	7
	TOTAL	18	21	47
Ngozi	État de la chaussée	15	16	5
	Excès de vitesse	49	12	18
	Ivresse du conducteur	4	2	0
	Mauvais état du véhicule	18	4	0
	Autres	17	7	10
	TOTAL	102	41	33
Rumonge	État de la chaussée	27	3	7
	Excès de vitesse	43	32	24
	Ivresse du conducteur	0	0	0
	Mauvais état du véhicule	2	3	2
	Autres	0	8	13
	TOTAL	72	46	46
Rutana	État de la chaussée	21	15	13
	Excès de vitesse	36	31	22
	Ivresse du conducteur	1	1	1
	Mauvais état du véhicule	7	5	4
	Autres	23	15	6
	TOTAL	88	67	46
Ruyigi	État de la chaussée	16	9	24
	Excès de vitesse	11	14	16
	Ivresse du conducteur	0	0	1
	Mauvais état du véhicule	2	5	3
	Autres	2	25	20
	TOTAL	31	53	64
Bujumbura Mairie	État de la chaussée	921	89	154
	Excès de vitesse	447	525	229
	Ivresse du conducteur	65	45	78
	Mauvais état du véhicule	111	107	94
	Autres	632	1 103	1 358
	TOTAL	2 176	1 869	1 913
TOTAL	État de la chaussée	1 367	415	537
	Excès de vitesse	1 395	1 096	957
	Ivresse du conducteur	145	72	133
	Mauvais état du véhicule	246	186	197
	Autres	1 163	1 376	1 719
	TOTAL	4 313	3 145	3 543

Source : MSP

Tableau 20.11. Véhicules contrevenants au code de la route en Mairie de Bujumbura et amendes transigées

Désignation	2016		2017	
	Effectif	Amende (en Fbu)	Effectif	Amende (en Fbu)
Véhicule de Transport des Personnes contrevenant au Code de la Route	21 088	580 091 000	24 118	601 060 000
Véhicule de Transport des Biens contrevenant au Code de la Route	3 821	123 909 000	2 679	109 469 000
Motos Contrevenant au Code de la Route	1 549	49 550 000	991	37 765 000
Personnes Contrôlées en Etat d'Ivresse au Volant	26	1 300 000	15	750 000
Constat d'accident de roulage	801	39 650 000	1 447	65 045 000
Total	27 285	794 500 000	29 250	814 089 000

Source: MSP

Tableau 20.12. Statistiques sur les permis de conduire et recettes y relatif

Désignation	2016	2017	2018
Permis provisoires			
Demandés	7 713	5 725	-
Délivrés	2 711	2 410	4 320
Recettes en Fbu	77 540 000	114 500 000	148 780 000
Permis définitifs			
Demandés	4 276	2 344	-
Délivrés	2 827	1 219	2 967
Recettes en Fbu	350 100 000	227 700 000	373 500 000
Recettes totale en Fbu	427 640 000	342 200 000	522 280 000

Source: MSP

Tableau 20.13. Statistiques sur les permis de conduire provisoires renouvelés et duplicata délivrés

Désignation	2 016	2 017	2 018
Permis renouvelés	1 503	2 342	10 109
Recettes en Fbu	42 410 000	46 860 000	202 180 000
Duplicata délivrés	3 479	214	-
Recettes en Fbu	138 840 000	3 320 000	-

Source: MSP

Tableau 20.14. Statistiques sur les permis de conduire définitifs renouvelés ou changés

Désignation	2016	2017	2018
Permis renouvelés			
Demandés	28 145	40 534	-
Délivrés	24 856	40 969	26 646
Recettes en Fbu	2 525 250 000	5 040 540 000	1 837 540 000
Permis changés			
Demandés	294	37	-
Délivrés	294	50	285
Recettes en Fbu	11 760 000	5 300 000	29 500 000

Source: MSP

Tableau 20.15. Statistiques sur les permis de conduire internationaux renouvelés ou changés

Désignation	2016	2017	2018
Permis International demandé	277	125	-
Permis International délivré	277	99	131
Recette en FBU	17 580 000	6 140 000	8 580 000

Source: MSP

Tableau 20.16. Evolution des impacts des accidents de roulage en Mairie de Bujumbura

Impacts	2016	2017	2018
Décès			
Femme	17	24	15
Homme	102	67	37
Total	119	91	52
Blessés			
Femme	231	203	210
Homme	797	229	699
Total	1028	432	909

Source : MSP

CHAPITRE XXI : DIPLOMATIE

Contrairement aux autres chapitres de l'annuaire statistique qui présentent des données chiffrées, celui-ci ne donne que le nom du pays, l'adresse, le numéro du téléphone ainsi que le fax concernant les missions diplomatiques et consulaires ainsi que les autres organisations internationales et autres représentations étrangères accréditées à Bujumbura. Cependant, dans le dernier tableau de ce chapitre concernant les bourses et stages, quelques données chiffrées sont présentées.

Ainsi, les renseignements fournis portent sur :

- Les missions diplomatiques et consulaires accréditées à Bujumbura ;
- Les organisations internationales et autres représentations étrangères accréditées à Bujumbura ;
- Les missions diplomatiques accréditées à Bujumbura et résidant dans les pays tiers ;
- Les bourses et stages offerts dans diverses disciplines.

Il faut noter que les informations disponibles commencent avec l'année 2015.

Source de données :

- **Ministère des relations extérieures et de la coopération internationale**

Tableau 21.01. Missions diplomatiques du Burundi à l'Etranger en 2017

Ambassades					
N°	Ville	Pays d'accréditation	Adresse	Téléphone	Fax
1	New York	Etats Unis	336east 45th Street 12 floor New York	12124990002	12124990006
2	washington	Etats Unis	Wisconsin, avenue NW suite 212 Washington DC 20007 USA	12023422574	12023422578
3	Brasilia	Brésil	SHSQ121 Conjunto 1casa10-lagoSul-Brasilia - DF,CEP71655	0055-6132481814/005561324815	
4	Otawa	Canada	325,Rue Dalhouse Street,Suite 815,Ottawa Ontario	16137890414	16137899537
5	Paris	France	10-12, rue de l'Orme 75119 Paris	33145206061	33145200254
6	Bruxelles	Belgique	Square Marie Louise46-100 Bruxelles	3222304453	3222307883
7	Moscou	Russie	Ouspensky Percoulouk	74952302564	74952302009
8	LaHaye	Pays Bas	Cornegielaan 4-14,2517KHDen Haag Graven HAGUE		
9	Genève	Suisse	44,Rue de Lausanne 1201 Geneve	41227327705	41227327734
10	Ankara	Turquie			
11	Rome	Italie	Via Carso Di Francia n°221-00191,Rome 2ème étage	390 636 381 786	39.063.6381171
12	Londres	Royaume Uni	Ouganda House, Second Floor 58-59 Trafagar Square, London WC2N 5DX	00 44 (0) 2079304958	
13	Berlin	Allemagne	Berliner Strasse 3610715 Berlin	49.302.3456700	49.302.2345670
14	Béijing	Chine	25, Guang Hua Lu, Beijing Chine	86.106.5321801	86.106.5322381
15	New Delhi	Inde	C-1/24,Vasant vihar New Delhi 110057 India	91-11-46151947	911-4950310827
16	Riyad	Arabie Saoudite			
17	Kigali	Rwanda	Boulevard de l'Umuganda	250 072 252 587 940	250 072 252 587 942
18	Kinshasa	RDC	Avenue Lubefu 28 Kinshasa -Gombe	255 282 802 865	
19	Dar Es salam	Tanzanie	Plot 1007 Lugalo Road, Upanga East	255 222 127 007	255 222 127 009
20	Kampala	Ouganda	Hamilton Road, Plot 14smChambers Bld 1st Floor	256 414 235 850	256 414 235 845
21	Nairobi	Kenya	Coop Trust Piazza of Bunyala Road Uppe Hill	25420310826	25420310827
22	Lusaka	Zambia			
23	Addis Abeba	Ethiopie	Kirkos Sub City, K-03, N°047	251 114 651 300	251 114 650 299
24	Pretoria	Afrique du Sud	20 glyn Street Cobyn 0083	27 123 424 881	27 123 424 881
25	Abuja	Nigeria	59 TY Danjuma Street, Asoko Abuja Nigeria	23493146041	234 946 601 510
26	Caire	Egypte	27 rue El Ryad Street-Mohandersin Cairo -Egypte	2023024301	20233441997
27	Rabat	Maroc			
28	Kigoma	Tanzanie	P.O Box 130 Tanzania	255 282 802 865	255 280 802 499
29	Dubaï	Emirats Arabe Unis	Al- Barshal, Street 22B, Villa 59,Plot 376-1966	971-435 42996	971-435 42995

Source: Ministère des Relations Exterieures et de la Coopération Internationale

Tableau 21.02. Missions diplomatiques et consulaires accréditées à Bujumbura en 2017

N°	Pays	Adresse	Téléphone	Fax
1. Missions diplomatiques résidentes				
1	Etats-unis d'Amérique	Quartier Kigobe Sud	22207000	22222926
2	Belgique	30, avenue du 18 septembre	22226176	22221004
3	Chine	Parcelle 675 Kiriri	22224307/22216856	22213735/22224082
4	France	60, Boulevard de l'UPRONA	22203000	
5	Rwanda	Rohero I, Avenue de la RDC, N°24	22228755	22223254
6	RD Congo	13, avenue de la RDC/Rohero	22226918	
7	Egypte	12, avenue Nzero, Kinindo	22223161	
8	Republique Unie de Tanzanie	Gihungwe, Avenue Mpotsa 1716 kabondo	22248636	22248637
9	Libye	33, Avenue de la Revolution	22244871	22249096
10	Russie	43, Boulevard de l'UPRONA	22226098	22243244
11	Royaume des Pays Bas	Place de l'Indépendance, immeuble Old east Premier étage	22252055	22252054
12	Republique Fédérale de Nigeria	Avenue du Large n°4738	22257076/22257078	
13	Ouganda	Blv de l'Uprona, immeuble white Stone 1er etage	22274611	22274613
14	Kenya	52, Avenue des Travailleurs, Kiriri	22258160	22258161
15	République Algérienne	17, Avenue Belvédère, Kiriri	22279207	-
16	Bureau de Coopération Suisse	28, Avenue de Mai, Kiriri	22244932/22252263	22248650
17	Delegation de l'Union Européenne	Building Old east, Place de l'Indépendance	22223426	22224612
18	Bureau de Liaison de l'Ambassade Britanique	Old East Building, 1st Floor, www.fco.gov.uk	22246499	22246499
19	République Fédérale d'Allemagne	30 Avenue du 18 septembre	22257777/22257778	22221004
20	Représentation de l'Union Africain	Quartier INSS, ROHERO I	22213540/22213541	22213542
21	La Noniature Apostolique	28, avenue des Travailleurs, Rohero	22222326	22223176
2. Les consulats honoraires au Burundi				
N°	Pays	Adresse physique	Téléphone	Fax
1	Grèce et Chypre	Avenue Nicolas Mayugi	22 22 45 51 greekconsulate.bjm@gmail.com/cyprusconsulate@gmail.com	22 22 39 17
2	Roumanie	Kiriri, avenue juillet, N°1	79 97 29 52 /75 97 29 52 bournet2002fr@yahoo.fr	
3	Canada	Suite 620, Hôtel Club du Lac Tanganyika	22245898	-
4	Corée du Sud	Building de la Croix Rouge	22245370	-
5	Cote d'Ivoire	BWIZA, Avenue de l'Université, N°47	22 25 40 01 consulcibdi@yahoo.fr	-
6	Sénégal	Anvenue MOSO	22229683	-
7	Gabon	Avenue de Janvier, 49 Rohero, BP 1076 BU	22 27 64 54	22 27 64 54
8	Union des Comores	18, Avenue Nicolas MAYUGI	22 22 88 79	-
9	Danemark	Route de l'Aéroport (RN 5), 15ème Transvaal	79 11 00 04/79 93 18 40 /76 94 70 00; andersen@consuldk.bi	
10	Royaume des Pays Bas	Avenue de Grèce n°05, BP 152 BUJUMBURA	22 22 20 82/22 22 36 14 consulespbdi@yahoo.fr	22 22 26 15
11	Espagne	Avenue de la Révolution n°27, BP1961 Bujumbura	22 25 36 10 consulespbdi@yahoo.fr	22 25 36 10
12	Maï	9, Avenue Moso/Rohero II, BP1127 Bujumbura	22 22 09 46	22 22 55 21
13	Mexique	INTERBANK	22225952/22220933	-
14	Soudan	Kigobe Sud	Kiriri Residence New Parader	-

Tableau 21.03. Organisations Internationales et autres représentations Etrangères accréditées à Bujumbura en 2017

N°	Sigle	Organisme/Représentation	Adresse	Téléphone
1	OMS	Organisation Mondiale de la Santé, Bureau de la Représentation au Burundi	Blv de l'UPRONA,	22231247/22231702
2	FAO	Fond des Nations Unies pour l' Elevage et l'Agriculture	Q. Asiatique	22206002
3	ONUFEMMES	Entité des Nations Unies pour l'Egalité des Sexes et l'autonomisation des Femmes	Avenue NGENDANDUMWE	222301300
4	UNHCR	Organisation des Nations Unies pour les Réfugiés	Avenue du Large, BP:307	22223245
5	PAM	Programme Alimentaire Mondial	Avenue du Large, N°78	22214615
6	PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement	Q. INSS, Avenue des Patriotes N°10, BP:1490 Bujumbura	22205698/22301110
7	UNICEF	Organisation des Nations Unies Pour l'Enfance	Kabondo, avenue Gitega BP:1650 Bujumbura	22202010/22202029
8	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture	Boulevard de l'Uprona, B.P 1555 Bujumbura	22215382/22215384
9	ONUSIDA	Programme des Nations Unies sur le VIH/SIDA	Avenue du Large, Building du PAM, BP 1490 Bujumbura, www.unaids.org	22218112
10	UNFPA	Fond des Nations Unies pour la Population	Kabondo Ouest, avenue Gitega, BP 6899 Bujumbura	22205754
11	BM	Banque Mondiale	BP 2637	22206200
12	FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole	Avenue du Large	22205464
13	FMI	Fonds Monétaires International	A côté de la BRB	22253841
14	BAD	Banque Africaine de Développement	Avenue des travailleurs, n°10, BP 7543	22 27 78 23
15	JICA Burundi	Ajance Japonaise de Coopération Internationale	Place de l'Indépendance , Immeuble Old East, 2ème étage	22 25 57 27 / 22 27 67 27
16	UA	Représentant de l'Union Africaine au Burundi	Quartier INSS, Avenue Kayanza, N°11	-
17	CIRGL	Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs	Boulevard du Japon N°38 ,BP 7076 Bujumbura, secretaria@icgtr.org, www.icgtr.org	22256824 / 5/7/9 Mob 79344901
18		Trade and Dvlpt Bank	Rohero I, chaussée Price Louis Rwagasore	22224966
19	CTB	Coopération Technique Belge	ROHERO I, Avenue du 18 Septembre www.btcctb.org	22223931
20	CICR	Comité International de la Croix-Rouge	Route de l'Aéroport de Bujumbura, Parcelle n°3513 BP Bujumbura, bujumbura@icrc.org, www.icrc.org	222129 / 22223280/ 79707061 / 70916220
21	EGL	Organisation de la CEPGEL pour l'Energie des pays des Grands Lacs	Boulevard de l'UPRONA BP1912 Bujumbura, egl@cbinfo.com	22225504 / 22223979 / 22225731
22	GIZ		Croisement Avenue de la JRR -Avenue Prince Louis Rwagasore-giz-burundi@giz.de, www.giz.de Route de l'Aéroport de Bujumbura, Parcelle n°3513 BP Bujumbura	22215979 / 22249423 22212908 / 22223280 / 79707061 / 79916220
23		Bureau de Coopération Suisse	BP 6312 Bujumbura, bujumbura@eda.admin.ch, www.cooperation-suisseadmin.ch/grandslacs	22244932
24	ZEP	Banque de la ZEP	Rohero, Quartier INSS	22246254/22228794
25		Délégation Afrique des Grands Lacs de l'Agence Universitaire de la Francophonie	UB	22241638/22241646

Source: Ministère des Relations Exterieures et de la Coopération Internationale

Tableau 21.04. Missions Diplomatiques accréditées à Bujumbura et résidant dans les pays tiers en 2017

Residence: Addis Abeba				
	Pays	Adresse Physique	Adresse	Fax
1	Etat d'Israel	Yeka sub City, Kebele 22 H N°283	(251-11)6460999 ou 461953 ou Ambassador@addisababamfa.gov.il	2 511 164 611 961
2	Burkina Faso	Bole sub city kebele 03 H n°138	25111615857 ou 1615855 ou ambafet@ethionet.et	
3	République de Sierra Léone	Nisaaf silk Loto Sub City, Kibele 05, House n°2629	25111710033 ou salonembadd@yahoo.co.uk	251 113 711 911
4	République du Sénégal	Bole sub city kebele 03 H n°2161	251116611376 ou ambassene-addis@ethionet.et	251 116 610 020
5	La République Tchèque	Kirkos sub city, Kebele 152, House n°289	251115516132 ou282 addis abeba@embassy.mzv.cz	251 115 513 471
Residence:Kampala				
1	Espagne	Plot10,lourder RD, Nakasero	256410u4250442 consolare.kampala@esteri.it	414 250 448
2	République du Soudan	Plot21, Nakasero Road	256312261358ou 414230001 ambasadunikampala.co.ug	256 414 346 573
3	Ethiopie	Plot 3, Kitante closeoff kira Road	256414341885 ou ethiokam@uttoline.co.ug	256 414 348 340
4	Turquie	Plot 9, Elgon Terrace Rd, Kololo	256414500182 ou embassy_kampala@mfa.gov.tr	
5	Royaume de Danemark	Plot 3 Lumumba avenue	256312263211ou ambkampala@um.dk	256 312 264 624
6	République de Cuba	Plot 10 K.A.R Drive, lower kololo terrace	256414233742 ecuba@africaonline.co.ug	256 414 233 742
7	Inde	Plot 11, kyondondo, Nakasero	2564142257368 ou Hoc.kampala@mea.gov.in	
8	Iran	8 Kololo Hill lane	256 414 505 886	256 414 505 886
9	Italie	11 LoureRoad Nakasero	256 312 188 000	256 414 250 450
10	Coree du Nord	Kampala	256414343424 dprkemb70@gmail.com	256 414 343 424
11	Norvege	18Akil Bua Road, Nakasero	256417112000emb.kampala@mfa.no	256 417 112 000
12	Soudan du Sud	2Sewibwa, Road, Nakasero	256414230272 embassyrss.kampala@gmail.com	256 776 988 989
Avec Résidence à Kigali				
1	Ambassade de Suede	Aurore building Kacyiru 1st floor	ambassaden.kigali@foreign.ministry.se	250252597400/250252597459
2	Ambassade Corée du Sud	Kigali	Koremb-rwanda@hotmail	250 252 577 577
3	Japon	Kigali	Rw.emb-japon@kq.mofa.go.jp	25025200884
4	République du Congo	Kigali	ambacokigali@gmail.com	250 733 073 578
5	Maroc	Kigali	Ejkim88@mofa.go.kr	250 736 000 097
Avec Résidence à Nairobi				
1	Ambassade du Canada	LimuruRoad, Gigiri, Nairobi ok	00 254(20)366-3000, nrobi@international.gc.ca	00 254(20)366-3000
2	Ambassade du Bostwana	Gigiri Drive, LR/Bloc n°91/238 Gigiri	00 254 207 123 412	botken@gov.bw
3	Ambassade de l'Australie	RiversideDrive,400M offChiromo Road	Australian.hc.kenya.org	00 254204277100
4	Ambassade de Serbie			00 254202710076/00 254 202714016
5	Argentine	Kitisiru Road/Tate Close.3.3E	254 204 183 119, mail@embargentinkenya.org	
6	Bésil	Taner Center, UN Crescent Raod, UN Close, Gqiri	254 207 125 766 Brasemb.nairo@itamaraty.gov.br	
7	Colombie	Gigiri Drive, LR/Bloc n°91/50 Gqiri	254714829792Gigiri Court Off Crescent, House n°91/50	254 714 829 792
8	Grece	Grece, Nation Center,7th floor, Kimati street	25420340722, gremb.nai@mfa.gr	
9	Chypre	Ministry of foreign affairs, Presidential Palace avenue	357 226 510 00,ckapsos@mfa.gov.cy	
10	Mexique	Kibarage way, Loresho	254728389813, mexicoembamex.co.ke	
11	Philippines	state House Road	254518013393, nairobi@dfa.gov.ph	
12	Thaïland	LilimaniArea,Rose Avenue, Off Dennis Pritt Road,	254202919100,thai@thanbi.or.ke	
13	Serbie	Statehouse Road	254202710076, nairobi@embassyofserbia.or.ke	
14	Roumanie	EludMahuSoktreet Rundda	254721234073, secretariat@tamaianembassy.co.ke	
15	Pakistan	Stmichel/Road of church Road of Waiyaki Way	25 420 443 911	
16	Maroc	UN avenue, Gqiri	254207120765/95, sifmanbi@gmail.com	
17	Malaisie	Gigiri Gorve, Block 91/404	25402002377732, malnairobi@kln.gov.my	
18	Ambassade de Koweït	Muthaiga Road, Serengeti avenue	254 202394439, kuwaitembassy@gmail.com	00 254 202394439
Avec Résidence à Dar-Es-Salaam				
1	Ambassade d'Indonésie			00 255 222118133
2	Irlande	Dar Es Salaamn	255222602355, Dar Es salaamembassy@dfa.irPlot n°353 Toure, Dar Drive Masaki	
3	Finlande	70, Kenyatta, Drive, Oysterbay	255754400041 pekka.hukka@formin.fi	
4	Malawi	Rose Garden, Road, Michochen .B	255 686270041, mmhcrdar@yahoo.c.uk	
5	Angola	Msanani Peninsula Buzwagi street, Chole, Road,n°	255222602683, Communic@hotmail.com	
6	Zambie	Plot n°5/6,Ohio/Sokoine Drive	255222125529, info@whcdar.or.tz	
7	Namibia	3Rufiji Street,Masaki	255222601903,namhcdar@gmail.com	
8	Oman	Plot n°810,Mwayi kibaki Road, Mikocheni A	255 222 277 310, daressalam@mofa.gov.com	
9	Mozambique	Garden avenue, Plot n°25	255222124673, Mozambiquecindar@gmail.com	
10	Etat de Qatar	Plot n°345, Tumbawe Street, Toure Drive, Oystrebay	255222664713, daressalaam@mofa.qa.gov	
11	Espagne	99B, Kinondoni Road	255222666018,Emb.daressalaam@maec.es	
12	Indonesie	Ali Hassani Mwinyi Road, Plot n°299	255 222 118 133,kbrisdsm@raha.com	
13	Zimbabwe	Plot n°298, Shake Street, Masaki	255222602930, info@zimembassytanzania.com	

Source: Ministère des Relations Exterieures et de la Coopération Internationale

CHAPITRE XXII. LOIS ET TEXTES GOUVERNEMENTAUX

Lois promulguées en 2019

1. Loi n°1/02 du 29 janvier 2019 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de prêt N°12/732 entre la République du Burundi et le Fonds Saoudien pour le développement relatif au projet de construction de la route nationale n°3, tronçon : Rumonge-Nyanza-Lac, signé à Bujumbura le 26 novembre 2018 ;
2. Loi n°1/04 du 04 février 2019 portant fixation de la capitale politique et de la capitale économique du Burundi ;
3. Loi n°1/07 du 13 mars 2019 portant révision de la loi n° 1/31 du 31 décembre 2013 portant missions, composition, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale des Terres et autres Biens ;
4. Loi n°1/08 du 13 mars 2019 portant révision de la loi n° 1/26 du 15 septembre 2014 portant création, organisation, composition, fonctionnement et compétence de la Cour Spéciale des Terres et autres Biens ainsi que la procédure suivie devant elle .
5. Loi Organique n°1/11 du 20 mai 2019 portant modification de la loi n°1/20 du 3 juin 2014 portant Code Electoral ;
6. Loi Organique n° 1/12 du 12 mai 2019 portant missions, organisation et fonctionnement du conseil supérieur des parquets ;
7. Loi Organique n°1/13 du 12 juin 2019 portant organisation et fonctionnement du Conseil Supérieur de la Magistrature ;
8. Loi n 1/16 du 12 juillet 2019 portant modification de la loi n°1/05 du 02 mars 2006 portant statut du personnel du service national de renseignement ;
9. Loi n° 1/17 du 11 juillet 2019 portant missions, organisation et fonctionnement du service national de renseignement ;
10. Loi n° 1/18 du 12 juillet 2019 régissant les fondations d'utilité publique au Burundi ;
11. Loi organique n°1/21 du août 2019 portant modification de la loi n° 1/07 du

- 25 février 2005 régissant la Cour Suprême ;
12. Loi n°1/22 du 11 octobre 2019 portant ratification par la République du Burundi de l'accord portant création de la zone de libre échange tripartite entre le marché commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA), la Communauté Est Africaine (EAC) et la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) ;
13. Loi n°1/24 du 11 octobre 2019 portant ratification par la République du Burundi du protocole portant amendement de l'accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce ;
14. Loi n°1/25 du 11 octobre 2019 portant ratification par la République du Burundi de l'article 24.2(a) amende du protocole portant création de l'union douanière de la communauté Est Africaine ;
15. Loi n°1/26 du 22 octobre 2019 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de prêt entre la République du Burundi et la Banque d'Import-Export (EXIM BANK OF INDIA) relatif au projet de construction du palais du parlement à Gitega et des Buildings ministériels au Burundi, signé à new Delhi le 2 juillet 2019.

Lois promulguées en 2018

1. Loi n°1/01 du 6 janvier 2018 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de Don N° 2000001940 pour le financement du Projet d'Appui à l'Inclusion Financière Agricole et Rurale du Burundi (PAIFAR-B) entre la République du Burundi et le Fonds international de Développement Agricole (FIDA), signé à Rome le 3 octobre 2017 ;
2. Loi n°1/02 du 6 janvier 2018 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de Don N° D225-BI entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement (IDA), relatif au financement du projet de

- développement local et création d'emploi, signé à Bujumbura, le 29 septembre 2017 ;
3. Loi n°1/03 du 10 janvier 2018 portant promotion et protection des droits des personnes handicapées au Burundi ;
 4. Loi n°1/04 du 24 janvier 2018 portant modification de la loi n°1/01 du 04 février 2008 portant code des marchés publics ;
 5. Loi n°1/05 du 23 janvier 2018 portant insolvabilité du commerçant au Burundi ;
 6. Loi organique n°1/06 du 8 mars 2018 portant révision de la loi n°1/03 du 24 janvier 2013 portant mission, composition, organisation et fonctionnement du Conseil National de la Communication (CNC) ;
 7. Loi N°1/07 du 11 mai 2018 portant système national de paiement ;
 8. Loi N°1/08 du 11 mai 2018 portant gestion des pesticides au Burundi ;
 9. Loi n°1/09 du 11 mai 2018 portant modification du code de procédure pénale
 10. Loi n° 10 du 11 mai 2018 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de Don N° TFOA4223, d'un montant de USD 33.128.582,85 entre la République du Burundi et la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement/Association Internationale pour le Développement, relatif au financement du projet hydroélectrique de Jiji et Mulembwe, signé à Bujumbura le 19 décembre 2017 ;
 11. Loi n°1/12 du 30 mai 2018 portant code de l'offre des soins et services de santé au Burundi ;
 12. Loi n°1/14 du 05 juillet 2018 portant création d'un corps des volontaires burundais
2. Loi n°1/02 du 27 janvier 2017 portant cadre organique des Associations Sans But Lucratif ;
 3. Loi n°1/03 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition et Fonctionnement de la Police Nationale du Burundi ;
 4. Loi organique n°1/04 du 20 février 2017 portant Missions, Organisation, Composition, Instruction et Fonctionnement de la Force de Défense Nationale du Burundi ;
 5. Loi n°1/05 du 09 mars 2017 portant ratification par la République du Burundi du Contrat de financement n° FI83853 d'un montant de 70 Millions d'Euros entre la République du Burundi et la Banque Européenne d'Investissement (BEI) relatif au financement du projet Hydroélectrique de JIJJ et MULEMBWE (PHJIMU), signé à Luxembourg le 11 décembre 2014 ;
 6. Loi n°1/08 du 27 avril 2017 portant amendement d'une disposition de la loi n°1/12 du 29 juillet 2013 portant révision de la loi n°1/02 du 17 février 2009 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée "TVA" ;
 7. Loi n°1/09 du 27 avril 2017 portant amendement d'une disposition de la loi n°1/22 du 26 mai 2006 portant création de la redevance administrative ;
 8. Loi n°1/10 du 27 avril 2017 portant amendement d'une disposition de la loi n°1/10 du 30 juin 2009 portant application du Tarif Extérieur Commun "TEC" de la Communauté Est Africaine ;
 9. Loi n°1/11 du 3 mai 2017 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de Don N° D166-BI entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement (IDA) relatif au financement du projet d'Appui au système de santé "KIRA" signé à Bujumbura, le 23 mars 2017 ;
 10. Loi n°1/12 du 28 juin 2017 régissant les sociétés coopératives au Burundi ;
 11. Loi n°1/13 du 27 juillet 2017 portant ratification par la République du Burundi du Protocole portant sur les mesures sanitaires et

Lois promulguées en 2017

1. Loi n°1/01 du 23 janvier 2017 portant modification de la loi n°1/011 du 23 juin 1999 portant modification du Décret-loi n°1/033 du 22 août 1990 portant cadre général de la coopération entre la République du Burundi et les Organisations Non Gouvernementales étrangères (ONGE) ;

phytosanitaires de la Communauté Est Africaine ;

12. Loi n°1/14 du 14 août 2017 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de crédit concessionnel N° China EXIMBANK GCL 2016 NO. (33) total NO. (603) entre la République du Burundi et EXIMBANK de Chine relatif à la réalisation du projet de migration vers la radiodiffusion télévisuelle numérique au Burundi, signé à Bujumbura le 1er juin 2017 ;

13. Loi n°1/15 du 14 août 2017 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de coopération commerciale et économique entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la République de Turquie, signé le 27 août 2015 à Ankara, Turquie ;

14. Loi n°1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires ;

15. Loi N°1/27 du 29 décembre 2017 portant révision du code pénal.

financement additionnel du projet de mise en réseau des laboratoires de santé publique des pays de la Communauté Est Africaine , le 1^{er} avril 2016 ;

5. Loi n°1/10 du 12 août 2016 régissant les sûretés mobilières conventionnelles au Burundi ;

6. Loi n°1/13 du 22 septembre 2016 portant prévention, protection des victimes et répression des violences basées sur le genre ;

7. Loi n°1/14 du 18 octobre portant retrait de la République du Burundi du statut de la Cour Pénale Internationale adopté à Rome le 17 juillet 1998 ;

8. Loi n°1/17 du 30 novembre 2016 portant organisation de la pêche et de l'aquaculture au Burundi ;

9. Loi n°1/18 du 8 décembre portant ratification par la République du Burundi de la Charte Africaine sur les valeurs et les principes de la décentralisation, de la gouvernance locale et du développement local.

Lois promulguées en 2016

1. Loi n°1/03 du 07 mai 2016 régissant la gestion de la dette publique ;

2. Loi n°1/04 du 27 juin 2016 portant protection des victimes, des témoins et d'autres personnes en situation de risque ;

3. Loi n°1/05 du 30 juin 2016 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de don entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement (IDA) relatif au Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles pour l'Efficacité Gouvernementale (PRCIEG) signé à Bujumbura, le 1^{er} avril 2016 ;

4. Loi n°1/06 du 30 juin 2016 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de don entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement (IDA) relatif au

Lois promulguées en 2015

1. Loi n°1/01 du 16 janvier 2015 portant révision de la loi n°1/07 du 26 avril 2010 portant code de commerce ;

2. Loi n°1/01 du 19 janvier 2015 portant ratification par la République du Burundi de la charte de la renaissance culturelle africaine, adoptée à Khartoum, les 23 et 24 janvier 2006 ;

3. Loi n°1/04 du 19 janvier 2015 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de prêt N° 1604P entre la République du Burundi et le Fond de l'OPEP pour le Développement International (OFID) relatif au Programme National pour la Sécurité Alimentaire et le Développement Rural de l'Imbo et du Moso (PNSADR-IM) signé à Berlin le 30 octobre 2014 ;

4. Loi n°1/05 du 27 février 2015 portant ratification par la République du Burundi de

l'Accord de financement N° D0250 pour huitième don d'appui à la réforme économique (DARE VIII), d'un montant de vingt-cinq millions de dollars américains, accordé par l'Association Internationale de Développement au Gouvernement de la République du Burundi pour l'exercice 2014, signé à Bujumbura le 19 janvier 2015 entre le Gouvernement de la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement ;

5. Loi n°1/06 du 27 février 2015 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de coopération économique et technique entre le Gouvernement de la République Populaire de Chine et le Gouvernement de la République du Burundi relatif au financement des projets retenus par les deux Gouvernements, signé à Bujumbura le 16 septembre 2011 ;
6. Loi n°1/07 du 05 mars 2015 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de coopération économique et technique entre le Gouvernement de la République Populaire de Chine et le Gouvernement de la République du Burundi relatif au financement des projets de construction du palais présidentiel et des projets par les deux Gouvernements, signé à Bujumbura le 21 août 2009 ;
7. Loi n°1/08 du 16 mars 2015 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord cadre de coopération entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement du royaume du Maroc, signé le 25 octobre 2010 à Rabat ;
8. Loi n°1/09 du 19 mars 2015 portant adhésion par la République du Burundi à la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques ;
9. Loi n°1/10 du 26 mars 2015 portant création de la province de Rumonge et délimitation des provinces de Bujumbura, Bururi et Rumonge ;
10. Loi n°1/15 du 9 Mai 2015 Régissant la presse au Burundi ;

11. Loi n°1/16 du 25 Mai 2015 portant modalités de transfert de compétences de l'Etat aux communes.

Lois promulguées en 2014

1. Loi n°1/03 du 7 janvier 2014 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord Bilatéral sur les services aériens entre le Gouvernement de la République Unie de Tanzanie et le Gouvernement de la République du Burundi.
2. Loi n°1/04 du 7 janvier 2014 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord-cadre entre le Saint-Siège et la République du Burundi sur les matières d'intérêt commun.
3. Loi n°1/05 du 7 janvier 2014 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord pour la mise en place d'une Commission mixte de coopération entre le Gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de l'Etat du KOWEIT, signé le 09 juin 2013 au KOWEIT.
4. Loi n°1/07 du 26 mars 2014 portant ratification par la République du Burundi de la convention relative aux droits des personnes handicapées et son protocole facultatif.
5. Loi n°1/08 du 26 mars 2014 portant ratification de l'accord bilatéral sur les services aériens entre le Gouvernement de l'Etat du Qatar et le Gouvernement de la République du Burundi, signé le 19 mai 2012 à Doha.
6. Loi n°1/09 du 26 mars 2014 portant ratification par la République du Burundi des actes finals de la conférence régionale des radiocommunications chargée de planifier le service de radiodiffusion numérique de terre dans certaines parties des régions 1 et 3, dans les bandes de fréquences 174-230MHz et 470-862MHz (CRR-06), adopté à Genève, le 16 juin 2006.

7. Loi n°1/10 du 6 avril 2014 portant ratification par la République du Burundi de l'accord général de coopération bilatérale entre le Gouvernement de la République Fédérale du Nigeria et le Gouvernement de la République du Burundi.
8. Loi n°1/11 du 7 avril 2014 portant ratification par la République du Burundi du Mémorandum d'entente sur l'exemption des visas pour les titulaires des passeports diplomatiques ou de service entre le gouvernement de la République du Burundi et le Gouvernement de la République Islamique d'Iran, signé le 10 avril 2013, à Téhéran.
9. Loi n°1/12 du 9 avril portant adhésion par la République du Burundi à la convention apostille du 5 octobre 1961.
10. Loi n°1/13 du 15 avril 2014 portant ratification par la République du Burundi de la Charte Africaine sur les valeurs et les principes du service public et de l'administration.
11. Loi n°1/14 du 25 avril 2014 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de prêt N°1553P entre la République du Burundi et le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) relatif au projet d'aménagement et de bitumage de la route Bubanza-Ndora, "Phase 2: Ntamba-Ndora", signé à Vienne le 28 janvier 2014.
12. Loi n°1/15 du 5 mai 2014 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de sur la conservation des oiseaux d'eau migrateurs d'Afrique Eurasie (AEWA).
13. Loi n°1/16 du 9 mai 2014 portant adhésion de la République du Burundi à la convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères, signé à New York, le 10 juin 1958.
14. Loi n°1/17 du 15 mai 2014 portant suppression du pouvoir en cassation devant la Cour Suprême et attribution de compétence aux Cours d'appel pour les affaires relatives aux terres rurales.
15. Loi n°1/18 du 15 mai 2014 portant création, mandat, composition, organisation et fonctionnement de la Commission Vérité et réconciliation.
16. Loi n°1/20 du 3 juin 2014 portant révision de la loi N°1/22 du 18 septembre 2009 portant code électoral.
17. Loi n°1/21 du 23 juin 2014 portant adhésion par la République du Burundi au protocole de NAGOYA sur l'accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la convention sur la diversité biologique.
18. Loi n°1/22 du 25 juillet 2014 portant réglementation de l'action récursoire et directe de l'Etat et des communes contre leurs mandataires et leurs préposés
19. Loi n°1/24 du 11 août 2014 portant ratification de l'Accord Bilatéral sur les services aériens entre le Gouvernement de la République du Rwanda et le Gouvernement de la République du Burundi, signé à Kigali le 16 août 2013.
20. Loi n°1/25 du 8 septembre portant ratification de l'Accord de prêt entre le gouvernement de la République du Burundi et la Banque de l'IMPORT-EXPORT de Chine d'un montant de quatorze millions neuf cent quatre vingt mille dollars américains destiné au projet de construction du réseau métropolitain d'internet au Burundi, signé le 20 décembre 2013.
21. Loi n°1/26 du 15 septembre 2014 portant création, organisation, composition, fonctionnement et compétence de la Cour Spéciale des Terres et Autres Biens ainsi que la procédure suivie devant elle.

Lois promulguées en 2013

1. Loi n°1/01 du 09 Janvier 2013 portant amendement de l'article 61 de la loi n°1/14 du 28 Août 2009 portant régime des armes légères et de petit calibre.

2. Loi n°1/02 du 24 janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus.
3. Loi n°1/03 du 24 Janvier 2013 portant révision de la loi n°1/18 du 25 Septembre 2007 portant mission, composition, organisation et fonctionnement du conseil national de la communication CNC.
4. Loi n°1/04 du 24 Janvier 2013 révision da loi n°1/03 du 25 Janvier 2010 portant organisation et fonctionnement de l'Ombudsman.
5. Loi n°1/05 du 24 Janvier 2013 portant institution de l'impôt professionnel sur les rémunérations des cadres politiques, autres cadres et agents de l'Etat.
6. Loi n°1/06 du 24 Janvier 2013 portant fixation du régime des indemnités et avantages des membres des bureaux des parlementaires ainsi que du regimbe des incompatibilités et de sécurité sociale.
7. Loi n°1/07 du 24 Janvier 2013 portant fixation du régime des indemnités et avantages du Président de la république des vices Président de la République.
8. Loi n°1/8 du 8 Mars 2013 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de financement additionnel n° MDTF-HRI TF013043 entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement , signé à Bujumbura le 10 décembre 2012, pour le projet d'appui au développement du système de santé.
9. Loi n°1/9 du 8 Mars 2013 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de financement additionnel n° H808-BI entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement , signé à Bujumbura le 10 décembre 2012, pour le projet d'appui au développement du système de santé.
10. Loi n°1/10 du 3 Avril 2013 portant révision du code de procédure pénale.
11. Loi n°1/11 du 4 juin 2013 portant modification de la loi n°1/023 du 27 novembre 2003 régissant la presse au Burundi.
12. Loi n°1/12 du 29 juillet portant révision de la loi n°1/02 du février 2009 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée(TVA).
13. Loi n°1/14 du 5 août 2013 portant ratification par la République du Burundi de l'accord bilatéral entre le gouvernement de la République du Burundi et le gouvernement de la République du Rwanda pour la création et l'exploitation d'un poste frontière à arrêt unique(PFAU) à Gasenyi I-Nemba, signé à Gasenyi I-Nemba, le 13 février 2012.
14. Loi n°1/15 du 21 août 2013 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de financement N° TF 014427 entre la République du Burundi et la Banque Internationale pour la reconstruction et le développement, agissant en qualité d'agent d'exécution du Fonds pour l'Environnement Mondial(FEM), en faveur du projet d'aménagement durable des zones caféicoles au Burundi, signé à Bujumbura, le 23 mai 2013
15. Loi organique n°1/16 du 4 septembre 2013 portant modification des articles 1,24 et 25 de la loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux finances publiques.
16. Loi n°1/17 du 6 septembre 2013 portant adhésion par la République du Burundi au protocole facultatif se rapportant à la convention contre la torture et autre peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.
17. Loi n°1/18 du 6 septembre 2013 relative aux procédures fiscales.
18. Loi n°1/19 du 10 septembre 2013 portant organisation de l'enseignement de base et secondaire.
19. Loi n°1/20 du 28 septembre 2013 portant détermination des entreprises à participation publique, des services et des ouvrages publics à privatiser dans les trois prochaines années
20. Loi n°1/21 du 15 octobre 2013 portant code minier du Burundi.

Lois promulguées en 2012

1. Loi n°1/01 du 9 février 2012 portant révision de la loi n°1/03 du 19 février 2009 relative à l'organisation de la privatisation des entreprises à participation publique des services et des ouvrages publics.
2. Loi n°1/02 du 26 mars 2012 portant code de l'eau au Burundi.
3. Loi n°1/08 du 23 avril 2012 portant organisation du secteur semencier.
4. Loi n°1/09 du 14 mai 2012 portant amendement d'une disposition de la loi n°1/24 du 31 décembre 2011 portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2012.
5. Loi n°1/10 du 14 mai 2012 portant amendement d'une disposition de la loi n°1/10 du 30 juin 2009 portant application du Tarif Extérieur Commun "TEC" de la Communauté Est Africaine.
6. Loi n°1/11 du 14 mai 2012 portant amendement d'une disposition de la loi n°1/02 du 17 février 2009 portant institution de la Taxe sur la Valeur Ajoutée "TVA".
7. Loi n°1/12 du 14 mai portant amendement d'une disposition de la loi n°1/22 du 26 mai 2006 portant création de la redevance administrative
8. Loi n°1/13 du 2 mai 2012 portant code de l'aviation civile au Burundi.
9. Loi n°1/14 du 29 juin portant ratification par la République du Burundi de la Constitution de la Commission Africaine de l'Aviation Civile(CAFAC), signée à Dakar au Sénégal le 16 décembre 2009
10. Loi n°1/15 du 29 juin 2012 portant organisation générale des ordres nationaux, des décorations et des titres honorifiques.
11. Loi n°1/16 du 29 juin portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de Transit et de Transport du Corridor Nord (ATT-CN)
12. Loi n°1/17 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de prêt entre la République du Burundi et le Fond de Développement International de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) pour le financement du projet de route "Tronçon I: Bujumbura-Nyamitanga", signé à Washington le 22 avril 2012
13. Loi n°1/18 portant fixation du Budget général révisé de la République du Burundi pour l'exercice 2012
14. Loi n°1/19 du 27 juillet 2012 portant ratification par la République du Burundi de l'accord cadre de coopération économique, culturelle, scientifique et technique entre la République de Guinée Equatoriale et la République du Burundi.
15. Loi n°1/20 du 8 septembre 2012 portant modification de certains articles de la loi n°1/05 du 22 avril 2009 portant révision du code pénal
16. Loi n°1/21 du 8 septembre 2012 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement additionnel N° MDTF-HRITF012526 entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement, signé à Bujumbura le 25 juillet 2012, pour le projet d'appui au développement du système de santé .
17. Loi n°1/22 du 8 septembre 2012 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement N° H485-BI et H 781-BI entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement, signé à Bujumbura le 28 juin 2012, pour financer le projet de travaux publics et de gestion urbaine.
18. Loi n°1/23 du 8 septembre 2012 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement N° H774-BI entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement, signé à Bujumbura le 28 juin 2012, pour le projet de mise en réseau des laboratoires de santé publique de l'Afrique de l'Est.

19. Loi n°1/24 du 08 Septembre 2012 portant ratification par la république du Burundi de l'accord de financement du projet d'efficacité énergétique, signé entre la république du Burundi et la Banque Internationale pour la reconstruction et le développement BIRD , agissant comme agence d'exécution de la faculté globale de l'environnement à Bujumbura le 28 Juin 201 Don Gef n° TF 012460.
20. Loi n°1/26 du 23 novembre 2012 portant code de la circulation routière.

Lois promulguées en 2011

1. Loi n°1/01 du 04 janvier 2011 portant révision de la loi n°1/17 du 04 septembre 2009 portant missions, composition, organisation et fonctionnement de la commission nationale des terres et autres biens.
2. Loi n°1/03 du 04 janvier 2011 portant système national de normalisation, métrologie, assurance de la qualité et essais.
3. Loi n° 1/04 du 05 janvier 2011 portant création de la commission nationale indépendante des droits de l'homme.
4. Loi n° 1/05 du 17 mars 2011 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de prêt n° 1327P entre la République du Burundi et le Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID) relatif au projet d'aménagement et de bitumage de la route Bubanza-Ndora : « phase 2 : Ntamba-Ndora », signé à Vienne le 21/01/2011.
5. Loi n°1/06 du 21 mars 2011 portant réglementation de l'exercice de la profession vétérinaire.
6. Loi n°1/07 du 21 avril 2011 portant modification de la loi n°1/04 du 27 janvier 2010 portant réorganisation des pensions et risques professionnels des fonctionnaires, des magistrats et des agents de l'ordre judiciaire.
7. Loi N°1/08 du 28 avril 2011 portant organisation générale de l'administration publique.
8. Loi N°1/09 du 30 mai 2011 portant code des sociétés privées et à participation publique.
9. Loi N°1/10 du 30 mai 2011 portant création et gestion des aires protégées au Burundi.
10. Loi N°1/11 du 15 juillet 2011 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement N°684-BI entre la République du Burundi et l'association Internationale de Développement : financement additionnel au projet de développement du secteur routier, signé à Bujumbura le 17 mai 2011
11. Loi N°1/13 du 09 Août 2011 portant révision du code foncier du Burundi.
12. Loi N°1/15 du 07 septembre 2011 portant ratification par la République du Burundi du protocole sur la coordination de la politique étrangère de la Communauté Est-Africaine.
13. Loi N°1/16 du 10 septembre 2011 portant révision de la loi N°1/06 du 26 juin 2003 portant organisation et fonctionnement des partis politiques.
14. Loi N°1/17 du 10 septembre 2011 portant commerce de faune et de flores sauvages.
15. Loi N°1/18 du 09 décembre 2011 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement N°H 710-BI entre la République du Burundi et l'association Internationale de Développement : du projet « gestion environnementale du Lac Victoria » phase II, signé le 12 septembre 2011.
16. Loi N°1/19 du 09 décembre 2011 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de ligne de crédits en dollars du projet hydroélectrique de Kabu 16 au Burundi entre le gouvernement du Burundi et Export-Imports Bank of India.
17. Loi N°1/20 du 20 décembre 2011 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de prêt N°1406P du programme de développement des filières entre la République du Burundi et le fonds de l'OPEP pour le développement international, signé à Washington, le 24 septembre 2011
18. Loi N°1/21 du 30 décembre 2011 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement N°H747-BI pour le cinquième don d'appui aux réformes économiques (DARE V)d'un

montant de trente-cinq millions de dollars américains accordés par l'Association Internationale de Développement au gouvernement de la République du Burundi pour l'exercice 2011.

19. Loi N°1/22 du 30 décembre 2011 portant réorganisation de l'enseignement supérieur.
20. Loi N°1/23 du 30 décembre 2011 portant cadre organique des groupements pré-coopératifs.
21. Loi n°1/24 du 31 décembre 2011 portant fixation du budget général de la République du Burundi pour l'exercice 2012

Lois promulguées en 2010

1. Loi n° 1/01 du 07 janvier 2010 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de prêt n° BADEA/04 Novembre 2009 entre la République du Burundi et la Banque Arabe pour le Développement en Afrique relatif au projet d'aménagement et de Bitumage de la route Bubanza-Ndora "Phase2: Ntamba-Ndora" signé à Bujumbura le 04 Novembre 2009
2. Loi n°1/02 du 25 janvier portant révision de la loi n° 1/016 du 20 avril 2005 portant organisation de l'administration communale
3. Loi n°1/03 du 25 janvier 2010 portant organisation et fonctionnement de l'OMBUSDMAN
4. Loi n°1/04 du 27 janvier 2010 portant réorganisation des régimes de pensions et risques professionnels des fonctionnaires, des magistrats et des agents de l'ordre judiciaire
5. Loi n°1/05 du 12 mars 2010 portant réglementation de la production et de la commercialisation des fertilisants et des amendements du sol au Burundi
6. Loi n°1/06 du 25 mars 2010 portant régime juridique de la concurrence
7. Loi n°1/07 du 26 avril 2010 portant code de commerce

8. Loi n°1/08 du 30 avril 2010 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement entre la République du Burundi et l'association internationale de développement : Projet d'urgence de démobilisation et de réintégration transitoire
9. Loi n°1/09 du 30 avril 2010 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement N° H5360-BI entre la République du Burundi et l'association internationale de développement : Projet de développement des secteurs financier et privé
10. Loi n° 1/11 du 16 mai 2010 portant code de la navigation et du transport lacustres
11. Loi n°1/12 du 6 décembre portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement n° H562-BI entre la République du Burundi et l'Association Internationale de développement en faveur du projet de productivité et de développement des marchés agricoles (PRODEMA) signé à Bujumbura le 22 septembre 2010
12. Loi n°1/14 du 31 décembre portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement du projet d'urgence du secteur énergétique entre la République du Burundi et l'Association internationale de développement, signé à Bujumbura, le 10 décembre 2010, don IDA H617-BI
13. Loi n° 1/15 du 31 décembre 2010 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement n° H632-BI pour le quatrième don d'appui aux réformes économiques (DARE IV) d'un montant de vingt millions de dollars américains accordé par l'Association internationale de développement au Gouvernement de la République du Burundi pour l'exercice 2010, signé à Bujumbura, le 15 décembre 2010
14. Loi n° 1/16 du 31 décembre 2010 portant modification statut des agents de la Police Nationale
15. Loi n° 1/18 portant statut des officiers de la Police Nationale du Burundi

16. Loi n°1/19 du 31 décembre 2010 portant modification de la loi n°1/17 du 29 avril 2006 portant statut des hommes de troupes de la force de défense nationale du Burundi
17. Loi n°1/20 du 31 décembre 2010 portant modification de la loi n°1/16 du 29 avril 2006 portant statut des sous-officiers de la force de défense nationale du Burundi
18. Loi n°1/21 du 31 décembre 2010 portant modification de la loi n°1/15 du 29 avril 2006 portant statut des officiers de la force de défense nationale du Burundi

Lois promulguées en 2009

1. Loi n°1/05 du 22 avril 2009 portant révision du code pénal
2. Loi n°1/06 du 27 avril 2009 portant adhésion par la République du Burundi au Statut de l'Agence Internationale de l'énergie atomique
3. Loi n° 1/07 du 19 mai 2009 portant modification de certaines dispositions du décret-loi n° 1/032 du 30 juin 1993 sur la production et la commercialisation des semences végétales au Burundi
4. Loi n° 1/08 du 22 juin 2009 portant ratification par la République du Burundi du Traité sur la zone exempte d'Armes nucléaires en Afrique (Traité de PELINDABA) signé le 11 avril 1996
5. Loi n° 1/09 du 22 juin 2009 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de don "projet d'appui à l'intensification et à la valorisation agricoles du Burundi (PAIVA-B)" entre la République du Burundi et le Fonds International de Développement Agricole
6. Loi n° 1/10 du 30 juin 2009 portant Application du Taux extérieur Commun "TEC" de la Communauté Est Africaine
7. Loi n° 1/12 du 27 juillet 2009 portant révision du système de taxation des carburants
8. loi N° 1/14 du 28 août 2009 portant régime des armes légères et de petits calibres
9. Loi N°1/15 du 03 septembre 2009 portant ratification par la République du Burundi de la convention sur les armes à sous munitions
10. Loi N°1/16 du 03 septembre 2009 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de financement entre la République du Burundi et l'Association Internationale de développement : Deuxième Projet de travaux publics et de création d'emplois (Projet de travaux Publics et de Gestion Urbaine)
11. Loi N°1/17 du 04 septembre 2009 portant révision de la loi N°1/18 du 04 mai 2006 portant mission, organisation et fonctionnement de la Commission Nationale des Terres et Autres Biens
12. Loi N°1/18 du 08 septembre 2009 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de financement entre la République du Burundi et l'Association Internationale de développement : Projet d'appui au Développement du secteur de la Santé
13. Loi N°1/19 du 08 septembre 2009 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de financement entre la République du Burundi et l'Association Internationale de développement : Projet d'urgence de démobilisation et de réintégration transitoire
14. Loi N°1/20 du 08 septembre 2009 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de prêt N°121 OP entre la République du Burundi et le Fonds de l'OPEP pour le Développement Internationale, relatif au Projet d'aménagement et de bitumage de la route Bubanza-Ntamba, signé à Vienne le 04 novembre 2008
15. Loi n° 1/22 du 18 septembre 2009 portant Révision de la Loi n° 1/015 du 20 avril 2005 portant Code Electoral
16. Loi N° 1/23 du 24 septembre déterminant les avantages fiscaux prévus par la loi N°1/24 du 10 septembre 2008 portant code des investissements du Burundi
17. Loi n° 1/24 du 2 octobre 2009 portant dispositions particulières du statut général

des fonctionnaires applicables aux personnels de la santé publique

18. Loi n° 1/25 du 29 octobre portant intégration administrative des mandataires politiques et des cadres techniques n'ayant jamais presté dans l'Administration Publique Burundaise
19. Loi n°1/26 du 30 novembre 2009 portant réorganisation des activités sportives du Burundi
20. Loi n°1/28 du 24 Décembre 2009 relative à la Police Sanitaire des Animaux Domestiques, Sauvages, Aquacoles et Abeilles
21. Loi n°1/30 du 31 décembre portant fixation du régime des indemnités et avantages du Président de la République, des vice-présidents de la République et des Membres du Gouvernement ainsi que leur régime des incompatibilités et de sécurité sociale

Lois promulguées en 2008

1. Loi n° 1/01 du 4 février 2008 portant code des marchés publics du Burundi
2. Loi n° 1/02 du 4 février 2008 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
3. Loi n° 1/04 du 15 février 2008 portant adhésion par la République du Burundi à la Convention de BONN sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage
4. Loi n° 1/05 du février 2008 portant ratification par la République du Burundi des amendements du Traité portant création de la Communauté Est Africaine tels que signés par les Chefs d'Etat des pays membres de la Communauté Est-Africaine le 20/8/2007 à Arusha en République Unie de Tanzanie
5. Loi n° 1/06 du 15 février 2008 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord révisé de COTONOU de partenariat entre les membres du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique d'une part et la Communauté Européenne et ses Etats membres d'autres part, adopté à Bruxelles en février 2005
6. Loi n° 1/07 du 24 mars 2008 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord révisé de COTONOU de partenariat entre les membre du groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique d'une part, et la Communauté Européenne et ses Etats membres d'autre part, adopté à Luxembourg en juin 2005
7. Loi n° 1/08 du 7 juillet 2008 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de prêt n° 1175P entre la République du Burundi et le Fonds OPEP pour le Développement International relatif au Projet d'Aménagement et de Bitumange de la route Kirundo-Gasenye signé à Vienne le 11 Avril 2008
8. Loi n° 1/09 du 11 juillet 2008 portant exonération des droits de douane sur les ordinateurs, les téléphones portables et les équipements servant à produire l'énergie solaire et éolienne
9. .Loi n° 1/11 du 11 juillet 2008 régissant les procédures de vente des biens du domaine privé de l'Etat
10. Loi n° 1 / 12 du 14 Juillet 2008 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de Prêt n° 1176 P relatif au financement du Programme Transitoire de Reconstruction Post Conflit (PTRPC) singé à Washington le 11 Avril 2008, entre le gouvernement de la République du Burundi et le Fond pour le Développement International de L'OPEP (OFID)
11. Loi n° 1/ 13 du 14 Juillet 2008 portant ratification par la République du Burundi du Protocole d'Accord établissant le Centre d'Excellence Régional pour la gestion des catastrophes, signé à Nairobi, le 15 Août 2005
12. Loi n° 1/ 14 du 1er Août 2008 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de coopération policière internationale dans le cadre de l'Organisation pour la Coopération des

Chefs de Police de l'Afrique de l'Est (OCCPA)

13. Loi n° 1 / 15 du 1er Août 2008 portant ratification par la République du Burundi du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la convention sur la diversité biologique
14. Loi n° 1/ 16 du 06 Août 2008 portant modification de certaines dispositions du Décret- Loi n° 1/13 du 24 Novembre 1986 portant fixation des droits d'enregistrement en matière foncière
15. Loi n°1/ 17 du 18 Août 2008 portant ratification par la République du Burundi du Traité d'Interdiction Complète des Essais Nucléaires, signé à New- York le 24 Septembre 1996
16. Loi n° 1/18 du 21 Août 2008 portant ratification par la République du Burundi de la Convention Internationale pour la Répression des Actes de Terrorisme Nucléaire
17. Loi n° 1/19 du 22 Août 2008 portant fixation du Budget Général Révisé de la République du Burundi pour l'exercice 2008
18. Loi n° 1/20 du 31 Août 2008 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement du projet Multisectoriel d'Infrastructures Eau et Electricité signé entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement, signé à Bujumbura, le 25 Juin 2008, Don n° H 370- BI
19. Loi n° 1/ 21 du 31 Août 2008 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de financement de l'OPEP dans le cadre de l'initiative PPTTE renforcée pour l'allégement de la dette du Burundi, signé le 11 Avril 2008, entre le Fonds de l'OPEP pour le Développement International et la République du Burundi
20. Loi n° 1/22 du 31 Août 2008 portant ratification par la République du Burundi de l'accord de prêt n° BADEA/28 Avril 2008 entre la République du Burundi et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique relatif au projet d'Aménagement et de Bitumage de la route Bubanza- Ndora, "phase1 : Bubanza- Ntamba", signé à Khartoum le 28 Avril 2008
21. Loi n° 1/23 du 31 Août 2008 portant mission, composition, organisation et fonctionnement du Conseil National de Sécurité
22. Loi n° 1/24 du 10 septembre 2008 portant code des investissements du Burundi
23. Loi n°1/25 du 30 septembre 2008 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de don de développement n° H 406- BI entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement relatif au financement additionnel en faveur du Projet de Réhabilitation Agricole et de Gestion Durable des Terres (PRASAB), signé à Bujumbura le 16 Juillet 2008
24. Loi n° 1/ 26 du 30 septembre 2008 portant ratification par la République du Burundi de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles
25. Loi n° 1/27 du 30 septembre 2008 portant ratification par la République du Burundi du deuxième Don d'Appui aux Réformes Economiques (DARE II) d'un montant de 30 millions de Dollars Américains accordé par la Banque Mondiale au Gouvernement de la République du Burundi pour l'exercice 2008
26. Loi n° 1/28 du 30 septembre 2008 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de don de développement n° H 383- BI entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement relatif au financement additionnel en faveur du Projet Multisectoriel de Lutte contre le SIDA (PMLS), signé à Bujumbura le 16 Juillet 2008
27. Loi n° 1/29 du 10 octobre 2008 portant adhésion par la République du Burundi à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques

excessifs ou comme frappant sans discrimination, adoptée à Genève, le 10 octobre 1980

28. Loi n° 1/30 du 10 octobre 2008 portant mise en œuvre de la convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines anti personnelles et sur leur destruction signée à Ottawa le 3 décembre 1997
29. Loi n° 1/31 du 04 novembre 2008 portant suppression de la taxe de transaction sur la vente des propriétés foncières et d'immeubles
30. Loi n°1/32 du 13 Novembre 2008 sur l'asile et la protection des réfugiés au Burundi
31. Loi n°1/33 du 17 Novembre 2008 relative aux finances publiques
32. Loi n° 1/34 du 02 décembre 2008 portant statut de la Banque de la République du Burundi
33. Loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux finances publiques

Lois promulguées en 2007

1. Loi n° 1/01 du 10 janvier 2007 portant élévation de son Excellence Feu Président Melchior Ndadaye au rang de Héros National de la Démocratie
2. Loi n° 1/02 du 11 janvier 2007 instituant le code des douanes
3. Loi n° 1/03 du 11 Janvier 2007 portant modification de certaines dispositions de la loi n° 1/018 du 19 décembre 2002 portant organisation et fonctionnement de la Cour Constitutionnelle ainsi que la procédure applicable devant elle
4. Loi n° 1/04 du 2 mars 2007 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord instituant le Régime Régional de Garantie et de Cautionnement douanier
5. Loi n° 1/05 du 14 mai 2007 portant ratification par la République du Burundi de la Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles, signée à Addis-abeba, le 3/12/2003
6. Loi n°1/06 du 22 mai 2007 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de financement N° H273 Bu relatif au Projet d'Appui à la Reconstruction du système Educatif Burundais, signé à Bujumbura le 27 février 2007 entre le Gouvernement de la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement
7. Loi n° 1/07 du 26 juin 2007 portant adhésion par la République du Burundi au Traité portant création d'un Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne, signé à Abidjan le 21 Septembre 1993
8. Loi n° 1/08 du 30 Juin 2007 portant ratification par la République du Burundi du Traité d'adhésion du Burundi à la Communauté Est Africaine, signé à Kampala, le 18 Juin 2007
9. Loi n° 1/09 du 6 Août 2007 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord pour l'Etablissement de l'Agence de Facilitation du Transport de Transit du Corridor Central (AFTT/CC) signé à Dar- Es-Salaam le 2 septembre 2006
10. Loi n° 1/10 du 6 août 2007 portant ratification par la République du Burundi du Pacte sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la Région des Grands Lacs tel qu'il a été signé par les Chefs d'Etats et de Gouvernement de la Région, le 15 décembre 2006 à Nairobi
11. Loi n° 1/11 du 6 août 2007 portant ratification par la République du Burundi de la Convention internationale de l'UNESCO contre le dopage dans le sport
12. Loi n° 1/13 du 17 /9/2007 portant ratification par la République du Burundi du Protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente de l'enfant, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène les enfants
13. Loi n° 1/14 du 17/9/2007 portant ratification par la République du Burundi du Protocole facultatif à la convention relative aux droits de l'enfant concernant

l'implication d'enfants dans les conflits armés

14. Loi n° 1/15 du 19 septembre 2007 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de financement du Projet d'Infrastructures de Communication entre la République du Burundi et l'Association Internationale de Développement, signé à Bujumbura le 22 Mai 2007, Don n° H 283-Bu
15. Loi n° 1/16 du 19 septembre 2007 portant ratification par la République du Burundi de l'Accord de don n° DSF- 8002-BI du Projet d'Appui à la Reconstruction du Secteur de l'Elevage entre la République du Burundi et le Fonds International de Développement Agricole, signé à Rome le 22 Juin 2007
16. Loi n° 1/17 du 25 septembre 2007 portant organisation du système statistique au Burundi
17. Loi n° 1/18 du 25 septembre 2007 portant missions, composition et fonctionnement du Conseil National de la Communication (CNC)
18. Loi n° 1/19 du 30 décembre 2007 portant institution d'une contribution internationale de solidarité sur les billets d'avion pour le développement et la lutte contre les pandémies
19. Loi n° 1/20 du 30 décembre 2007 portant adhésion par la République du Burundi aux statuts du Centre International pour le Génie génétique et la Biotechnologie
20. Loi n° 1/21 du 30 décembre 2007 portant fixation du Budget Général de la République du Burundi pour l'exercice 2008

Source : Assemblée Nationale du Burundi